VILLE DE HOUDAIN

PROCES VERBAL
Séance du Conseil municipal du lundi 15 juin 2026

L'an deux mille vingt-six, le lundi 15 juin à 18 H 05, le Conseil municipal de la Commune d'Houdain, légalement convoqué, s'est réuni à la salle polyvalente de l'hôtel de ville, 8 rue Roger-Salengro en séance publique.

Monsieur le Maire déclare la séance ouverte. Il est procédé à l'appel nominal des conseillers municipaux.

Sont présents les conseillers municipaux suivants :
Monsieur Steven THIRY, Monsieur Jurgen MAHAUT, Madame Bérengère CRESPEL, Monsieur Dylan LAURENT, Madame Marine MAERTEN, Monsieur Olivier CHANRION, Madame Godeleine DICKES, Monsieur Christian JUNGE, Madame Amélie TILLOY, Madame Aurélie SEURON, Monsieur Julien FORGEZ, Madame Angelique PETITJEAN, Monsieur Loïc BRIL, Madame Sylvie LECOCQ, Monsieur Steve LAFARGUE, Monsieur Pierre-Edouard CONFRERE, Madame Sophie RENUCCI, Monsieur Sébastien HAUGHTON, Madame Amélie BRUNDU, Monsieur Laurent NOWACZYK, Madame Mélanie LEFEBVRE, Monsieur Jean-Cyrille LEGRAND, Madame Isabelle RUCKEBUSCH, Madame Amélie PRZYBYLA, Madame Valentine BOURGEOIS, Madame Sonia QUINET, Monsieur Daniel DEWALLE.

Sont absents excusés ayant donné procuration, en application de l'article L. 2121-20 du CGCT :
Madame Isabelle DETRES (à Madame Sylvie LECOCQ), Monsieur Bernard JOLY (à Madame Isabelle RUCKEBUSCH).

Soit :

- 27 conseillers présents, 2 conseillers absents ayant donné procuration, soit 29 votants à partir de 18h05 ;

Monsieur le Maire constate que le quorum est atteint, et que le Conseil municipal peut valablement délibérer.

Conformément aux dispositions des articles L. 2121-15 et L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le Conseil municipal nomme Monsieur Julien FORGEZ secrétaire de séance.

Monsieur le Maire : *Un document va circuler concernant la délivrance des documents du prochain conseil municipal. Je vous laisse effectuer votre choix.*

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 7 AVRIL 2026

Monsieur le Maire : *Je rappelle que cette présentation est bien annexée à la convocation. Ainsi, l'approbation du procès-verbal porte uniquement sur la retransmission et retranscription des débats et*

des décisions, et non sur le fond des délibérations déjà adoptées. Il appartient donc au conseil municipal de se prononcer sur son approbation. Passons au vote. Y a-t-il des contre ? Des abstentions ? Très bien, c'est voté. Nous passons à la délibération relative à l'adoption du règlement intérieur du conseil municipal.
Monsieur le Maire : *Oui ?*
Madame Valentine BOURGEOIS : *(Inaudible).*
Monsieur le Maire : *Comment ?*
Madame Valentine BOURGEOIS : *(Inaudible).*
Monsieur le Maire : *Eh bien, s'il est écrit, c'est que c'est une faute d'orthographe. Veuillez en excuser notre personnel sur le sujet. Nous prenons acte. C'est pris en compte ? Très bien, donc ce sera corrigé. Merci.*

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du mardi 7 avril 2026 est approuvé à l'unanimité.

ORGANISATION TERRITORIALE

1. CONSEIL MUNICIPAL – ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques

Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-8 et suivants ;
Règlement intérieur adopté par délibération du Conseil municipal du 10 décembre 2020.

Exposé des motifs

Conformément à l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales, les communes de plus de 3 500 habitants doivent se doter d'un règlement intérieur.

Le règlement actuellement en vigueur a été adopté le 10 décembre 2020.

Depuis cette date, plusieurs évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles sont intervenues. Il convient dès lors d'actualiser le règlement intérieur afin de tenir compte de ces évolutions et d'adapter les règles de fonctionnement du Conseil municipal aux pratiques mises en œuvre au sein de la commune.

Le projet de règlement intérieur a été transmis aux membres du Conseil municipal avec la convocation et est annexé à la présente délibération.

Proposition soumise au Conseil municipal

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver le règlement intérieur annexé à la présente délibération.

Monsieur le Maire : *Le règlement intérieur, je vous le rappelle, vous a été transmis avec votre convocation et figure en annexe du dossier de séance. Y a-t-il des observations ? Oui, Madame PRZYBYLA.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Dans l'article 8, il est précisé qu'il y aura des commissions et du coup, il n'y a pas à l'ordre du jour la désignation de ces commissions et des membres. Du coup, ce sera l'objet d'un prochain conseil municipal, j'imagine ?*
Monsieur le Maire : *Alors, je vais vous répondre à la question. Alors, concernant les commissions municipales, ce n'est pas obligatoire. C'est un choix, puisqu'il...*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Mais ça fait partie du règlement intérieur, donc on peut supposer que, si vous mettez dans le règlement intérieur, c'est que ça va avoir lieu.*
Monsieur le Maire : *Mais comme vous l'avez très bien dit, vous supposez, et donc je réponds à votre question.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Mais non, mais...*
Monsieur le Maire : *Oui, ce n'est pas parce qu'il figure dans le règlement qu'il doit être appliqué au niveau de la commission, c'est-à-dire que si on vient mettre, lors d'une délibération, la possibilité d'avoir une commission municipale, avec l'ensemble des élus, dans ce cas-là, il sera applicable. En attendant, la commission municipale, il n'y en a pas. Seules les commissions obligatoires, dont, par exemple, vous, vous faites partie de cette commission, ainsi que Mme RUCKEBUSCH. Mme RUCKEBUSCH, c'est au CCAS, vous, c'est à la CAO. Là, c'est obligatoire, alors que là, l'article 8 dont vous mentionnez, ce sont des commissions au sein du conseil.*

Madame Amélie PRZYBYLA : *Oui, c'est ça. Mais du coup, si c'est écrit... Alors, peut-être distinguer, du coup, les commissions obligatoires des non-obligatoires ou qui pourraient faire partie du débat des commissions en prévision du conseil municipal. Pour moi, ce sont deux choses différentes. On est bien d'accord que les commissions qui sont obligatoires, on est obligé de siéger pour prendre des décisions, et il y a les commissions non-obligatoires où on présente les dossiers aux élus pour qu'ils puissent en débattre en prévision du conseil municipal. Du coup, est-ce qu'on ne peut pas faire le distinguo entre ces deux types de commissions ? Ça sous-entend quand même que les commissions non-obligatoires devraient être instaurées, vu que c'est au règlement intérieur.*
Monsieur le Maire : *Eh bien, effectivement, c'est écrit, « fonctionnement des commissions », on peut le lire si vous le souhaitez. « Donc, les commissions municipales se réunissent sur convocation de leur président ou de son représentant, donc au cas échéant, vous en aurez une mention. Les convocations sont adressées aux membres par voie dématérialisée. À la demande expresse d'un membre, elles peuvent être adressées par courrier. La convocation précise, dans la mesure du possible, les questions inscrites à l'ordre du jour, ainsi que la date, lieu et l'heure de la réunion. Les commissions ont un rôle consultatif. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises et peuvent formuler des avis, recommandations ou propositions destinées à éclairer des décisions du conseil municipal. Les commissions peuvent entendre toute personne dont l'audition est jugée utile à l'examen des dossiers inscrits à leur ordre du jour. Le directeur général des services ou son représentant, ainsi que tout agent communal dont la présence est jugée utile par le président de la commission, peuvent assister aux réunions. Les réunions des commissions ne sont pas publiques. Les avis émis par les commissions ne lient en aucun cas le conseil municipal ». Donc, je peux vous proposer un amendement pour préciser.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Parce que du coup, si dans ce type de question, imaginons que sur une autre question, ça peut se faire ou pas se faire. Pourquoi l'écrire dans le règlement si ça ne peut pas se faire et pourquoi on l'écrit dans le règlement si ça doit se faire ?*
Monsieur le Maire : *Très bien, je vois que ça pose problème qu'il y ait cet article qui est prévu...*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Je veux juste être claire. Il y aura des commissions ou il n'y en aura pas ?*
Monsieur le Maire : *Il n'y aura pas de commissions. Donc, s'il n'y a pas de commissions, on peut...*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Donc, pourquoi ce point de règlement s'il n'y a pas de commissions ?*
Monsieur le Maire : *Je vous ai répondu. S'il y a une commission obligatoire, vous y figurez. S'il y a une commission municipale, il y en a une. Là, il n'y en a pas.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Est-ce qu'on peut faire le distinguo entre les non-obligatoires et les obligatoires ? Pour moi, c'est clair pour tout le monde.*
Monsieur le Maire : *Pour être plus clair, s'il n'y en a pas, on supprime l'article 8. Donc, l'article 8, j'annonce qu'il sera supprimé.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Mais du coup, il faudra reproposer ça au prochain conseil municipal ?*
Monsieur le Maire : *Pas forcément, non. Il n'y a pas besoin de...*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Si vous abolissez un article, il faut le refaire ?*
Monsieur le Maire : *Alors, soit on le garde en l'état. Et là, je demande à l'ensemble des élus si on le garde lorsqu'il y aurait une délibération sur le sujet. Au cas échéant, on le replanifie. Oui, M. DEWALLE ?*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Déjà, je voudrais vous remercier pour la disposition de la salle. Au moins, on voit tout le monde, alors que l'an passé, on se tournait le dos. Donc, au moins, on voit les personnes auxquelles on parle. En fait, on est revenu au dispositif qu'il y avait, il y 20 ans. Donc, je trouve que c'est une bonne chose. Je préfère travailler des réunions de conseil municipal comme ça. Sur les commissions, si vous ne faites pas de commission de travaux, de loisirs, etc., vous allez avoir des conseils municipaux interminables, parce que toutes les questions qu'on pose habituellement en commission et qui font qu'après, au conseil municipal, les choses se passent plutôt simplement et sans complication. S'il n'y a pas le travail des commissions avant, pour se poser des questions, clarifier les choses, vous allez avoir des conseils municipaux qui vont traîner en longueur. Je trouve que le travail se fait beaucoup mieux. En plus, quand on est en commission, on travaille plus efficacement, parce qu'il n'y a pas la présence du public qui fait qu'une fois, on travaille plus simplement. Chacun amène un petit peu son idée. Et puis, ça permet de faire un travail municipal plus constructif. Et ça vous ferait gagner beaucoup de temps lors des réunions de conseil municipal.*
Monsieur le Maire : *Eh bien, écoutez, j'en prends acte. Nous, sur tout ce qui est partie projet et programme, nous avons tout ce qu'il nous faut. Nous échangeons correctement en interne sur tous les sujets. Donc j'entends bien, M. DEWALLE, cette demande de pouvoir collaborer sur l'ensemble des projets.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Vous discutez, mais sans nous, vu qu'on n'y est pas, nous. Vous dites en interne. Tous les 6, on fait partie du conseil municipal. On doit apporter notre pierre à l'édifice.*
Monsieur le Maire : *Mais ce n'est pas une obligation, justement, les commissions. C'est ce que je suis en train de vous expliquer. Ce n'est pas une obligation. Les seules commissions qui sont obligatoires, c'est celles qui sont obligatoires et pas celles municipales. Donc vous ne faites pas partie des décisions de*

l'ensemble des réunions. C'est vrai. Mais ce que j'ai envie de dire, c'est que si vous étiez majoritaire, vous auriez pu participer en interne à ces décisions.
Madame Amélie PRZYBYLA : *Mais Monsieur DEWALLE a raison. Sur les commissions, c'est quand même intéressant.*
Monsieur le Maire : *Ça peut être plus constructif. Mais par contre, ce qu'il n'a pas soulevé, c'est que derrière, il y a énormément de réunions.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Ah bah oui. Mais du coup, partager d'abord au préalable, en prévision des conseils municipaux, en commission, dans un plus petit effectif, des sujets importants sur l'avenir de la commune, moi, je trouve que c'est un travail essentiel. Et donc du coup, la présence de tous les représentants, pour moi, c'est essentiel.*
Monsieur le Maire : *Eh bien écoutez, si vous le souhaitez, qu'il y a des sujets qui vous intéressent, on peut échanger dessus.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Mais comment, du coup ?*
Monsieur le Maire : *Pas à travers une commission. Pour le moment, les commissions ne sont pas prévues. Il peut y avoir des commissions. Et nous, notre souhait, ce n'est pas qu'il y ait des commissions. On n'a pas besoin de réunir à l'heure actuelle. Nous, ce n'est pas notre demande.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Du coup, on enlève ce point au règlement. Et il faut repasser le règlement au prochain conseil municipal.*
Monsieur le Maire : *Alors je peux suspendre la séance, si vous le souhaitez. Je peux suspendre la séance pour préparer un amendement pour retirer l'article 8.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Fait.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Donc je vais suspendre la séance pour préparer un amendement pour retirer l'article 8 et faire voter le règlement intérieur maintenant.*

Suspension de la séance pendant 15 minutes.

Monsieur le Maire : *La séance peut reprendre. Eh bien, après vérification et reprise de la bonne lecture du chapitre 2, puisque ce qui avait été annoncé, c'est un sous-ensemble, donc à l'article 8, Fonctionnement des commissions, qui est sous un chapitre 2. Et en début du chapitre, il est bien écrit « que le conseil municipal peut, par délibération », ce qui signifie que c'est une possibilité qui peut être créée prochainement pour répondre à votre question. Donc on maintient bien le règlement intérieur, puisque celui-ci permet de prévoir la création d'une commission municipale, ce que le règlement, justement, permet. Donc on sépare bien la partie à l'article 7, il y a bien les commissions Appels d'offres et commissions délégations de services publics. Comme il a été annoncé, c'est bien la partie commission obligatoire. Et ensuite, ce dont vous mentionnez tout à l'heure, c'était bien les commissions municipales peuvent se réunir si on en décide tous ensemble d'en créer une. Donc cette possibilité de collaborer était bien existante. Elle était bien inscrite. Il fallait juste se référer au début du chapitre où c'est bien écrit. « Le conseil municipal peut, par délibération, décider de créer une ou plusieurs commissions municipales chargées d'étudier les affaires soumises à son examen ». Voilà, j'espère avoir répondu à la question. Nous pouvons continuer. S'il n'y a pas d'autres observations particulières, je vous propose de passer au vote. Y a-t-il des contres ? Des abstentions ? Très bien.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : **Approuve** le règlement intérieur du Conseil municipal annexé à la présente délibération.

Article 2 : Abroge et remplace le règlement intérieur adopté par délibération du 10 décembre 2020 par ce nouveau règlement.

Article 3 : Entre en vigueur à compter de son adoption par le Conseil municipal.

Article 4 : Charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

2. CONSEIL MUNICIPAL – DESIGNATION D'UN CORRESPONDANT DEFENSE

Monsieur le Maire : *Alors concernant ce point relatif à la désignation d'un correspondant de défense, je souhaite apporter une précision préalable. Après vérification juridique, il apparaît que cette désignation*

relève des pouvoirs propres du maire en vertu de l'article 2122-18 du CGCT. Par conséquent, ce point n'a pas à faire l'objet d'une délibération au conseil municipal et ne sera pas soumis au vote ce soir. J'ai au moins souhaité maintenir son inscription à l'ordre du jour afin d'en informer l'Assemblée délibérante. Et la désignation interviendra par arrêté du maire conformément aux dispositions en vigueur.

3. CONSEIL MUNICIPAL – DESIGNATION DES REFERENTS VIF (VIOLENCES INTRA-FAMILIALES)

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques
Code général des collectivités territoriales ;
Courrier du réseau de lutte contre les violences intrafamiliales (VIF) de l'arrondissement de Béthune en date du 21 mai 2026 sollicitant la désignation d'un référent communal.

Exposé des motifs

Le réseau de lutte contre les violences intrafamiliales de l'arrondissement de Béthune a pour objet de fédérer et coordonner les acteurs locaux engagés dans la prévention et l'accompagnement des victimes de violences intrafamiliales et conjugales.

Dans ce cadre, la commune est invitée à désigner un élu référent chargé d'assurer le lien avec ce réseau, de relayer les informations utiles et de contribuer à l'identification des besoins rencontrés sur le territoire communal.

Proposition soumise au Conseil municipal

Conformément à l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal est invité à :

1) Décider de ne pas recourir au scrutin secret ;
2) Désigner un référent communal Violences Intra-Familiales (VIF).

Il est proposé de désigner Madame Bérengère CRESPEL en qualité de référente communale Violences Intra-Familiales (VIF).

Monsieur le Maire : *Conformément au CGCT, je vous propose de ne pas recourir au scrutin secret. Je mets cette proposition aux voix. Y a-t-il des contres ? Des abstentions ? Très bien, je vous remercie. Je vous propose la candidature de Mme Bérengère CRESPEL en qualité de référent communal, violences intrafamiliales. Y a-t-il d'autres candidatures ? Y a-t-il des contres ? Des abstentions ? Je la remercie pour son engagement au service de cette cause particulièrement importante.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Désigne Madame Bérengère CRESPEL en qualité de référente communale Violences Intra-Familiales (VIF).

Article 2 : Charge Monsieur le Maire de notifier cette désignation au réseau de lutte contre les violences intrafamiliales de l'arrondissement de Béthune ainsi qu'aux organismes concernés.

4. SERVICES A LA POPULATION – RETROCESSION REGLEMENTAIRE D'UNE CONCESSION FUNERAIRE DANS LE CIMETIERE DU MONT

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques

Code général des collectivités territoriales ;
Demande de rétrocession présentée par le titulaire de la concession.

Exposé des motifs

Par courrier en date du 7 mai 2026, le titulaire de la concession funéraire n° 2886 située au cimetière du Mont (secteur L – Mur n° CO23 – Case n° 175) a sollicité sa rétrocession au profit de la commune.

Cette concession a été acquise le 27 septembre 2025 pour une durée de dix ans moyennant le versement d'une somme de 750,00 €.

Après vérification, il est constaté que la concession est libre de tout corps et remplit les conditions permettant sa rétrocession à la commune.

Conformément au calcul effectué par les services municipaux, le montant du remboursement dû au concessionnaire s'élève à 704,37 €.

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

1) Accepter la rétrocession de la concession funéraire n° 2886 au profit de la commune ;
2) Autoriser le remboursement au concessionnaire de la somme de 704,37 € ;
3) Autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire : *S'il n'y a pas d'observation, je vous propose de passer au vote. Y a-t-il des contres ? Abstention ? Très bien, je vous en remercie. Passons à la délibération suivante.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Accepte la rétrocession à la commune de la concession funéraire n° 2886 située au cimetière du Mont (secteur L – Mur n° CO23 – Case n° 175).

Article 2 : Autorise le remboursement au concessionnaire de la somme de 704,37 €.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

5. SERVICES A LA POPULATION – CREATION D'UN CIMETIERE ANIMALIER

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques

Code général des collectivités territoriales ;
Code rural et de la pêche maritime ;
Règlement sanitaire départemental ;

Exposé des motifs

Monsieur Steven THIRY, le Maire expose au Conseil municipal le projet de création d'un cimetière animalier sur le territoire communal.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que de plus en plus de citoyens, propriétaires d'animaux de compagnie, expriment le souhait de pouvoir disposer d'un lieu de recueillement et de sépulture dédié à leurs animaux après leur décès.

Cette évolution traduit une attente sociale croissante liée à la place qu'occupent désormais les animaux dans les foyers.

Dans le cadre de la réglementation en vigueur relative à la protection animale et aux modalités de prise en charge des animaux décédés, ces derniers doivent être confiés à des structures agréées, notamment des vétérinaires ou des crématoriums spécialisés.

Toutefois, au-delà de ces obligations, certains administrés souhaitent pouvoir bénéficier d'une solution complémentaire permettant de maintenir un lien symbolique avec leur animal disparu.

La création d'un cimetière animalier pourrait ainsi répondre à cette attente.

À ce stade, il est précisé qu'il ne s'agit pas de décider de la création effective du cimetière, mais uniquement d'en valider le principe et d'autoriser la poursuite des réflexions et études nécessaires.

La commune dispose d'un patrimoine foncier pouvant, parmi d'autres hypothèses, être étudié pour l'accueil d'un tel équipement, sans qu'aucune localisation ne soit arrêtée à ce jour.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur un accord de principe, afin de permettre l'engagement des études de faisabilité et des démarches préparatoires.

Il est rappelé à l'assemblée que les cimetières animaliers sont soumis aux mêmes impératifs que les terrains communaux en ce qui concerne la protection des eaux et des sols. L'implantation et la gestion du cimetière doivent respecter les normes sanitaires. Un cimetière communal est strictement réservé à l'inhumation humaine, qu'il faut séparer strictement les espaces dédiés à l'inhumation des hommes et des animaux de compagnie.
Un cimetière animalier ne constitue pas un cimetière au sens du droit funéraire et de l'article L. 2223-1 du code général des collectivités territoriales. La situation juridique des cimetières, columbarium ou jardin du souvenir pour animaux échappe donc à la réglementation de droit commun.

<u>Proposition soumise au Conseil municipal</u>

Le Conseil municipal est invité à :

1) Se prononcer sur un accord de principe concernant l'opportunité d'un projet de cimetière animalier sur le territoire communal ;
2) Autoriser Monsieur le Maire à engager l'ensemble des études préalables de faisabilité, notamment techniques, réglementaires, sanitaires et environnementales ;
3) Engager les études préalables de l'analyse de faisabilité financière ;
4) Autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'avancement de ce projet jusqu'à sa phase de définition pour une présentation en Conseil municipal, sans préjuger de la décision finale.

Monsieur le Maire : *Y a-t-il des questions ? Oui, Madame BOURGEOIS.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Monsieur DEWALLE ?*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Effectivement, pendant la campagne, on a eu plus de demandes, si vous voulez, pour un espace pour les chiens. J'allais dire vivants plutôt que pour les chiens morts. Ce serait peut-être plus judicieux de penser à un espace pour les chiens plutôt qu'un cimetière. Vous verrez à la réflexion. Mais on a eu plus de demandes pour les chiens qui sont vivants que pour ceux que l'on doit enterrer.*
Monsieur le Maire : *Monsieur MAHAUT.*
Monsieur Jurgen MAHAUT *: Je voudrais intervenir sur ça, Monsieur DEWALLE. Je pensais bien avoir cette question. Moi, je voudrais savoir maintenant qu'est-ce qui différencie un parc animalier et puis dans la rue, dans les parcs qu'on a dans notre commune. Je veux dire, tout le monde a le droit de promener son chien dans la rue, dans les parcs, partout. Qu'est-ce qu'on peut mettre de plus pour les animaux, pour les chiens dans notre commune, à part peut-être mettre des sacs pour les déjections. Mais au niveau parc, je pense qu'ils peuvent aller partout où ils veulent.*
Madame Sonia QUINET : *Est-ce que vous avez un chien, Monsieur MAHAUT ?*
Monsieur Jurgen MAHAUT *: Oui, tout à fait. J'ai un bulldog français, si vous voulez savoir.*
Madame Sonia QUINET : *Alors, vous savez qu'un chien a besoin de courir librement au moins une fois par semaine. Alors, un parc canin, c'est un parc qui va être fermé où le chien pourra courir librement. Ici, on*

a des espaces, il y a des parcs, je suis d'accord avec vous, sauf que notre chien ne peut pas être en liberté. C'est-à-dire qu'on ne peut pas le détacher. Quand notre chien, on le détache, forcément, on a des remarques. Moi, j'ai un grand chien, vous l'avez vu hier, donc je le rattache toujours. Donc, le but, ce serait d'avoir un endroit où notre chien pourrait librement courir sans qu'on soit interpellé par qui que ce soit, et aussi pour que le chien puisse avoir une sociabilisation Un chien, c'est intéressant qu'il ait des contacts avec d'autres chiens pour qu'ils soient bien sociabilisés. Donc, le but, ce serait ça, en fait.
Monsieur le Maire : *Je vous donne la parole, Monsieur MAHAUT.*
Monsieur Jurgen MAHAUT *: Oui, j'entends très bien ce que vous dites, mais alors, je veux bien. Mais si on commence à mettre plein de chiens, comme on dit, dans un parc, qui ne s'entendent pas, ça peut vite partir en catastrophe.*
Madame Sonia QUINET : *Mais après, c'est la responsabilité des gens.*
Monsieur Jurgen MAHAUT *: Oui, oui, mais je veux dire, il y a des centres canins, il y a des centres de dressage pour tout ça. Je pense qu'ils veulent courir, je veux dire, il y a les enfants.*
Madame Sonia QUINET : *Non, mais ça n'a rien à voir. Aller voir un éducateur canin, cela n'a rien à voir avec une balade pour un chien.*
Monsieur Jurgen MAHAUT *: Alors pour moi, je pense que cela reste de l'ordre d'une association ou d'un dressage canin ou d'autre chose.*
Madame Sonia QUINET : *Mais non, ça n'a rien à voir.*
Monsieur Jurgen MAHAUT *: Très bien, moi, je vous entends sur cette question.*
Madame Sonia QUINET : *J'ai travaillé dans un centre d'éducation canine, donc je sais ce que c'est.*
Monsieur Jurgen MAHAUT *: D'accord, très bien.*
Monsieur le Maire : *Madame BOURGEOIS.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Alors, d'où l'intérêt peut-être, sur ce sujet précis, de créer une commission. Ce serait plutôt, puisqu'il y a débat, et puis ce serait l'occasion d'échanger sur nos animaux. Pour ma part, sur la création d'un cimetière, bien évidemment, je me réjouis de cette décision. Cette proposition faisait partie de notre programme, non du vôtre, et comme vous reprenez, c'est plutôt positif. De notre côté, grâce à une organisation rigoureuse, beaucoup de travail en amont, tout était anticipé, justement, les aménagements, le choix du terrain, le budget. Si vous le souhaitez, nous pouvons collaborer ensemble pour vous proposer nos propositions, justement. Et puis cet emplacement, donc, qui était déjà prévu. Et donc, nous, nous travaillons aussi avec sérieux et objectivité. Voilà.*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci à vous, Madame BOURGEOIS. J'en prends acte. Si vous le souhaitez, vous pourrez me communiquer par voie dématérialisée votre projet. Et puis, nous pourrions échanger si on juge nécessaire à ce stade d'aller plus loin dans ce projet. Je vous remercie. Passons au vote, s'il vous plaît. Y a-t-il des contres ? Abstention ? Très bien, je vous remercie.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Se prononce sur un accord de principe concernant l'opportunité d'un projet de cimetière animalier sur le territoire communal, et autoriser Monsieur le Maire à engager l'ensemble des études préalables de faisabilité, notamment techniques, réglementaires, sanitaires et environnementales et les études préalables de l'analyse de faisabilité financière ;

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à engager l'ensemble des études préalables de faisabilité, notamment techniques, réglementaires, sanitaires et environnementales ;

Article 3 : Engage les études préalables de l'analyse de faisabilité financière ;

Article 4 : Autorise Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'avancement de ce projet jusqu'à sa phase de définition pour une présentation en Conseil municipal, sans préjuger de la décision finale.

6. MODIFICATION STATUTAIRE DU SIVOM- CHANGEMENT D'ADRESSE DU SIÈGE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques

Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.5211-17 et L.5211-20 ;
Arrêté préfectoral du 21 décembre 1990 portant création du SIVOM de la Communauté du Bruaysis ;
Statuts du SIVOM approuvés par arrêté préfectoral du 11 décembre 2017 et modifiés par les arrêtés préfectoraux du 1er avril 2019, du 4 août 2023 et du 31 décembre 2025 ;
Délibération du Comité syndical du SIVOM du 23 avril 2026.

Exposé des motifs

Par délibération du 23 avril 2026, le Comité syndical du SIVOM de la Communauté du Bruaysis a approuvé une modification de ses statuts portant sur le changement de l'adresse de son siège social.

Cette modification est rendue nécessaire par le déménagement des services administratifs du syndicat.

L'article 3 des statuts serait ainsi modifié :

Ancienne rédaction *:*

Le siège du syndicat est fixé à Village Santé, 6F rue Anatole France, 62470 Camblain-Châtelain.

Nouvelle rédaction :

Le siège du syndicat est fixé au 21 rue du Maréchal Gallieni, 62150 Houdain.

Conformément aux dispositions des articles L.5211-17 et L.5211-20 du Code général des collectivités territoriales, les communes membres disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur cette modification statutaire.

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à approuver la modification des statuts du SIVOM de la Communauté du Bruaysis telle qu'adoptée par son Comité syndical le 23 avril 2026.

Monsieur le Maire : *S'il n'y a pas d'observation, je vous propose de passer au vote. Y a-t-il des contres ? Abstention ? Je vous remercie. La délibération est adoptée à l'unanimité.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Approuve la modification de l'article 3 des statuts du SIVOM de la Communauté du Bruaysis portant changement de l'adresse de son siège social.

Article 2 : Charge Monsieur le Maire de notifier la présente délibération au Président du SIVOM de la Communauté du Bruaysis.

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

7. RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Exposé des motifs

Considérant la nécessité de mettre à jour le tableau des effectifs,

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

1) Adopter le tableau des effectifs annexé et arrêté à la date du 16 juin 2026.
2) Accepter la création de 20 postes :

- *1 poste de rédacteur à temps complet*
- *2 postes de chef de service de police municipale principal de 1ère classe à temps complet*
- *2 postes de chef de service de police municipale principal de 2ème classe à temps complet*
- *2 postes de chef de service de police municipale à temps complet*
- *2 postes de chef de police municipale à temps complet*
- *2 postes de brigadier-chef principal à temps complet*
- *2 postes de brigadier à temps complet*
- *1 poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe à temps complet*
- *1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet*
- *2 postes d'agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles à temps complet*
- *2 postes d'agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles à temps complet*
- *1 poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe à temps complet*

3) Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL DE LA COMMUNE D'HOUDAIN
AU 16 JUIN 2026

Cadres d'emplois et grades	Durée hebdomadaire	Nombre d'emplois			Observations
		Autorisés	Pourvus	Vacants	
Emplois fonctionnels		1	1	0	
Directeur Général des Services des communes de 2 000 à 10 000 habitants	35h	1	1	0	
Cadre d'emplois des attachés		3	3	0	
Attaché	35h	3	3	0	
Cadre d'emploi des chefs de service de Police Municipale		6	0	6	
Chef de service de police municipale principal de 1ère classe	35h	2	0	2	
Chef de service de police municipale principal de 2ème classe	35h	2	0	2	
Chef de service de police municipale	35h	2	0	2	
Cadre d'emploi des agents de Police Municipale		6	0	6	
Chef de police municipale	35h	2	0	2	
Brigadier-chef principal	35h	2	0	2	
Brigadier	35h	2	0	2	
Cadre d'emplois des rédacteurs		8	6	2	
Rédacteur principal de 1ère classe	35h	4	4	0	
Rédacteur principal de 2ème classe	35h	2	2	0	

Rédacteur	35h	2	0	2	
Cadre d'emplois des adjoints administratifs		27	25	2	
Adjoint administratif principal de 1ère classe	35h	16	15	1	
Adjoint administratif principal de 2ème classe	35h	5	5	0	*Dont 1 détaché dans le grade des rédacteurs principaux de 2ème classe*
Adjoint administratif	35h	6	5	1	
Cadre d'emplois des ingénieurs		1	1	0	
Ingénieur principal	35h	1	1	0	*Dont 1 détaché dans l'emploi fonctionnel de DGS*
Cadre d'emplois de techniciens		2	2	0	
Technicien principal de 1ère classe	35h	2	2	0	
Cadre d'emplois des agents de maîtrise		6	6	0	
Agent de maîtrise principal	35h	5	5	0	
Agent de maîtrise	35h	1	1	0	
Cadre d'emplois des adjoints techniques		28	25	3	
Adjoint technique principal de 1ère classe	35h	10	9	1	
Adjoint technique principal de 2ème classe	35h	3	3	0	
Adjoint technique	35h	15	13	2	
Cadre d'emplois des agents spécialisés des écoles maternelles		11	6	5	
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	35h	8	6	2	
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	35h	3	0	3	
Cadre d'emplois des animateurs		1	1	0	
Animateur principal de 1ère classe	35h	1	1	0	
Cadre d'emplois des adjoints d'animation		14	13	1	
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	35h	6	6	0	
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	35h	1	0	1	
Adjoint d'animation	35h	7	7	0	
Cadre d'emplois des adjoints du patrimoine		2	2	0	
Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe	35h	2	2	0	
EFFECTIF TOTAL		116	91	25	

EFFECTIF REEL (seul le poste de détachement d'un agent détaché est pris en compte)	89

Monsieur le Maire : *Aujourd'hui, la délibération porte uniquement sur le tableau des effectifs. Elle permet à la commune de disposer des grades nécessaires si elle souhaite recruter demain. La création d'un poste au tableau des effectifs n'emporte pas au recrutement et ne crée pas automatiquement un service de police municipale. Par ailleurs, les questions concernant l'organisation de la compétence, modalité d'exercice de la sécurité publique sur notre territoire et de l'articulation avec les dispositifs existants font actuellement l'objet d'une analyse juridique et organisationnelle. Lorsque l'ensemble de ces éléments sera stabilisé, le conseil municipal sera mené à en être informé et le cas échéant à se prononcer sur ses décisions qui relèvent de sa compétence. Y a-t-il des questions ? Oui. À qui ai je l'honneur ?*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Alors, sur la création des 20 postes, il y en a 12 je crois, sur la police municipale. Moi, j'aurais voulu savoir, la création de ce service va engendrer un coût au niveau des charges de personnel, au niveau du bâtimentaire et de l'équipement. Est-ce que vous savez à combien va s'élever ce montant ?*
Monsieur le Maire : *Très bien, oui. Alors, si c'est une question de coût par rapport à cette délibération, pour le moment, comme il a été indiqué, il doit faire l'objet d'une analyse juridique et organisationnelle puisque je tiens à rappeler que la sécurité publique a été transmise au SIVOM. Donc, on ne peut pas aujourd'hui, on peut commencer ou procéder à un recrutement.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Bein, non.*
Monsieur le Maire : *Et comme vous le savez, on peut l'inscrire au tableau. A l'heure actuelle, ce n'est pas annoncé directement au centre de gestion. Donc, il est placé au tableau des effectifs pour nous permettre, justement, quand l'analyse juridique et organisationnelle sera effectuée, de pouvoir procéder à un recrutement. Donc, ça veut dire qu'on peut l'inscrire aujourd'hui en délibération, voter pour l'autorisation d'ouverture de poste de police, en sachant qu'aujourd'hui, il faut bien l'avoir en tête et comme vous le savez, que la compétence est apportée et donnée au SIVOM. Et donc, pour ça, comme je l'ai dit, il faut une analyse juridique, de manière à ce qu'on puisse avoir demain une police autonome. Et ça, je le rappelle, c'est inscrit dans notre programme, que dès le début du mandat, nous orienterons vers une police municipale autonome. Madame RUCKEBUSCH.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Monsieur le Maire, chers collègues, le dossier de création de 12 postes de police municipale, 6 chefs de service, 6 agents soumis au conseil municipal, mérite, à mon sens, beaucoup plus de prudence qu'il en a reçu jusqu'ici. En effet, nous ne sommes pas face à une simple décision de gestion courante, mais à un choix lourd de conséquences. La création implicite, ou du moins l'activation d'un service de police municipale de 12 agents, dans un contexte où la Commune a déjà transféré la compétence sécurité publique au SIVOM du Bruaysis par délibération en date du 20 novembre 2025. Monsieur le Maire, les bases juridiques sont simples. Lorsqu'une compétence a été transférée, la commune est dessaisie de ce champ d'intervention pour tout ce qui relève de son organisation, de sa gestion, et en principe des moyens qui y sont attachés. Le premier problème est donc celui de la compétence de l'auteur de l'acte. En droit administratif, le vice de compétence sanctionne le fait qu'un acte ait été pris par une autorité qui n'avait pas le pouvoir juridique de le prendre. Il s'agit d'un vice particulièrement grave, car il touche à l'auteur même de l'acte. Si la délibération était contestée par un élu, un administré ou déférée par le préfet, elle pourrait être annulée par le tribunal administratif. Une telle annulation ferait disparaître la base juridique du recrutement et fragiliserait par ricochet tous les actes pris sur son fondement, notamment les décisions individuelles de recrutement, les engagements budgétaires ou les conventions éventuelles. Et je peux vous garantir, Monsieur le Maire, que votre délibération sera contestée. Le deuxième problème est celui du respect de consultation des instances de la collectivité. En outre, la délibération projetée apparaît entachée d'une irrégularité supplémentaire dès lors que le maire n'a pas soumis le projet de l'instance consultative compétente de la collectivité et notamment au comité social territorial, alors même qu'il s'agit d'une création de services et de faits d'une mesure affectant l'organisation du service, les effectifs et les conditions de travail. Le CST est l'instance consultative compétente pour être saisie des projets ayant un impact sur l'organisation des services, les effectifs, la création ou suppression d'emplois et plus largement la politique des ressources humaines. L'absence de saisine régulière de cette instance fragilise la délibération au titre du vice de procédure venant s'ajouter au vice de compétence déjà relayé. Aussi, il ressort des éléments communiqués qu'aucune commission spécifique n'a semble-t-il été saisie pour examiner ce projet de recrutement et ses incidences organisationnelles, budgétaires et humaines. Or, s'agissant d'une décision d'une telle ampleur, affectant à la fois les effectifs, l'organisation du service et l'équilibre financier, vous semblez coutumé de ce genre de méconnaissances. Monsieur le Maire, la dernière en date concerne les déménagements des services que vous avez opérés au sein de la mairie. Au-delà du simple cas de votre DGS que vous avez bougé à l'autre bout du couloir, donc à l'opposé de votre bureau et qui plus est, dans un bureau avec un*

autre agent, vous démontrez une fois de plus un manque de connaissance des institutions publiques. Un simple changement de bureau peut relever du pouvoir d'organisation interne du maire. Mais lorsqu'il affecte de manière significative les conditions d'exercice des fonctions, comme pour votre DGS, il doit être regardé comme une mesure d'organisation des services devant être soumise à l'avis du CST. A défaut, la décision s'expose à un risque de vice de procédure et à une contestation pour atteindre les droits de l'agent. Le troisième problème est celui de la sécurité financière globale du montage. Nous parlons ici d'une mesure qui engage la collectivité sur plusieurs années, avec des conséquences budgétaires lourdes, tant en fonctionnement qu'en investissement. Pour une année pleine, le coût de fonctionnement peut être évalué à 600 000 euros, et de fait à 300 000 euros pour une demi-année, ce dont la commune ne dispose pas aujourd'hui. En ce qui concerne l'investissement : locaux, véhicules, armements ou non, matériel informatique, matériel de sécurité, logiciel, EPI, assurance, formation et j'en passe, une telle décision ne peut être adoptée sur la base d'un dossier incomplet, sans articulation claire entre les compétences transférées, l'organe compétent pour recruter, les instances consultées et le mode de financement. A défaut, la collectivité prend le risque d'un acte fragile aujourd'hui et d'un contentieux coûteux demain. Je veux insister sur un point. Quand une collectivité choisit de créer et de renforcer durablement une dépense de fonctionnement, elle immobilise une part de sa capacité d'action future. Le recrutement de 12 agents n'est pas seulement une décision de ressources humaines. C'est un choix structurel qui réduit les marges de manœuvre de la commune dans les autres politiques publiques, alors même que les investissements locaux sont précisément ceux qui laissent une trace durable pour construire l'avenir des habitants. En clair, on ne peut pas sacrifier la clarté juridique et l'équilibre financier en une décision présentée trop vite.

Monsieur le Maire : *Très bien. Merci, Mme RUCKEBUSCH. Je prends acte. Alors bien évidemment, je vais faire assez simple, parce que vous voulez nous faire avaler votre soupe, sauf qu'aujourd'hui, ça ne se passe pas comme ça. Vous avez, par délibération, donné la compétence au SIVOM rapidement, juste avant les élections. Et je rappelle que ce n'était pas dans votre programme d'instaurer une police municipale. Et donc ça a été annoncé, d'ailleurs, dans votre gazette en été 2025, indiquant que la municipalité, donc notre commune, n'avait pas les reins solides pour supporter ça. Néanmoins, je tiens à rappeler, puisque vous parlez de finances, par exemple, le trail Oktobeer, c'est 45 000 €, 0 € de recettes. Et ça, 2024-2025. Le Bonheur des Dames, c'est 11 000 € de dépenses, 6 000 € de recettes. Vous m'avez posé la question. On fait comment des économies ? On commence par-là, avec un trail à 45 000 €. Pendant un mois, on fait un Houdain plage. Et ensuite, sur la partie police... Donc vous avez, comment dirais-je, vu pour une police municipale avec le SIVOM. Et quand on regarde le contrat, eh bien vous avez mis à la commune des pieds-poings liés par rapport à une convention où... Eh bien c'est nouveau, c'est récent. Donc on est au stade. On marche, on tombe, on marche, on tombe. Donc forcément, dans le programme, j'avais prévu une police autonome sur laquelle on peut s'appuyer, on peut être flexible de jour comme de nuit et pouvoir surtout répondre à la demande des habitants, car les demandes des habitants, en ce moment, eh bien elle est très importante, puisqu'elle a été évincée. Nous héritons de cette situation en termes de sécurité dans notre commune. Et chaque jour, on me fait part des infractions qui sont commises au sein de notre commune sans pouvoir y apporter main-forte. Alors oui, notre police du SIVOM aujourd'hui est très bien, mais nous sommes néanmoins limités de par le manque d'effectifs. On a pris une délégation, mais ça s'appelle une prestation. Donc on n'a pas une personne, c'est une prestation. Et nous, ce que l'on veut, ce sont de l'opérationnel, du personnel, au fur et à mesure de l'étendre. Donc pour terminer sur le sujet, concernant les postes de police, ce soir, nous ne votons ni un recrutement ni la création effective d'un service. Nous votons bien une mise à jour de tableau des effectifs permettant à la commune de disposer des grades nécessaires pour l'avenir. Donc en aucun cas, comme je l'ai dit, nous procédons à un recrutement sur lequel il faut se tenir. C'est plutôt les postes d'Atsem qui sont indiqués et les grades du personnel, donc de nos agents. Et après, concernant notre DGS, je n'ai pas à vous répondre sur le sujet, puisque ce n'est pas la question qui est à l'ordre du jour, ni au sujet de cette question.*

Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Alors je vais vous répondre, puisque vous avez posé des questions. Moi, je ne vous ai pas posé de questions sur le DGS. Je ne vous ai pas posé de question, donc je ne vous demande pas d'y répondre. Je vais vous parler sur le côté financier et la police municipale. Effectivement, on n'avait pas les moyens. Et donc finalement, de mutualiser les investissements, c'était quand même une sacrée économie. Et c'est pour ça qu'on l'a fait. Et je vous rappelle que ce n'était pas juste avant la fin du mandat. C'était en 2025. C'était le 25 novembre. Donc il y a un petit peu de délai. La deuxième chose, si vous pensez que le trail, il n'a rien ramené, vous oubliez que 4 000 personnes à Houdain, c'est l'achat de sandwichs chez les commerçants, c'est l'achat de boissons, etc., etc. Et ce que vous n'avez peut-être pas vu ou pas entendu ou pas voulu voir, c'est que de cette manifestation a découlé des subventions auprès d'associations Houdinoises, parce qu'il y a eu une recette.*

Monsieur le Maire : *Monsieur MAHAUT.*

Monsieur Jurgen MAHAUT : *Je tiens à préciser, pour le trail, Madame RUCKEBUSCH, le trail des Hobbits, qui réunit plus de 15 000 personnes, c'est 0 € pour la commune. Donc on peut faire des choses dans une commune sans dépenser de l'argent.*
Monsieur le Maire : *Très bien. On passe au vote. Merci. Y a-t-il des contres ? Une question ? Allez-y. Après, on clôture.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Oui. Si vous voulez, le problème de la police municipale, c'est... Le problème, c'est chaque fois que dans une commune, on crée une police municipale, l'État en profite. Alors pas du jour au lendemain, mais il affaiblit encore la police nationale du secteur. Et bon, à long terme, on va voir notre commissariat de Bruay de plus en plus sous-équipé, parce que... Alors on sait que de plus en plus de communes créent une police municipale. Le problème, c'est que l'État en profite pour se défausser, alors que c'est sa responsabilité première, quoi. Et donc quelque part, on se fait piéger en le faisant. Alors la deuxième chose, si vous voulez, c'est que le problème de la police municipale par rapport à la police nationale, c'est que les communes pauvres... Alors je sais que je choque des personnes quand je dis qu'HOUDAIN est une commune pauvre. Mais malheureusement, si vous regardez les chiffres, HOUDAIN, comme les anciennes communes minières, fait partie des communes les plus pauvres de France. Et donc c'est celles qui ont le moins de moyens pour pouvoir s'équiper d'une police. C'est pour ça que nous nous battons surtout pour une police nationale, pour qu'on retrouve un peu de justice, et que nos communes, qui sont plus pauvres financièrement, aient les mêmes droits à une police que les autres villes. Parce que maintenant, tout le monde s'embarque à fond dans les polices municipales. Et ça avantage qui ? Les communes qui sont riches. Et effectivement, il y a des communes qui sont 2-3 fois plus riches que nous. Et ça, c'est indépendant de votre volonté et de la nôtre. Ça vient de notre histoire minière de notre passé, avec ses richesses, mais aussi avec ses pauvretés.*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci Monsieur DEWALLE. Alors tout d'abord, je tiens à souligner qu'il ne fallait pas voter Monsieur MACRON en 2022, que la sécurité, c'est la première des libertés, et qu'il y a une attente forte au niveau des habitants. Nous n'attendons pas l'Etat pour agir, puisque les chiffres parlent d'eux-mêmes. Nous, on entend et on écoute la population. Et d'autant plus, justement, ça vient à soutenir l'effectif, la police municipale et nationale, pour travailler en collaboration. Et d'ailleurs, ça n'empêche pas le SIVOM de créer sa propre police. Donc les chiffres parlent aussi. Et à savoir que quand on dit que HOUDAIN, ou alors les petites villes pauvres, il n'y a pas de petites villes pauvres, je trouve ça dégradant pour notre ville. Bien au contraire, on doit la rendre aujourd'hui attractive. Et ce n'est pas parce que jusqu'à maintenant, que nous n'avons pas réussi à la rendre attractive que nous, nouvelle municipalité, nous n'allons pas faire revivre justement HOUDAIN comme il se doit. Ça commence aussi par faire vivre le haut de HOUDAIN. Donc nous avons les compétences pour faire ce qui n'a jamais été fait. Je vous laisse la parole, M. MAHAUT.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Oui, Monsieur DEWALLE, je voulais revenir sur le sujet de la police. Je ne sais pas, comme vous le savez, j'ai travaillé au commissariat de Bruay la Bussière, donc je n'y suis plus. Je peux vous dire qu'en tant que policier dans la police nationale, avoir du renfort de la police municipale, parce que les interventions doublent chaque année, le soir et la journée, quand on est sur un différent, que ça part un peu en cacahuète, qu'on a un renfort de l'APM, parce que les collègues sont sur Béthune, sur Barlin, et qu'on n'a plus de renfort disponible, je peux dire que ça vous fait du bien. Et je peux dire qu'on est content de les avoir et que sur beaucoup d'interventions, ils nous aident. Et donc moi, je suis favorable, c'est la police municipale pour ça. Pas pour les chiffres, mais pour l'entraide des collègues. Et je peux vous assurer que la police nationale ne se dégrade pas, justement, elle montra.*
Monsieur le Maire : *Merci, nous allons passer au vote. Oui, Madame BOURGEOIS.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Alors une question, puisque vous parlez des chiffres, soi-disant qu'ils parlent, donc peuvent-ils nous parler, s'il vous plaît ? Quelles sont vos statistiques sur les infractions commises à HOUDAIN ?*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Mais on n'a pas envie de parler de statistiques, on a le retour des gens. Je vous dis, on a un retour des gens. On est sur le terrain, Madame BOURGEOIS, on va voir les gens, ils nous questionnent. On nous envoie même, des anciens de vos élus, nous envoient des messages sur Messenger, pour nous dire qu'il y a plein de drifts, sur le rond-point de la Somme à 23h30. Donc il faut arrêter de me dire : « On a dit, aux vœux, HOUDAIN n'est pas Chicago ». Oui, bien sûr, HOUDAIN est en France, HOUDAIN n'est pas aux Etats-Unis. Il y a quand même de la délinquance partout, la délinquance n'est pas que dans les grandes villes, même dans les petites communes, nous avons de la délinquance. Donc nous avons besoin d'une police sur HOUDAIN.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Je ne fais que reprendre vos propos. C'est vous-même qui dites que les chiffres parlent, donc qu'ils nous parlent, s'il vous plaît.*
Monsieur le Maire : *Oui, très bien, alors moi je terminerai sur ça, bien évidemment. Alors indépendamment du commissariat de Bruay, j'ai demandé à notre police de SIVOM d'effectuer un système de bâtonnage qui n'était pas pratiqué. Et donc depuis, ils le font, ils sont en mesure de nous fournir le mois d'avril complet sur la partie des infractions. Donc je ne les ai pas en ma possession à*

l'heure actuelle. Cependant, dès que je les ai, je n'hésiterai surtout pas à les partager, puisque jusqu'à maintenant, il n'y a jamais eu de statistique à HOUDAIN. Voilà, donc je clos le sujet.
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Non, je ne suis pas d'accord. Excusez-moi, mais si, il y a des rapports trimestriels et annuels.*
Monsieur le Maire : *Donc c'est les chiffres officiels que tout le monde a.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Il y a des stats, tout va bien. Par contre, j'avais une autre question. Au-delà de la police municipale, j'ai une question concernant le tableau des effectifs et la ligne des cadres d'emploi des rédacteurs. Est-ce que vous pouvez... Ne levez pas les yeux au ciel, je vous pose une question. Donc, cadre d'emploi des rédacteurs. Avant ce tableau des effectifs qui nous est présenté, le nombre d'emplois autorisés était de 7. Le nombre pourvu, 7, et donc vacants, 0. Vous faites le recrutement d'un rédacteur, poste de rédacteur à temps complet, et on arrive à 8, 6 et 2. Ça ne colle pas, il y a un truc qui... Vous pouvez peut-être me l'expliquer, parce qu'il y a un truc qui ne colle pas.*
Monsieur le Maire : *De manière plus explicite, qu'est-ce qui ne colle pas ? Parce que vous dites 8, 6, 6, cependant, la ressource humaine qui a adressé ce tableau, elle sait très bien ce qu'elle fait, donc vous remettez en cause sa compétence.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Vous savez, il était marqué, « Madame le Maire », les erreurs, ça arrive. Je vous dis juste que je pense que sur la page 14, tableau des effectifs, avant le tableau que vous nous avez présenté aujourd'hui, il était indiqué, autorisé, 7, pourvu, 7, vacants, 0. Vous faites le recrutement d'un poste, enfin, pas le recrutement, vous ouvrez un poste, vous proposez donc autorisé, 8, pourvu, 6, vacances, 2.*
Monsieur le Maire : *Oui, donc effectivement, 8, alors je vais vous donner la raison, c'est le départ de Madame Maurice Armel. Donc comme c'est un départ forcément, on passe de 7 au lieu de 8. Donc c'est un départ.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Non, c'était 7, on est à 8, donc c'est... Et vous ouvrez un poste.*
Monsieur le Maire : *Oui, mais c'était parce que justement, il y a un départ. Donc quand il y a un départ, on passe justement à 7, alors j'entends bien, vous allez me dire...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Alors, on était à 7, s'il y a un départ, on passe à 6.*
Monsieur le Maire : *Oui. Plus les créations. Donc on passe à 8.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Vous pouvez réexpliquer. Je n'ai pas compris.*
Monsieur le Maire : *Eh bien, vous avez un départ, donc on est dans le moins, mais après il y a des créations, donc on est dans le plus, donc forcément, de 7, on passe à 8.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Concrètement ?*
Monsieur le Maire : *Concrètement, c'est que... Oui, mais comme il y a un départ, donc on diminue. Il y en a 6, vous avez dit 8, 7, 6, donc 6 départs, plus création de poste, on arrive à 8. Je pense qu'elle a très bien fait son travail. Je ne sais pas si on doit repasser derrière nos agents par rapport à ça. Dites-moi, Madame RUCKEBUSCH, est-ce qu'on doit regarder le travail de notre agent ou on peut passer, s'il vous plaît, au vote ? Donc passons au vote, s'il vous plaît. Y a-t-il des abstentions par rapport à ce tableau ? Y a-t-il des contres ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Moi, je suis contre.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Nous en prenons acte. La délibération est adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
Par 23 voix pour et 6 contre ;

Article 1 : Adopte le tableau des effectifs annexé et arrêté à la date du 16 juin 2026.

Article 2 : Accepte la création de 20 postes :
- 1 poste de rédacteur à temps complet
- 2 postes de chef de service de police municipale principal de 1ère classe à temps complet
- 2 postes de chef de service de police municipale principal de 2ème classe à temps complet
- 2 postes de chef de service de police municipale à temps complet à temps complet
- 2 postes de chef de police municipale à temps complet
- 2 postes de brigadier-chef principal à temps complet
- 2 postes de brigadier à temps complet
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe à temps complet
- 1 poste d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet
- 2 postes d'agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles à temps complet
- 2 postes d'agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles à temps complet
- 1 poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe à temps complet

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

8. RESSOURCES HUMAINES – DELIBERATION FIXANT LE NOMBRE DE REPRESENTANTS DU PERSONNEL ET INSTITUANT LE PARITARISME AU SEIN DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles R.252-33 à 36 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1.

Exposé des motifs

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 3 juin 2026, soit 6 mois au moins avant la date du scrutin.
Considérant que l'effectif appréciée au 1er janvier 2026 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 95 agents, dont 53 femmes et 42 hommes, soit 55 % de femmes et 45 % d'hommes.

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

1) Fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du CST local à 3 et en nombre égal le nombre de représentants suppléants ;
2) Maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants ;
3) Maintenir le recueil de l'avis des représentants de la collectivité lors des votes sur les diverses questions posées à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire : *Je vous propose d'approuver cette délibération. Y a-t-il des abstentions ? Des contres ? Très bien, merci. La délibération est adoptée. Le nombre de représentants du personnel et les modalités de fonctionnement du comité social territorial sont ainsi fixés. Nous allons passer à la section sportive basket du collège Jacques Prévert.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Fixe le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du CST local à 3 et en nombre égal le nombre de représentants suppléants ;

Article 2 : Maintient le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants ;

Article 3 : Maintient le recueil de l'avis des représentants de la collectivité lors des votes sur les diverses questions posées à l'ordre du jour.

9. JEUNESSE – SECTION SPORTIVE BASKETBALL DU COLLÈGE JACQUES PRÉVERT – APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ET MISE À DISPOSITION D'UN ÉDUCATEUR TERRITORIAL DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

Monsieur le Maire : *C'est une délibération, donc j'ai une précision sur cette délibération puisqu'elle doit être apportée concernant ce point. La délibération qui vous a été transmise visait à formaliser et à sécuriser juridiquement le partenariat existant entre la commune et le collège Jacques Prévert. Dans le cadre de la section sportive, cette délibération avait notamment pour objet de permettre au conseil municipal de se prononcer sur ce partenariat et d'autoriser la signature d'une convention actualisée et juridiquement encadrée définissant précisément les engagements respectifs du collège et de la commune. En effet, dès lors que la commune met à disposition des moyens humains et matériels, il apparaît nécessaire que cette participation soit approuvée par le conseil municipal encadrée par une convention précisant les modalités de fonctionnement du dispositif, les engagements de chacune des parties ainsi que des conditions du suivi et d'évaluation. Toutefois, nous avons été destinataires d'un courrier de l'établissement nous informant de sa décision de mettre fin à la section sportive. Dans ces conditions, le partenariat qui devait faire l'objet de cette convention n'a plus lieu d'être présenté en délibération, devient sans objet. Elle ne sera donc pas soumise à ce vote ce soir. Je tiens également à rappeler que la commune n'est pas compétente pour décider de l'ouverture, du maintien ou de l'ouverture ou fermeture d'une section sportive au sein d'un établissement scolaire. Notre rôle consistait uniquement à accompagner ce dispositif par la mise à disposition d'un éducateur territorial, des activités physiques et sportives ainsi que d'équipements municipaux. Donc la décision de fermeture relève exclusivement des autorités compétentes de l'éducation nationale et de l'établissement concerné. Nous allons passer au point numéro 14, mise à disposition d'un éducateur territorial, des activités physiques et sportives au profit du club de loisirs HOUDINOIS CLH Basket. Je laisse la parole à Mme Tilloy.*

10. SERVICES DES SPORTS – MISE À DISPOSITION D'UN ÉDUCATEUR TERRITORIAL DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES AU PROFIT DU CLUB LOISIRS HOUDINOIS BASKET (CLH BASKET)

Rapporteur : Madame Amélie TILLOY

Références juridiques

Code général des collectivités territoriales ;
Code général de la fonction publique ;
Décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales ;
Statuts du Club Loisirs Houdinois Basket (CLH Basket).

Exposé des motifs

Le Club Loisirs Houdinois Basket (CLH Basket) est une association sportive participant au développement de la pratique du basketball sur le territoire communal.

Par ses actions en faveur de l'initiation, de la formation et de l'encadrement des licenciés, l'association contribue à l'animation de la vie sportive locale et participe au rayonnement sportif de la commune.

Afin de soutenir les activités du club et de favoriser l'encadrement des pratiquants, il est proposé de formaliser les conditions dans lesquelles la commune peut mettre à disposition un éducateur territorial des activités physiques et sportives ainsi que, le cas échéant, des équipements sportifs municipaux.

Une convention annexée à la présente délibération définit les modalités de cette mise à disposition pour la saison sportive 2026-2027.

Cette convention précise notamment les engagements respectifs des parties, les conditions d'intervention de l'agent communal ainsi que les modalités de résiliation du partenariat.

Proposition soumise au Conseil municipal

Il est proposé au Conseil municipal :

1) D'approuver la convention de mise à disposition d'un éducateur territorial des activités physiques et sportives au profit du Club Loisirs Houdinois Basket (CLH Basket) pour la saison sportive 2026-2027 ;
2) D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Madame Amélie TILLOY : *(lecture de l'énoncé).*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci. Il est donc proposé d'approuver cette convention et de m'autoriser à la signer. Y a-t-il des observations, des questions ? Oui, Madame PRZYBYLA ?*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Il marche mon micro ? Le club de basket a changé ses statuts ?*
Monsieur le Maire : *C'est-à-dire ?*
Madame Amélie PRZYBYLA : *C'est-à-dire, est-ce qu'ils ont changé les statuts ? Parce que club loisirs Houdinois basket, ça n'existe pas.*
Monsieur le Maire : *Oui, c'est le CLH.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Ça ne s'appelle pas comme ça. Ça s'appelle club laïque Houdain. Il n'y a pas basket, il n'y a pas loisirs. Donc est-ce que cette délibération est valable quand le nom, la désignation du club n'est pas bonne ? Ça n'existe pas, le club loisirs houdinois basket, sauf s'ils ont changé leurs statuts.*
Madame Amélie TILLOY : *Non, excusez-moi, ils n'ont pas changé les statuts.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Du coup, ce n'est pas bon.*
Madame Amélie TILLOY : *Donc c'est le Club Laïque Houdain Basket.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Ce n'est pas ce qui est écrit.*
Monsieur le Maire : *Écoutez, une modification sera possible et ça n'enlève en rien, justement, aujourd'hui, sur cette délibération, on annonce que le CLH, puisqu'on présente quand même, c'est écrit, entre parenthèses, « CLH basket ».*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Il n'y a même pas « basket ».*
Monsieur le Maire : *C'est écrit CLH basket.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Ce n'est pas moi qui l'ai écrit.*
Monsieur le Maire : *Très bien.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Mais je peux vous assurer que les statuts, par contre, je les connais bien.*
Monsieur le Maire : *Oui, oui.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Club, laïque, Houdain.*
Monsieur le Maire : *Donc, tout à l'heure, pour reprendre les termes de Madame RUCKEBUSCH, des erreurs arrivent. Effectivement, il y a une erreur. C'est le CLH basket. Donc, on peut, et ça, c'est inscrit dans le règlement intérieur, que ça n'enlève en rien la fidélité de ce qui est proposé en délibération, puisque nous sommes ici pour en délibérer. Donc, on vous annonce, justement, que cette délibération est destinée au club de basket CLH. Qui ne remet pas en cause son vote, puisque je le précise. Oui ?*
Madame Amélie PRZYBYLA : *J'ai aussi une question, une autre. Est-ce que la mise à disposition d'éducateurs remet en cause la possibilité d'avoir des services civiques ? Parce que je pense que, en plus, vous l'avez dit, l'éducateur pourrait occuper son temps au bénéfice d'un autre public, voir plus âgé, et ça, c'est vous qui l'avez dit, alors que le recrutement de services civiques au sein du club ne leur coûterait que 100 euros par mois. Du coup, ma question, est : est-ce qu'il vaut mieux prioriser l'éducateur sportif dans un club qui a la possibilité de recruter des services civiques qui ne vont pas leur coûter cher, vu la subvention dont on parlera tout à l'heure, ou mettre à disposition l'éducateur sportif vers d'autres publics, vers d'autres instants, vers d'autres moments ?*
Monsieur le Maire : *Très bien, je l'entends, avant de passer à la délibération, dont il est précisé et inscrit au procès-verbal, sur la partie du club CLH, puisqu'on continue le sujet. Donc, j'entends bien le contrat civique. Alors, pour votre information, si tel était le cas, alors, je vous retourne la chose, pourquoi autrefois, quand vous avez mis à disposition, vous ne l'avez pas fait, et concernant la partie...*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Non, non, je ne parle pas de recrutement, pardon, je vous interromps, mais je ne parle pas du recrutement par la commune, je parle du recrutement par le club.*
Monsieur le Maire : *Est-ce que vous l'avez déjà proposé autrefois aux associations ?*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Alors, proposer, oui, mais moi, je n'étais pas présidente.*
Monsieur le Maire : *Et qui était adjoint associatif jeunesse et sport ?*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Rien à voir, ça.*
Monsieur le Maire : *Donc, il aurait pu accompagner dans ce sens, puisque vous dites qu'on n'était pas concernés.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Non, vous ne comprenez pas ce que je dis. Ce que je dis, c'est que cet éducateur, vous avez mis, vous, dans vos argumentaires, notamment pour la section sportive, qu'il fallait considérer que cet éducateur pouvait être mis à disposition vers un public plus âgé. Ce que j'entends. Ce que je vous demande, c'est que, est-ce que cette mise à disposition d'éducateur territorial pour les*

activités sportives, au lieu de le mettre à disposition du club de basket, ne peut pas être mis à disposition visiblement pour ce club, pour ce public plus âgé, et que, à la place, envisager que le club recrute des services civiques. C'est ça, ma question.
Monsieur le Maire : *Très bien. En tout cas, effectivement, il y a des suppositions.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Ça coûterait moins cher, en plus.*
Monsieur le Maire : *Il y a des suppositions. Alors, après, ça coûterait moins cher. De la manière dont s'est dit, effectivement, ça a l'air bien. Nous, on accompagne la demande du club. Après, c'est un choix aussi du club.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Non.*
Monsieur le Maire : *Ça n'enlève rien.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Non, là, c'est votre choix. À vous. C'est vous qui faites le choix de mettre à disposition cet éducateur-là. C'est vous qui avez dit qu'il fallait qu'il aille s'occuper des personnes âgées. Ce n'est pas moi.*
Monsieur le Maire : *Alors, dans cette délibération, je ne parle pas de personnes âgées. Vous parlez de propos qui sont en dehors du cadre. Et ça, je le rappelle. Néanmoins, nous, on accompagne les clubs. Donc, la demande du club, c'est d'avoir un agent, un agent éducateur sportif que nous allons mettre à disposition, de fait par cette délibération. Ensuite, vous parlez des subventions qu'ils pourraient se payer ou ça coûterait. Là, vous parlez d'un coach. Il y a une différence entre un agent et un coach sportif du club. Et donc, sur la partie des seniors, bien évidemment, ça n'enlève en rien par rapport au fait que si nous mettons à disposition selon nos disponibilités, parce que là, il faut bien regarder la convention qui est annexée, c'est bien écrit, c'est selon les disponibilités de notre agent et qui n'enlève en rien, bien évidemment, la continuité de notre programme que nous souhaitons mettre à disposition par rapport à nos seniors ou nos jeunes. Donc, c'est un choix. Nous allons passer au vote. Vous avez une question ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Oui. Je vais revenir sur la décision d'arrêter la section Basket quand même au collège. Vous l'avez décidée. En tout cas, vous avez décidé d'arrêter l'intervention de l'animateur sportif au collège. Je n'invente pas. Vous l'avez dit, vous l'avez fait, sauf que rétropédalage, globalement, c'est maintenant la faute du collège. Vous avez effectivement dit que l'animateur sportif n'avait pas besoin d'intervenir au collège dans la section. Vous en aviez besoin pour faire des animations pour un public plus âgé. C'est vous qui l'avez dit. Donc, pourquoi maintenant notre animateur sportif, parce qu'on n'en a qu'un dans la commune, le remettre, et j'entends mieux ce soir ce que vous dites, de le remettre dans une section de basket pour un club qui est sollicité depuis des années pour qu'il puisse prendre un contrat civique qui ne coûterait quasi rien, comme d'autres clubs, le foot, le tennis. Ils ont des services civiques qui ne coûtent quasi rien. Donc nous, ça va nous coûter extrêmement cher. Et là, j'apprends qu'en plus, il va travailler le week-end. Parce que quand on est coach, on coach le week-end pour des seniors. Donc, il faut m'expliquer. A priori, on manque d'argent. Expliquez-moi le coût. C'est quoi le coût pour le club, en plus de la subvention qu'on verra tout à l'heure ? Pouvez-vous nous dire quel est le coût de cet animateur pour le club ?*
Monsieur le Maire : *Pour répondre à votre question, je ne me prononcerai pas sur la partie Collège Jacques Prévert, puisqu'il n'y a pas eu de délibération. Et si vous avez des éléments formels et formalisés que j'ai annoncés, je vous prie de les annoncer même publiquement puisque je le confirme, rien n'a été annoncé sur le sujet dans le sens que vous dites. Voilà pour cette partie. Sur la partie du coût, le coût, c'est inscrit aussi lors du Conseil dans l'annexe en note de synthèse. Sur le coût, il n'y a pas d'horaire défini. C'est selon disposition. C'est d'abord...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Donc, vous voulez nous faire prendre une décision et voter sans qu'on sache combien ça va coûter. C'est extraordinaire.*
Monsieur le Maire : *Pour répondre à votre question, puisque je n'ai pas terminé. L'agent a un volume horaire. Il ne dépassera pas le volume horaire présenté. Il n'excédera pas son volume horaire. Et il sera mis à disposition en fonction de notre disponibilité par rapport à ses horaires effectués. Et il me semble qu'au regard du collège Jacques Prévert et le fait qu'ils n'ont pas reconduit la section basket, ça veut dire que nous avons déjà 6 heures de disponibles par semaine. Donc, le coût, vous l'avez déjà puisqu'il est déjà annoncé. Combien cela représente ? Donc, on ne va pas excéder là où on ne peut pas.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Moi, j'aimerais avoir le coût que vous puissiez nous dire combien ces 6 heures vont coûter par semaine pour le club. Sachant que ce ne sera pas 6 heures par semaine parce qu'il y a aussi le week-end pour coacher. Et les séniors garçons, ils jouent souvent le dimanche.*
Monsieur le Maire : *C'est ce que vous dites. Vous parlez de week-end. Personne n'a parlé de week-end.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Si, vous venez de le dire.*
Monsieur le Maire : *Je n'ai pas parlé de week-end.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Ah bah si, il va coacher. Parce que ça coache quand, la semaine ?*
Monsieur le Maire : *Je n'ai pas parlé non plus que ça va coacher.*

Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Ah si, un animateur qui va coacher. Je suis désolée, mais un match, c'est le week-end. Ou alors, vous ne faites pas de sport, vous ne savez pas ce que c'est que le sport.*
Monsieur le Maire : *Je pense que ce n'est pas le même sport. Je ne pratique pas le même que vous.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *J'espère que non.*
Monsieur le Maire : *Ah bah oui, mais ça, il n'y a pas besoin d'espérer. En tout cas, oui, coach, mais à l'entraînement, c'est quand même coacher. Donc, ça reste un animateur. C'est un agent territorial, je le rappelle, ce n'est pas un coach sportif comme on peut l'entendre au sein du sport, sur la partie associative. Donc moi j'estime qu'aujourd'hui et maintenant nous devons passer au vote pour délivrer...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *On n'a quand même pas la réponse. Combien cet animateur va coûter à la collectivité pour le club de basket ? Parce que ça va s'ajouter à la subvention et au reste. La question, elle est simple. Dites-nous combien l'animateur sportif de la ville d'HOUDAIN va coûter par semaine pour le club ? C'est simple. Il suffit d'un chiffre.*
Monsieur le Maire : *Exactement, il suffit d'un chiffre, sauf qu'aujourd'hui on ne peut pas vous donner des chiffres, ça serait illusoire d'inventer des chiffres, puisque nous avons dit qu'il ne dépassera pas, il n'excédera pas les horaires qu'il effectue déjà. Donc il a déjà son volume horaire, vous n'avez pas besoin de connaître son salaire ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Il a déjà son volume.*
Monsieur le Maire : *Vous n'avez pas besoin de connaître son salaire ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Bah si, il faut qu'on le sache. Moi j'estime qu'on doit savoir combien ça va coûter pour le club.*
Monsieur le Maire : *Est-ce que vous pensez que vous avez déjà annoncé tous les salaires des agents ? On n'a pas annoncé les salaires des agents. Combien ça va coûter ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Non, mais vous devez quand même le savoir. Vous devez avoir une fourchette, vous avez son volume horaire. Vous le dites vous-même, il y a 6 heures au moins par semaine pour le collège. Donc 6 heures pour cet agent, ça coûte à peu près combien ? On ne vous demande pas la virgule. Enfin c'est quand même fou ça.*
Monsieur le Maire : *Écoutez, je peux vous formuler une réponse écrite si vous le souhaitez.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Bonne idée.*
Monsieur le Maire : *Comme je le dis exactement, comme je le dis, il n'y a rien de défini, parce que pour le définir, il faut le définir avec l'association.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Donc vous nous demandez de prendre une décision et de voter sur un projet qui n'est pas défini.*
Monsieur le Maire : *Et bien ce n'est pas une question qu'il n'est pas défini.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Vous venez de le dire.*
Monsieur le Maire : *Il n'est pas défini avec vous, madame. Il doit être défini avec l'association CLH.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Il me semble qu'on vote, on paye des impôts et je pense qu'on représente des gens sur la commune.*
Monsieur le Maire : *On paye des impôts. Moi aussi, je paye des impôts, ça ne change pas.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Et on représente une partie de la population sur la commune. Donc si, on a besoin d'avoir les réponses.*
Monsieur le Maire : *Oui, mais je clôturerai sur ça.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *On n'a toujours pas de réponse. Donc j'attends votre réponse écrite.*
Monsieur le Maire : *Je n'ai pas à vous répondre à l'instant T, puisque j'ai été clair sur le sujet. Le volume horaire avec le club n'a pas été défini. Et donc s'il était défini, et bien ça on le saura ultérieurement, conformément à leurs demandes. Aujourd'hui, la délibération consiste à encadrer juridiquement ce partenariat, avec les moyens par rapport à une convention. Donc on saura prochainement combien ça nous coûte par rapport aux besoins. Et donc l'agent, lui comme je l'ai dit, il a un volume horaire. Et on n'excédera pas. Donc il me semble que c'est bien vous qui l'avez recruté. Donc si vous l'avez recruté, vous connaissez très bien l'agent, son coût.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Bien sûr, je regardais ça tous les jours.*
Monsieur le Maire : *Il n'excédera pas ce volume horaire. Donc par conséquent, il remplit toujours sa fonction. Pas plus qu'hier et pas plus que demain. Seulement qu'on mettra à disposition, par rapport aux besoins du CLH. Et surtout à nos besoins de la commune en priorité. Et là je vous le rappelle que la convention cadre bien les choses. Puisque comme nous, nous le faisons, on cadre les choses juridiquement.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Alors juridiquement, et ce sera ma dernière intervention. Un club ne peut pas recevoir une aide en personnel gratuitement. Le club devra rembourser la ville. Donc à partir de là, j'imagine que vous savez combien ils vont vous rembourser.*
Monsieur le Maire : *Exactement, exactement. Le club, quand on donne une subvention et qu'on met à disposition un agent, il se doit de rembourser le coût. Donc comme vous avez anticipé la question prochaine, l'augmentation de la subvention permettra aussi de pouvoir suppléer cette contrainte.*

Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Donc vous êtes en train de me dire.*
Monsieur le Maire : *Vous avez dit que c'était la dernière.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Ce n'est pas grave. Vous êtes en train de me dire que l'éducateur sportif va coûter 10.000 euros à la commune pour mettre à disposition du club. 10.000 euros par an.*
Monsieur le Maire : *C'est là l'importance qu'il fallait bien entendre.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Est-ce que les autres clubs vont bénéficier des mêmes largesses ?*
Monsieur le Maire : *Oui, mais là c'est ce que vous pensez.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Oui, parfait, je vais donc dire aux autres clubs de faire la demande, la même.*
Monsieur le Maire : *Donc je rappelle et je réitère qu'il n'y aura pas de coût supplémentaire pour la commune. Il y aura bien une mise à disposition de notre agent par rapport à ses besoins actuels. Donc la commune, c'est toujours la commune qui est prioritaire. S'il y a un besoin, nous y répondrons. Si vous le souhaitez, comme je l'ai annoncé, vous aurez une lettre écrite sur le sujet. Il y a toujours une transparence qui est donnée aux habitants, aux administrés. Et il me semble que tout le monde paie des impôts. Donc il n'y a pas que vous, Madame RUCKEBUSCH. Vous ne l'avez pas dit, on peut le voir en replay. Vous êtes filmé aussi. Et donc on va passer au vote et on passera pour délibérer justement sur les subventions puisque ça a l'air de vous importer. Donc je mets la délibération au vote. Y a-t-il des votes contres ? Très bien. Des abstentions ? Très bien, je vous remercie pour la délibération. Elle est adoptée.*
En tout cas, moi, je rappelle que dès lors que la commune met à disposition un agent communal, il est nécessaire que les conditions d'intervention soient clairement définies et qu'elles soient approuvées par le conseil municipal, ce qui permet de sécuriser juridiquement le partenariat avec la commune et l'association.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Madame Amélie TILLOY entendu ;
Par 25 voix pour et 4 contre ;

Article 1 : Approuve la convention de mise à disposition d'un éducateur territorial des activités physiques et sportives au profit du Club Laïque Houdinois (CLH) pour la saison sportive 2026-2027.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à signer la convention annexée à la présente délibération ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Article 3 : Charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

II. VIE ASSOCIATIVE – HARMONIE MUNICIPALE– DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT D'HONNEUR

Monsieur le Maire : *Donc je donne la parole à Madame Dickes sur l'harmonie municipale, désignation du président d'honneur.*

Rapporteur : Madame GODELEINE DICKES

Références juridiques

Code général des collectivités territoriales ;

Exposé des motifs

L'Harmonie municipale de la commune de HOUDAIN constitue un acteur majeur de la vie culturelle locale. Par ses répétitions, ses concerts et ses participations aux cérémonies officielles et manifestations communales, elle contribue de manière significative à l'animation du territoire et au rayonnement de la commune.

Cette formation musicale, composée de musiciens bénévoles, participe également au maintien et à la transmission d'un patrimoine culturel et musical vivant, tout en favorisant la cohésion sociale et les échanges intergénérationnels.

Dans ce cadre, la commune entretient depuis de nombreuses années des liens étroits avec l'Harmonie municipale et lui apporte un soutien constant, notamment par la mise à disposition de moyens matériels et logistiques, ainsi que par son accompagnement institutionnel.

Si par tradition locale, il est d'usage que le Maire en exercice soit désigné Président d'honneur de l'Harmonie municipale, c'est également inscrit dans les statuts de l'Harmonie municipale de HOUDAIN, que le Président d'honneur soit désigné par le Conseil municipal.

Cette fonction, strictement honorifique, vise à marquer l'attachement de la municipalité à cette association et à renforcer les liens institutionnels entre la commune et la formation musicale, sans conférer de pouvoir de gestion ou de responsabilité au sein de l'association.

Il est donc proposé au Conseil municipal de formaliser cette désignation.

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

1) Désigner Monsieur Steven THIRY, le Maire de la commune, en qualité de Président d'honneur de l'Harmonie municipale de HOUDAIN (cette fonction est purement honorifique et ne confère aucun pouvoir de gestion, d'administration ou de représentation juridique au sein de l'association)
2) Autoriser la transmission de la présente délibération à l'Harmonie municipale pour information.

Madame Godeleine DICKES : *(lecture de l'énoncé).*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci Madame DICKES. Y a-t-il des questions ou des observations ? S'il n'y en a pas, je mets cette délibération au vote. Y a-t-il des contres ? Des abstentions ? Je vous remercie, la délibération est adoptée.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Ça s'arrose.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Madame Godeleine DICKES entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Désigne Monsieur Steven THIRY, Maire de la commune, en qualité de Président d'honneur de l'Harmonie municipale de HOUDAIN ;

Article 2 : Autorise la transmission de la présente délibération à l'Harmonie municipale pour information.

16. CULTURE – CONSERVATION ET GESTION DU GÉANT « MARIE GROËTTE »

Rapporteur : Madame Godeleine DICKES

Références juridiques

Code général des collectivités territoriales ;

Exposé des motifs

Le géant « Marie Groëtte » constitue un élément emblématique du patrimoine culturel, historique et identitaire de la Commune de Houdain. L'Association de Rencontres Culturelles (ARCHE), qui a historiquement assuré la gestion et l'animation du géant, ne peut plus en assumer durablement la charge. la question de la préservation et de la valorisation de cet élément du patrimoine se pose. L'association

l'ARCHE a sollicité la commune afin qu'elle puisse prendre en charge la gestion directe du géant et les effets afférents (costumes des porteurs, remorque de transport).

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

- *Approuver la convention de gestion, de conservation et de mise à disposition du géant « Marie Groëtte » entre la Commune de Houdain et l'Association de Rencontres Culturelles (ARCHE), dont le texte est joint en annexe à la présente délibération. Cette convention prévoit également le transfert de l'ARCHE vers la commune de la remorque de transport, des tenues de porteurs et des archives liées au géant.*
- *Autoriser le maire à signer ladite convention au nom de la Commune.*
- *Accepter que Les dépenses éventuellement engagées pour l'entretien, la conservation et l'animation du géant « Marie Groëtte » soient imputées au budget communal, dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités prévues par la convention.*

La présente délibération sera notifiée à l'Association de Rencontres Culturelles (ARCHE) et publiée conformément à la réglementation en vigueur.

Madame Godeleine DICKES : *(lecture de l'énoncé).*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci Madame DICKES. Y a-t-il des questions ou des observations ?*
Monsieur Daniel DEWALLE : *On sait bien que Marie Groëtte revient dans le patrimoine communal. Elle a été baptisée dans cette salle en 1990. La seule information, c'est qu'il y a beaucoup d'Houdinois qui pensent que Marie Groëtte n'existe qu'à HOUDAIN. En fait, ils sont un petit peu déçu quand ils apprennent que c'est dans tous les pays du Nord qu'est Marie Groëtte, là partout où il y a de l'eau. Donc nous, à HOUDAIN, on a effectivement avec la Blanche, la Brette et puis la Lawe. Mais elle existait aussi à Beugin avec le lac, à Lillers autour des Cressonnières et puis tout le marais de Saint-Omer. Mais tout le nord de la France, la Belgique, la Hollande, en Angleterre et en Allemagne aussi. Bon, ils l'appellent autrement. En Allemagne, ils l'appellent Mergrot, mais c'est le même nom, c'est la même sorcière. Disons qu'elle a un rôle positif parce qu'elle sert aux parents à faire peur aux petits-enfants. Et disons qu'elle a préservé un certain nombre de gamins de la noyade. Donc c'est une bonne sorcière. Donc autant l'intégrer au patrimoine communal.*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci Monsieur DEWALLE. Nous allons passer au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des votes contre ? Très bien, je vous remercie. La délibération est adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Madame Godeleine DICKES entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Approuve la convention de gestion, de conservation et de mise à disposition du géant « Marie Groëtte » entre la Commune de Houdain et l'Association de Rencontres Culturelles (ARCHE), dont le texte est joint en annexe à la présente délibération. Cette convention inclue le transfert de la remorque, des tenues de porteurs et des archives.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention au nom de la Commune.

Article 3 : Accepte que les dépenses éventuellement engagées pour l'entretien, la conservation et l'animation du géant « Marie Groëtte » soient imputées au budget communal, dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités prévues par la convention.

FINANCES – ADMINISTRATION GENERALE

17. FINANCES - REPRISE EN SECTION DE FONCTIONNEMENT D'UNE PARTIE DE LA DOTATION COMPLEMENTAIRE AFFECTEE AU COMPTE 1068 AU TITRE DES EXERCICES 2024 ET 2025

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques :

Vu les articles L.2311-6, R.2311-12 et D.2311-14 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les comptes administratifs des deux derniers exercices ;
Vu l'analyse comptable réalisée avec la Trésorerie municipale ;

Exposé des motifs :

La commune peut procéder à la reprise en section de fonctionnement d'un excédent d'investissement lorsque celui-ci résulte de l'affectation en réserves d'une dotation complémentaire au compte 1068, constatée au compte administratif au titre de deux exercices consécutifs.
La dotation complémentaire correspond à la part du résultat de la section de fonctionnement affectée au compte 1068 au-delà de la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, ce besoin intégrant les restes à réaliser conformément au 2° de l'article R.2311-12 du CGCT. Elle constitue donc un abondement excédentaire des réserves d'investissement, susceptible d'être ultérieurement repris en fonctionnement, dans la limite :

- *du résultat d'investissement disponible,*
- *et du solde du compte 1068 arrêté au 31 décembre du dernier exercice clos.*

1. Situation de l'exercice 2024
Au titre de l'exercice 2024 :

- *le besoin de financement de la section d'investissement s'élevait à 564 658,79 €,*
- *la commune a affecté au compte 1068 une somme de 833 975,74 €,*
- *soit une dotation complémentaire de 269 316,95 € au-delà de la couverture du besoin de financement.*

Cette dotation complémentaire a été régulièrement constatée au compte administratif 2024.

2. Situation de l'exercice 2025
Au titre de l'exercice 2025 :

- *le besoin de financement de la section d'investissement s'élevait à 257 439,86 €,*
- *la commune a affecté au compte 1068 une somme de 617 955,71 €,*
- *soit une dotation complémentaire de 360 515,85 €.*

Cette dotation complémentaire a également été constatée au compte administratif 2025.

3. Conditions légales de reprise réunies
La commune justifie ainsi, pour deux exercices consécutifs (2024 et 2025), de l'affectation en réserves d'une dotation complémentaire au sens du 2° de l'article R.2311-12 du CGCT.
Dès lors, en application de l'article D.2311-14, la commune est fondée à reprendre en section de fonctionnement la part de ces dotations complémentaires dépassant la couverture du besoin de financement, dans la limite :

- *du résultat d'investissement disponible,*
- *et du solde du compte 1068 arrêté au 31 décembre 2025.*

Cette reprise permet de renforcer l'équilibre de la section de fonctionnement, dans un contexte budgétaire contraint, sans remettre en cause la sincérité ni la soutenabilité de la section d'investissement.
4. Objet de la délibération
La présente délibération a pour objet d'autoriser la reprise en section de fonctionnement du montant correspondant aux dotations complémentaires constituées en 2024 et 2025, dans la limite de 300 000€, conformément aux règles prévues par le CGCT et après vérification de la disponibilité du solde du compte 1068.

Proposition soumise au Conseil Municipal

1. *Fondement juridique*

Les articles R.2311-12 et D.2311-14 du Code général des collectivités territoriales prévoient la possibilité pour une commune de reprendre en section de fonctionnement une partie de l'excédent d'investissement lorsque celui-ci résulte de l'affectation en réserves d'une dotation complémentaire au compte 1068, constatée au compte administratif deux années consécutives.
La dotation complémentaire correspond à la part du résultat de fonctionnement affectée au compte 1068 au-delà de la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, besoin intégrant les restes à réaliser.
Lorsque ces conditions sont réunies, la reprise est possible dans la limite :

- *du résultat d'investissement disponible,*
- *et du solde du compte 1068 arrêté au 31 décembre du dernier exercice clos.*

2. *Situation financière de la commune*

Exercice 2024

- *Besoin de financement de l'investissement : 564 658,79 €*
- *Affectation au compte 1068 : 833 975,74 €*
- *Dotation complémentaire : 269 316,95 €*

Exercice 2025

- *Besoin de financement de l'investissement : 257 439,86 €*
- *Affectation au compte 1068 : 617 955,71 €*
- *Dotation complémentaire : 360 515,85 €*

La commune a donc constitué une dotation complémentaire deux années consécutives, condition indispensable à la reprise.

3. *Conditions de reprise*

Les conditions prévues par l'article D.2311-14 du CGCT sont réunies :

- *Dotation complémentaire en 2024 : oui*
- *Dotation complémentaire en 2025 : oui*
- *Constatation au compte administratif : oui*
- *Deux exercices consécutifs : oui*

La commune peut donc reprendre en section de fonctionnement la part excédant la couverture du besoin de financement, dans la limite du solde disponible du compte 1068 et du résultat d'investissement, pour un montant de 300 000 €.
Cette reprise permet de renforcer l'équilibre de la section de fonctionnement sans compromettre la soutenabilité de l'investissement.

Le Conseil municipal est invité à :

1) Constater les dotations complémentaires 2024 et 2025,

2) Autoriser la reprise en section de fonctionnement du montant correspondant,

3) Inscrire cette reprise au budget primitif ou à la décision modificative correspondante.

Monsieur le Maire : *Y a-t-il des observations ou des questions ? Madame RUCKEBUSCH*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Monsieur le Maire, aujourd'hui nous sommes face à une décision qui défie la logique et qui manque de transparence. La délibération propose de reprendre 300 000 euros*

d'investissement pour le mettre en fonctionnement depuis le compte 1068. Or, ce compte, je le rappelle, est exclusivement dédié à l'investissement. Nous savons tous que ces fonds ont été difficilement accumulés sur les exercices 2024 et 2025. Pourtant, aujourd'hui, on nous dit « prenons ces 300 000 euros, utilisons-les pour le fonctionnement ». Pourquoi maintenant ? Pourquoi cette urgence ? Pourquoi cette hâte ? Quel projet d'investissement est menacé ? Aucune crise financière n'est expliquée. Aucune priorité n'est définie. Alors à quoi bon avoir économisé pendant un an si c'est pour tout dépenser sans réflexion en trois mois, sans débat, sans transparence, alors qu'il est si difficile d'avoir un budget d'investissement ? Monsieur le Maire, vous avez vous-même reconnu et écrit dans la note jointe ne pas pouvoir maintenir un niveau d'investissement cohérent. Pourtant, vous proposez de ponctionner les réserves d'investissement pour combler des besoins en fonctionnement. C'est absurde. Si ces fonds sont si précieux, pourquoi les dépenser si vite ? Si l'investissement est déjà en difficulté, pourquoi l'affaiblir encore ? Si le fonctionnement a besoin de ces 300 000 euros, pourquoi vouloir dépenser plus, pourquoi ne pas anticiper aujourd'hui pour plus tard ? Pourquoi proposer des subventions au-dessus des besoins identifiés ? Nous méritons donc des réponses claires. Pourquoi une telle précipitation ? Quelle urgence justifie de dépenser 300 000 euros de train de vie ? Quels projets d'investissement sont sacrifiés pour financer cette reprise ? Quelles dépenses de fonctionnement seront couvertes par ces 300 000 euros ? S'agit-il de salaire, de charges ou d'autre chose ? 300 000 euros, c'est approximativement la dépense nécessaire pour couvrir les dépenses de salaire de la police municipale, me direz-vous, sur une demi-année. Dans ce cas, il n'est plus question d'une dépense exceptionnelle, mais d'une dépense qui va créer un déficit structurel de fonctionnement que vous ne pourrez jamais équilibrer, et pire, qui va s'aggraver d'année en année. Pourquoi cette affectation n'est-elle pas détaillée dans la délibération ?

Monsieur le Maire : *Merci pour votre retour. Tout est inscrit en note de synthèse, vous avez pu la voir. Et moi, je tiens à rappeler, j'étais très clair sur le sujet, que les 300 000 euros ne vont pas être dépensés en une seule fois, en tout cas, puisque, comme je l'ai indiqué, et si vous voulez, je peux le relire, la réglementation, elle, elle le permet de pouvoir reprendre Ces sommes. Et donc, si cette somme peut être reprise et réaffectée en section de fonctionnement, c'est que nous le pouvons. Sinon, on ne l'aurait pas fait, puisque je l'ai dit juste avant que nous l'avons vu avec les services, et que ça a été étudié aussi avec les services de trésorerie. Donc, s'il vous plaît, évitez, comme vous l'avez toujours fait, de faire peur à nos habitants, puisque vous l'avez assez fait dans le passé. Attention, on va tout perdre, on ne va rien avoir, on ne peut pas avoir de police. Et quand on regarde, on revient dessus, si vous voulez, le trail Oktobeer, on sait dépenser, Le bonheur des dames, ce n'était pas prévu, on sait y faire, on y pense. En attendant, j'essaie de faire le bonheur des habitants, donc veuillez m'en excuser. Nous n'allons pas dépenser les 300 000 euros, comme vous pouvez le dire, on ne va pas tout brûler. Et que ce bel excédent en 2026 permettra d'en avoir pour le budget 2027, et que les 300 000 euros, je le répète, ne seront pas forcément consommés, puisque je l'annonce. Ils permettront d'ajuster plusieurs crédits budgétaires pour assurer la continuité des actions communales, de poursuivre les études liées à plusieurs projets, de renforcer certains crédits de fonctionnement, qui nécessitent d'être réévalués en cours d'exercice, et ces ajustements vous seront présentés dans le cadre d'une décision modificative, comme vous pouvez le savoir, puisque ce n'est pas votre premier mandat. J'espère avoir répondu à votre question. Nous allons utiliser l'argent public intelligemment, chose que nous faisons, nous n'avons pas attendu, puisque je le rappelle aussi, avant, on ne négociait rien. Et aujourd'hui, on négocie aussi au sein de notre collectivité. Donc nous faisons très attention à nos deniers. Et donc nous allons continuer, justement, avec ces 300 000 euros. Justement, nos services, à l'heure actuelle, sont en souffrance. Nous n'avons pas de quoi nous retourner, puisque vous avez, comme il a été annoncé, mis le budget de fonctionnement à sec pour le mettre en investissement. Sauf que vous avez mis bien plus de ce qui avait été demandé. Donc pour d'autres personnes, s'ils veulent comprendre, vous avez un loyer et vous donnez à chaque fois beaucoup plus en une seule fois. Sauf que cet excédent que vous avez transféré directement, ça ne laisse pas de marge de manœuvre pour faire fonctionner nos services.*

Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Alors, je n'ai pas compris votre explication, mais je vais quand même revenir sur le fait que je n'ai en aucun cas remis en cause votre délibération. Donc pas la peine d'y revenir. Je demande juste, avec plus de précision, comment vont être mis les 300 000 euros dans le budget. Ce que vous avez dit, ça ne répond pas à ma question.*

Monsieur le Maire : *Par une DM, par une décision modificative.*

Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Du 011, du 012, du quoi ?*

Monsieur le Maire : *Justement par une décision, comme je viens de le dire, modificative.*

Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Oui, non, mais j'ai entendu une décision modificative. Je l'entends bien. Vous nous demandez de nouveau de prendre vote, de prendre acte d'une décision qui est peut-être très pertinente. Je n'en sais rien, je ne sais pas. En tout cas, ici, je mets au défi quelqu'un d'expliquer la décision. Je voudrais savoir comment vont être utilisés les 300 000 euros. Je pense que c'est une question classique, normale et légitime.*

Monsieur le Maire : *Mais si on en suit votre raisonnement... Puisque vous pensez qu'ici, on n'a pas compris. Si on suit votre raisonnement, on va consommer les 300 000 euros.*

Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Forcément que vous allez les consommer. Je n'ai pas dit que vous alliez faire un chèque de 300 000 euros à quelqu'un. Sur l'année, vous allez les consommer. C'est du fonctionnement qui ne sera pas utilisé en investissement. On est quand même bien d'accord là-dessus. Enfin c'est simple. On enlève investissement, on met en fonctionnement.*
Monsieur le Maire : *À vous entendre, c'est toujours facile.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Oui. Les finances, c'est assez facile. 6, 7, 1, ce n'est pas très compliqué.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Merci. Donc pour répondre à votre question...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *011 ou 012, les 300 000 euros ?*
Monsieur le Maire : *Sur les 300 000 euros, déjà, sachez qu'il y a une part qui partira au CCAS, parce que notre centre d'action sociale aussi est en souffrance. Chaque année...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Donc c'est en subvention.*
Monsieur le Maire : *Chaque année, peut-être aussi. Oui, peut-être en subvention. Mais en tout cas, comme je l'ai dit, il y aura une décision modificative qui interviendra. Donc lors du prochain conseil municipal, on pourra évoquer tous ces sujets et toutes ces lignes qui vous perturbent. Donc je peux déjà vous dire qu'on va pouvoir apporter de l'oxygène à notre CCAS, parce qu'il y a un grand besoin. Vous l'avez souvent...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Quand il y a un besoin, il y a des dépenses qu'on ne fait pas. On n'achète pas des fauteuils en cuir, par exemple.*
Monsieur le Maire : *Oui, très bien. Merci, parce que vous êtes déjà venu dans un bureau, peut-être, ici. C'est ça ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Oui bien sûr.*
Monsieur le Maire : *Voilà. Bon, très bien. Donc vous savez de quoi vous parlez, si vous parlez de chez en cuir ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Non, vous venez de le dire.*
Monsieur le Maire : *C'est vous qui le dites. Vous envoyez la demande chez en cuir. Très bien. Donc recentrons-nous justement sur la délibération.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Alors par contre, je suis ravie. Vous venez de dire qu'il y aura un excédent de fonctionnement en 2026. Eh ben j'attends de voir. Moins les 300 000 euros.*
Monsieur le Maire : *Très bien. En tout cas, moi, ce que je vous annonce, c'est qu'elle sera libre d'être votée ou non aux prochaines décisions modificatives. Et quand on vote un budget, on ne consomme pas forcément l'ensemble des crédits. Donc nous allons passer au vote de la délibération. Y a-t-il des contres ? Y a-t-il des abstentions ? Très bien. Merci. La délibération est adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
Par 24 voix pour, 4 contre et 1 abstention ;

Article 1 : Constate que des dotations complémentaires ont été constituées au titre des exercices 2024 et 2025, conformément aux dispositions du 2° de l'article R.2311-12 du CGCT.

Article 2 : Autorise la reprise en section de fonctionnement d'un montant de 300 000 €, correspondant à une partie des dotations complémentaires constituées en 2024 et 2025.

Cette reprise est opérée dans la limite :

- du résultat d'investissement disponible,
- et du solde du compte 1068 arrêté au 31 décembre 2025.

Article 3 : Inscrit le montant de 300 000 € en recette de la section de fonctionnement du budget de l'exercice en cours, soit au budget primitif, soit par décision modificative.

Article 4 : Contribue à l'équilibre budgétaire de l'exercice, sans altérer la sincérité de la section d'investissement.

Article 5 — Autorise le Maire à exécuter la présente délibération, qui sera transmise au contrôle de légalité et affichée conformément à la réglementation en vigueur.

18. FINANCES – FIXATION DES TARIFS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques :

Code général des collectivités territoriales ;
Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2125-1 à L.2125-6 ;
Code de la voirie routière ;
Convention d'Occupation Temporaire du Domaine Public Communal annexée à la présente délibération.

Exposé des motifs :

La commune est régulièrement sollicitée pour l'occupation temporaire du domaine public communal dans le cadre de travaux, de dépôts de matériaux, de l'installation de bennes, d'échafaudages, de nacelles ou d'autres emprises de chantier.

Conformément aux dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques, toute occupation privative du domaine public constitue une utilisation particulière de celui-ci pouvant donner lieu au paiement d'une redevance.

Afin d'assurer une gestion cohérente du domaine public communal, de garantir l'égalité de traitement entre les usagers et de préserver les intérêts de la collectivité, il convient de fixer les modalités de calcul des redevances applicables aux occupations temporaires du domaine public.
La commune souhaite également distinguer les occupations réalisées directement par des particuliers dans le cadre de travaux effectués par eux-mêmes de celles réalisées dans le cadre d'une activité économique, artisanale ou professionnelle.

À cette fin, une Convention d'Occupation Temporaire du Domaine Public Communal a été élaborée afin d'encadrer les conditions d'occupation, les responsabilités des bénéficiaires, les obligations d'assurance, les modalités de remise en état ainsi que les éventuels dépôts de garantie.

Proposition soumise au Conseil Municipal

Il est proposé au Conseil municipal :

1) D'approuver la Convention d'Occupation Temporaire du Domaine Public Communal annexée à la présente délibération ;
2) De fixer les tarifs applicables aux occupations temporaires du domaine public communal ;
3) D'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions ? Je mets cette délibération aux voix. Y a-t-il des contres ? Des abstentions ? Je vous remercie. La délibération est adoptée.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Approuve la Convention d'Occupation Temporaire du Domaine Public Communal annexée à la présente délibération.

Article 2 : Décide que toute occupation privative du domaine public communal est soumise à une autorisation préalable délivrée par Monsieur le Maire.

Article 3 : Fixe les tarifs applicables aux occupations temporaires du domaine public communal comme suit :

Nature de l'occupation	Particulier réalisant lui-même les travaux	Professionnel Artisan Société
Benne jusqu'à 7 jours	Gratuit	10 € / jour
Benne de 8 à 14 jours	30 €	10 € / jour
Benne de 15 à 21 jours	60 €	10 € / jour
Benne de 22 à 28 jours	90 €	10 € / jour
Échafaudage	Gratuit jusqu'à 7 jours puis 2 € / jour	5 € / jour
Dépôt de matériaux	Gratuit jusqu'à 7 jours puis 2 € / jour	5 € / jour
Nacelle	Gratuit jusqu'à 3 jours puis 5 € / jour	10 € / jour
Base de chantier	Non applicable	15 € / jour
Emprise de chantier supérieure à 20 m²	Non applicable	1 € / m² / jour

Article 4 – Détermine que le régime tarifaire applicable aux particuliers ne concerne que les occupations directement liées à des travaux réalisés par le particulier lui-même.
Lorsqu'une entreprise, un artisan ou tout autre professionnel intervient sur le chantier ou utilise directement le domaine public pour les besoins de son activité, les tarifs applicables aux professionnels sont appliqués de plein droit, même lorsque la demande d'autorisation est déposée au nom d'un particulier.
La commune pourra demander tout justificatif utile permettant d'identifier le bénéficiaire réel de l'occupation du domaine public.
Toute déclaration inexacte ou incomplète destinée à bénéficier indûment du régime applicable aux particuliers entraînera l'application du tarif professionnel correspondant, sans préjudice des autres mesures pouvant être prises par la commune.

Article 5 : Fixe le montant du dépôt de garantie conformément aux dispositions de la convention annexée.

Dépôt de garantie	Montant
Particulier	150 €
Professionnel / Artisan / Société	300 €
Chantier supérieur à 21 jours ou emprise importante	500 €

Article 6 : Autorise Monsieur le Maire à signer les conventions, arrêtés et documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

Article 7 : Inscrit les recettes correspondantes au budget communal.

Article 8 : Charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

19. FORMATION DES ÉLUS MUNICIPAUX – FIXATION DU MONTANT DES CRÉDITS À INSCRIRE AU BUDGET 2026

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques :

Articles L.2123-12, L.2123-13 et L.2123-14 du Code général des collectivités territoriales
Décret n°2016-1411 du 20 octobre 2016

Exposé des motifs :

La formation des élus municipaux constitue un droit garanti par les articles L.2123-12, L.2123-13 et L.2123-14 du Code général des collectivités territoriales, complétés par le décret n°2016-1411 du 20 octobre 2016 relatif aux modalités de formation des élus locaux. Ces dispositions imposent aux communes :

- *d'assurer un accès équitable à la formation pour tous les élus,*
- *de ne financer que des formations en lien direct avec l'exercice du mandat,*
- *de tenir un registre des formations suivies,*
- *de présenter un bilan annuel au Conseil municipal.*

Le cadre réglementaire prévoit également que les communes doivent inscrire au budget un montant minimal de crédits dédiés à la formation, correspondant à au moins 2 % du montant total annuel des indemnités de fonction maximales théoriques.

Proposition soumise au Conseil Municipal

Il est proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la fixation du montant des crédits dédiés à la formation des élus municipaux pour l'exercice 2026, conformément aux obligations prévues par les articles L.2123-12, L.2123-13 et L.2123-14 du Code général des collectivités territoriales, ainsi qu'au décret n°2016-1411 du 20 octobre 2016.

La formation des élus constitue un droit garanti par la loi. Les dépenses correspondantes doivent être inscrites au budget communal et représenter au minimum 2 % du montant total annuel des indemnités de fonction maximales théoriques.

Sur la base des indemnités brutes mensuelles transmises :
- *Maire : 3 137,97 €*
- *10 adjoints : 10 183,60 €*
- *9 conseillers délégués : 2 397,24 €*

Le total mensuel s'élève à 15 718,81 €, soit un total annuel de 188 625,72 €.
Le montant à inscrire pour 2026 sera de : 188 625,72 € × 3 % = 5 658,77 €

Monsieur le Maire : *Y a-t-il des questions ou des observations ? Oui Madame BOURGEOIS.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *J'aimerais savoir comment vous entendez garantir à chaque élu, sans distinction, un accès équitable à la formation nécessaire à l'exercice de son mandat pour que chacun d'entre nous disposions des mêmes moyens pour remplir nos responsabilités ?*
Monsieur le Maire : *Très bien, donc le droit à la formation est ouvert à l'ensemble des élus municipaux, majorité comme opposition. Donc les demandes sont autorisées par le maire dans le respect de la réglementation et des crédits votés par le conseil municipal. Et donc il s'agit bien d'une enveloppe globale pour l'ensemble des élus municipaux.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Alors, aurons-nous une liste des organismes habilités à nous dispenser ces formations ?*
Monsieur le Maire : *Il n'y a pas de liste exhaustive puisqu'elle n'est pas présentée. C'est un droit. Là ici, dans la délibération, on parle bien des fixations du montant des crédits à inscrire au budget pour le droit à la formation des élus municipaux. Donc là, j'ai répondu à votre question. Tout le monde est concerné, tout le temps où ça s'inscrit dans la représentation de notre collectivité.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Donc vous mettez à notre disposition un catalogue ?*
Monsieur le Maire : *Chaque élu est libre de choisir un organisme. Vous êtes libres de choisir un organisme. Il n'y a pas de catalogue prévu à cet effet.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *D'accord. Très bien. Merci.*
Monsieur le Maire : *Je vous remercie. Nous pourrons passer au vote. Y a-t-il des abstentions ? Y a-t-il des contres ? Très bien. La délibération est adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Fixe à 5 658,77 € le montant des crédits dédiés à la formation des élus municipaux pour l'exercice 2026, conformément au minimum légal.

Article 2 : Inscrit ce montant lors d'une décision modificative.
De rappeler que les formations doivent être autorisées par arrêté du Maire et dispensées par un organisme agréé.

Article 3 : Charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : Transmet la présente délibération au contrôle de légalité et de procéder à son affichage réglementaire.

20. FINANCES – DEMANDE DE SUBVENTION – APPEL À PROJETS 2026 « MODERNISATION DE L'OFFRE DE SERVICES EN QPV » – TRAVAUX À L'ÉCOLE MATERNELLE COPERNIC

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques :

Vu les articles L.2121-29 et L.2122-21 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article L.1111-10 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu les articles L.111-3 et suivants du Code de la construction et de l'habitation relatifs aux quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
Vu le règlement de l'appel à projets 2026 « Modernisation de l'offre de services offerte aux habitants en quartiers prioritaires » ;

Exposé des motifs :

Dans le cadre de l'appel à projets 2026 du Département du Pas-de-Calais relatif à la modernisation de l'offre de services en quartiers prioritaires, la Commune souhaite solliciter une subvention pour la réalisation de travaux de rénovation au sein de l'école maternelle Copernic, équipement structurant du QPV du Haut d'Houdain.

Le projet porte sur :
- *le remplacement des dalles de faux plafonds, vétustes et dégradées ;*
- *le remplacement des radiateurs de la salle de motricité, installés lors de la construction de l'école dans les années 1960 et devenus sous-performant.*

Ces travaux visent à :
- *améliorer le confort, la sécurité et la qualité d'accueil des enfants et du personnel ;*
- *réduire les consommations énergétiques du bâtiment, en cohérence avec les objectifs de transition écologique.*

Le montant total de l'opération s'élève à 21 272,78 € HT. La Commune sollicite une subvention à hauteur de 74,31 %, soit 15 808,00 € HT.

Proposition soumise au Conseil Municipal

Le Conseil municipal est invité à :

1) Approuver le projet de rénovation de l'école maternelle Copernic ;
2) Autoriser le dépôt de la demande de subvention auprès du Département du Pas-de-Calais ;
3) Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'instruction du dossier ;
4) Dire que la présente délibération sera transmise au contrôle de légalité. »

Monsieur le Maire : *Y a-t-il des observations ou des questions ? Je mets cette délibération aux voix. Y a-t-il des contres ? Des abstentions ? Je vous remercie. La délibération est adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Approuve le projet de rénovation de l'école maternelle Copernic tel que présenté.

Article 2 : Autorise le dépôt d'une demande de subvention auprès du Département du Pas-de-Calais dans le cadre de l'appel à projets 2026 « Modernisation de l'offre de services offerte aux habitants en quartiers prioritaires ».

Article 3 : Sollicite une subvention d'un montant de 15 808,00 € HT, correspondant à 74,31 % du coût total de l'opération.

Article 4 : Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à l'instruction, au dépôt et au suivi du dossier.

Article 5 : Dire que la présente délibération sera transmise au contrôle de légalité et affichée conformément à la réglementation en vigueur.

21. FINANCES –EVOLUTION DES TARIFS DE LOCATION DES LOCAUX COMMUNAUX A COMPTER DU 1ER JUILLET 2026

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques :

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.2122-22 ;
Vu la délibération n°2014-058 du 15 avril 2014 portant délégation au Maire pour fixer les tarifs des droits prévus au profit de la commune ne présentant pas un caractère fiscal ;
Vu la décision du Maire n°2015-119 du 12 septembre 2015 fixant les tarifs de location des locaux communaux ;
Vu le règlement d'utilisation des salles et locaux communaux annexé à la présente délibération.

Exposé des motifs :

Les tarifs actuellement en vigueur résultent de la décision du Maire n°2015-119 du 12 septembre 2015.
Compte tenu de l'évolution des coûts de fonctionnement, d'entretien, de chauffage, d'électricité, de nettoyage et de remise en état des équipements communaux, il apparaît nécessaire de procéder à une actualisation des tarifs applicables aux locations des salles et locaux communaux.
Par ailleurs, afin de répondre aux besoins des usagers tout en garantissant le bon entretien du patrimoine communal, il est proposé :

- *de maintenir les modalités de mise à disposition actuellement en vigueur ;*
- *d'instaurer une prestation optionnelle de ménage ;*
- *de préciser les modalités de remise en état des locaux ;*
- *de fixer les montants des dépôts de garantie.*

Les nouveaux tarifs figurent en annexe de la présente délibération.

Proposition soumise au Conseil Municipal

Il est proposé au Conseil municipal :

1) D'approuver les nouveaux tarifs de location des locaux communaux ;
2) De confirmer les modalités de mise à disposition des salles ;
3) D'instaurer une prestation optionnelle de ménage ;
4) De fixer les montants des dépôts de garantie ;
5) D'approuver le règlement d'utilisation des salles communales annexé à la présente délibération ;
6) D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à son exécution.

Monsieur le Maire : *Y-a-t-il des questions ou des observations ? Oui, Madame RUCKEBUSCH.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Alors, nous reconnaissons la nécessité d'une révision des tarifs de location des locaux communaux. Après 11 ans sans augmentation, il est légitime de vouloir rééquilibrer les recettes pour faire face à l'inflation, aux coûts de maintenance et aux besoins d'investissement de notre commune. Oui, une hausse est nécessaire, mais celle qui nous est proposée aujourd'hui ne répond pas à ces objectifs de manière juste, transparente et adaptée. Nous comprenons la volonté d'harmoniser les tarifs, mais une augmentation uniforme de 25% pour toutes les salles sans distinction pose question. Alors, il y en a une qui est un petit peu moins de 25. La salle polyvalente a-t-elle bénéficié des mêmes rénovations qu'à la Maison du temps libre ? Non. Les coûts de maintenance sont-ils identiques pour chaque salle ? Non. La qualité de prestation est-elle la même ? Non plus. Alors, pourquoi appliquer*

le même pourcentage partout ? Une telle approche ignore les spécificités de chaque local et donne l'impression d'une décision prise sans analyse fine ou visite des lieux. Nous proposons un barème différencié basé sur l'état réel des locaux, date de dernière rénovation, équipement, accessibilité, le coût réel de leur entretien, électricité, nettoyage. Nous savons que certaines associations et particuliers ont déjà réservé des salles pour 2026. En se basant sur les anciens tarifs, il serait injuste de leur imposer rétroactivement une hausse. Nous proposons donc d'appliquer les nouveaux tarifs uniquement aux nouvelles réservations à partir de juillet 2026. Maintenir les anciens tarifs pour les locations déjà contractées avant cette date, cela montre que la commune respecte ses engagements et évite de pénaliser ceux qui ont planifié leur activité en bonne foi. Les associations sont le cœur de la vie sociale et culturelle. Les pénaliser avec une hausse de 25% risquerait de fragiliser leur activité, voire de les pousser à se tourner vers d'autres communes. Nous proposons un tarif réduit de 10% pour les associations houdinoises. Et puis, le symbole de l'incompétence, excusez-moi, ou alors peut-être qu'il faudrait relire. Nous arrivons au symbole de ce dossier mal préparé, sans doute que vous l'avez vu.
Monsieur le Maire : *Monsieur Grimbert.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *L'inclusion du foyer Maxime Grimbert, un local qui n'existe plus. C'est bien la preuve que vous ne les avez pas visités. Comment peut-on augmenter le tarif d'une salle disparue, qui a validé ce tableau sans vérifier son exactitude ? Quelle confiance accorder à une délibération qui contient une telle erreur ?*
Monsieur le Maire : *Eh bien, une erreur qui, me semble, vous l'avez fait remonter, comme tous ceux présents dans la salle qui l'ont bien vue. Ça montre bien que vous l'avez lue. Pour revenir justement au sujet, sur l'augmentation...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *A priori, vous, vous ne l'avez pas lue.*
Monsieur le Maire : *C'est ça, c'est ce que vous dites. Bien évidemment, j'ai su devancer ce que vous alliez dire. Donc je ne l'ai pas lue. Donc pour la réservation, pour les nouvelles demandes, bien évidemment, nous n'allons pas augmenter les demandes qui ont été faites bien avant cette délibération. Ça, nous l'avons bien pris en compte. Ensuite, sur la partie du coût qui est supplémentaire, en même temps, il faut rappeler. Vous dites bien, oui, il y a de la maintenance, il y a de l'énergie, etc. Donc c'est un tarif qui a été augmenté. Donc c'est en pourcentage, c'est 20%. On est transparent, c'est 20% sur toutes les salles. Et justement, vous ne l'avez pas augmenté depuis 2015. Alors pour le coup, c'est peut-être vous qui avez oublié de l'augmenter. Alors vous avez peut-être pensé à toutes les personnes en disant, oui, ça a un coût. Mais du fait de ne pas augmenter, de ne pas être à jour sur les tarifs appliqués au regard du marché. Parce que ça, il faut le regarder aussi, le marché. Eh bien, c'est aussi des personnes extérieures qui viennent chez nous exclusivement pour le prix. Et donc nous, ça a un coût, forcément. Et c'est la commune qui paie. La commune, c'est tous les administrés, les habitants. Donc ce sont nos impôts. Donc il est normal d'augmenter de 20%. Concernant la partie des associations, à savoir qu'on ne facture pas, en tout cas jusqu'à maintenant, sur la partie des associations. Quand ils font une demande, il ne me semble pas que ce soit à titre onéreux. En général, je le dis bien, en général, jusqu'à maintenant, j'ai toujours fait à titre gracieux. Donc ça inclut dedans, puisque derrière, quand on a une association qui paie, ce qui veut dire qu'on doit augmenter sa subvention pour pallier à cette dépense. Donc ça serait ridicule de leur faire payer. Sauf si vous leur faites 10%. Enfin, vous, visiblement, vous êtes moins généreuse que nous, puisque derrière, une association, on a besoin de l'accompagner et de lui mettre à disposition une salle quand elle le demande, bien évidemment, dans son cadre respectif.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Vous devriez donc écrire votre générosité, que ce soit clair pour toutes les associations. « Location de salle gratuite pour les associations ».*
Monsieur le Maire : *Eh bien, justement, c'est ce que j'ai dit, ça dépend.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Mais il faut l'écrire.*
Monsieur le Maire : *Non, il ne faut pas l'écrire, puisque c'est gratuit selon la demande. Donc si on met c'est gratuit pour toutes les associations, ça exclut aucune possibilité. C'est gratuit pour tout le monde. On peut en prendre 10, comme 15, comme 20. Donc nous sommes là, justement, pour réguler. On a un tableau qui est très bien tenu.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Donc il n'y a pas de règle.*
Monsieur le Maire : *Il n'y a pas de règle. Avant, il n'y en avait pas.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Est-ce que c'est vous qui décidez ou est-ce que c'est en commission qu'il est décidé la gratuité des salles pour les associations ?*
Monsieur le Maire : *Moi, je vous pose plutôt une question. Comment avez-vous fait jusqu'à maintenant ? Parce que nous, en tout cas, on essaye d'être le plus clair possible. Mais jusqu'à maintenant, ça ne l'a pas été par des conventions. Moi, je tiens aussi à rappeler...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Nous, il y avait une salle gratuite par an. Or, Assemblée générale.*
Monsieur le Maire : *Oui, il n'y avait pas que la salle gratuite. Vous mettez aussi à disposition le camion de notre commune à différentes associations.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Oui, la pêche.*
Monsieur le Maire : *Que ce soit la pêche ou autre, je ne cible pas, à une association sans convention.*

Le jardin du Prieuré.
Monsieur le Maire : *Sans convention. Et ça, c'est une faute. Je vous le rappelle.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Pas du tout.*
Monsieur le Maire : *Dans le contrat qui a été établi de véhicules...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Il n'y a pas besoin de convention. Il suffit d'une assurance.*
Monsieur le Maire : *Ce n'est pas écrit qu'on doit sous louer le véhicule. Dans l'assurance de la commune...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Ce n'est pas sous loué les véhicules.*
Monsieur le Maire : *Vous ne sous-louez pas. Justement, vous le donnez. C'est encore pire. Donc il n'y a pas de contrat, encore une fois. On ne sait pas qui conduit. Ce n'est pas cadré. Il n'y a pas de convention.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Le Secours Populaire, c'est pareil. Il n'y a plus de camions.*
Monsieur le Maire : *Oui, il n'y a plus de camions. En même temps, on ne met pas à disposition...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Pourtant, le Secours Populaire, il n'aide pas les gens. C'est vrai. C'est de la générosité.*
Monsieur le Maire : *Vous pensez, parce que c'est l'association Secours Populaire, qu'on doit automatiquement tout donner et tout donner.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Mais on ne donne pas tout.*
Monsieur le Maire : *Ce n'est pas une question de donner. Là, je parle d'un camion.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Je pense qu'il y a des associations qui rendent service sur la commune. Et à nous aussi de leur rendre service et de leur alléger la tâche.*
Monsieur le Maire : *Mais pas au détriment de notre commune. Et dans ce cas-là, on devrait le faire pour toutes les associations. En tout cas, le jour où il y avait un accident. Et maintenant, j'ai justement mis fin. Puisque je suis responsable. S'il y a un accident, comment on fait ? Responsabilité à qui ? Pénalement, c'est le maire qui est responsable. Il n'y a aucune convention. Le contrat d'assurance, justement, on a contacté les assurances. Ils disent que ce sont que les agents qui sont assurés et pas les extérieurs. Peu importe quelle association, qu'elle soit Secours Populaire ou autre. Quand on regarde aussi cette partie-là, quand vous avez donné sciemment les véhicules aux autres utilisateurs qu'on ne connaît pas. Eh bien, s'il y avait un accident, eh bien, dans le cas d'un accident, on n'aurait récupéré aucun denier. Le véhicule serait considéré épave. Et la commune devrait s'acquitter à nouveau de l'achat d'un véhicule. Donc, le fondement que vous donnez n'est pas tenable. Nous, ici, on parle de location de salle. On réévalue les tarifs en vigueur puisqu'ils datent de 2015. C'est obsolète. Vous n'êtes pas à jour sur les sujets. Nous mettons à jour le sujet. Et donc, on souhaite passer cette délibération aux voix. Merci. Y a-t-il des abstentions ? Très bien. Des contres ? Très bien. Je vous remercie. La délibération est adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
Par 25 voix pour, 1 contre et 3 abstentions ;

Article 1 : Fixe les tarifs de location des locaux communaux conformément au tableau annexé à la présente délibération et entre en vigueur à compter du 1er juillet 2026.

Article 2 : Met à disposition un local communal pour trois journées du vendredi à 11h00 au lundi à 11h00. Toute dérogation demeure soumise à l'autorisation préalable du Maire.

Article 3 : Impose un dépôt de garantie lors de la réservation conformément aux montants fixés dans le tableau tarifaire annexé.

Il est destiné à garantir :
- le respect des conditions d'utilisation ;
- la restitution des clés ;
- la remise en état des locaux ;
- la prise en charge des éventuelles dégradations.

Tout ou partie du dépôt de garantie pourra être conservé par la commune en cas de manquement constaté.

Article 4 : Propose une prestation de ménage qui peut être sollicitée par le locataire lors de la réservation ou avant la remise des clés.
Le tarif de cette prestation est fixé à 150 €.
En l'absence de souscription à cette prestation, le locataire est tenu de restituer les locaux dans un état de propreté conforme au règlement d'utilisation.

À défaut, la commune pourra facturer le coût de remise en état ou procéder à une retenue sur le dépôt de garantie.

Article 5 : Impose la production d'une attestation d'assurance responsabilité civile couvrant l'événement organisé et les dommages pouvant être causés aux personnes ou aux biens.

Article 6 – Approuve le règlement d'utilisation des salles et locaux communaux annexé à la présente délibération. Tout utilisateur est réputé en accepter les dispositions.

Article 7 : Abroge la décision du Maire n°2015-119 du 12 septembre 2015 à compter du 1er juillet 2026 pour toutes dispositions contraires à la présente délibération.

Article 8 : Charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

22. FINANCES – ATTRIBUTION ET VERSEMENT DES SUBVENTIONS COMMUNALES AUX ASSOCIATIONS – EXERCICE 2026

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques :

Articles L.2121-29, L.2121-30 et L.2321-3 du Code général des collectivités territoriales.

Exposé des motifs :

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur le versement des subventions communales aux associations pour l'année 2026, conformément aux crédits inscrits au budget primitif et aux propositions formulées par les services municipaux.

Ces subventions ont pour objet de soutenir les actions menées par les associations locales en faveur de la vie sociale, culturelle, sportive et citoyenne du territoire.

Les propositions d'attribution ont été établies au regard des demandes formulées par les associations, de leurs projets, de leur activité, de leur situation financière et de l'intérêt communal des actions menées. Cette précision permet de mieux expliciter les critères ayant conduit aux propositions soumises au Conseil municipal

Proposition soumise au Conseil Municipal

Vu le budget primitif 2026 de la commune, adopté le 5 mars 2026, et les crédits inscrits au chapitre 65 – Autres charges de gestion courante ;
Vu les demandes de subventions déposées par les associations locales pour l'exercice 2026 ;
Vu l'avis des services municipaux concernant l'analyse des besoins, des projets et de l'intérêt communal ;
Considérant que les associations participent activement à l'animation sociale, culturelle, sportive et citoyenne du territoire ;
Considérant qu'il appartient à la commune de soutenir ces actions par l'attribution de subventions adaptées aux projets présentés et aux capacités budgétaires de la collectivité ;

Le Conseil municipal est invité à approuver l'attribution des subventions communales aux associations pour l'exercice 2026, selon la liste et les montants annexés à la présente délibération, et à autoriser Monsieur le Maire à procéder à leur versement conformément aux modalités prévues.

ASSOCIATIONS	ARRBITRAGES MAIRE AUX ASSOS 2026	
	SUBVENTIONS	SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES
CULTURES - LOISIRS		
Club Sonora	900,00 €	
Comité du Souvenir Français d'Houdain	190,00 €	
Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie	500,00 €	
Harmonie Municipale	900,00 €	7 000,00 €
La Palette Houdinoise	500,00 €	
L'ARCHE	200,00 €	
Comité Local Polonais d'Houdain	1 000,00 €	
Echo	3 000,00 €	
Les Jardins du Prieuré	3 300,00 €	
Improbable	1 200,00 €	
COOPERATION INTERNATIONALE		
Association d'Amitié Franco-Allemande Houdain-Kirchberg	500,00 €	500,00 €
SCOLAIRE budget		
Foyer Socio-Educatif (FSE) du Collège Jacques-Prévert	100,00 €	
APE groupe Scolaire Blum les Colombes	500,00 €	
DDEN Secteur Houdain	200,00 €	
SOCIAL		
Amicale du personnel de la ville d'Houdain	**32 640,00 €**	
Amicale des Donneurs de Sang d'Houdain et Environs	300,00 €	
CLCV	300,00 €	
Comité Local du Secours Populaire Français	100,00 €	
EL'GAILLETTE	100,00 €	
Secours Catholique Bruay-la-Buissière	700,00 €	
Addictions alcool vie libre	200,00 €	
SPORT		
Karate club JKA Houdain	500,00 €	
Intuition	500,00 €	
Pétanque Houdinoise	500,00 €	
La Forme à tout âge	160,00 €	
La Truîte Houdinoise	500,00 €	500,00 €
Shuffle Country	200,00 €	
Société communale de chasse	200,00 €	
Houdain Badminton Loisirs	100,00 €	- €
La Flèche Houdinoise	1 200,00 €	
Tennis-Club Houdinois	- €	3 000,00 €
Union Sportive Houdinoise (Football)	15 000,00 €	7 000,00 €
Yoga-Club Houdinois	160,00 €	
Aikibudo Kobudo Club	160,00 €	550,00 €
Club Laique Houdain	20 000,00 €	2 000,00 €
Jujitsu Houdinois	200,00 €	
TOTAL	**86 710,00 €**	**20 550,00 €**

Monsieur le Maire : *Y a-t-il des observations ou questions ? Très bien. Je mets cette délibération aux voix. Monsieur DEWALLE.*

Monsieur Daniel DEWALLE : *Oui. Je voudrais revenir en particulier sur la subvention du secours populaire. Je ne suis pas intervenu avant sur le débat avec le problème de camions, pour y refaire allusion maintenant. Si vous voulez, je constate que la subvention du secours populaire, elle est proposée à 100 euros à la place de 1 200 euros. Pour être clair, vous êtes une nouvelle équipe, un nouveau maire. Que vous vous interrogiez sur la justification des subventions aux associations, je trouve cela tout à fait légitime. Mais si vous vous interrogez sur la subvention à une association, le mieux, c'est de rencontrer d'abord les responsables de cette association. Je crois que vous l'avez fait pour le football, l'USH. Vous avez envisagé de diminuer sa subvention. L'USH a demandé à vous rencontrer. Et puis ils se sont expliqués sereinement avec vous sur les besoins qu'ils avaient. Et puis vous êtes revenu sur votre proposition. Et vous avez maintenu la subvention de l'USH. Moi, ce que je vous propose, je vous conseille, ce serait de ne pas voter la subvention du secours populaire ce soir. Je sais que le Président vous a écrit il y a trois semaines en proposant de vous rencontrer. Si vous voulez, c'est peut-être intéressant de rencontrer le Président avant de décider en gros de supprimer sa subvention. Parce qu'une subvention qui est à 1 200 euros que l'on descend à 100 euros, c'est une façon... Je ne sais pas. Ça fait un peu complexe, si vous voulez. Vous avez parlé aussi du transport qui était fait une fois par mois. Si vous*

voulez, ça se faisait depuis 30 ans. Donc quand vous dites qu'il n'y a pas de convention, il y a une convention, puisque le secours populaire devait fournir à la mairie le nom des trois chauffeurs susceptibles de conduire le véhicule. Donc il y avait une convention, si vous voulez, avec la mairie. Le problème, c'est que quand la personne qui allait prendre le camion y est allée il y a 15 jours, le lundi matin, on lui a dit qu'il n'y avait plus de camion pour vous. Et il n'était pas informé. Donc ça a mis un peu le bazar dans l'organisation. Parce que, si vous voulez, il y a tellement de poids, des colis à aller chercher à Arras pour les 130 familles qui sont aidées actuellement que ça nécessite deux camions. Donc le secours populaire en a un. Donc depuis 30 ans, si vous voulez, la commune mettait à disposition un camion un lundi matin, la moitié de la matinée ou les trois quarts de la matinée, une fois par mois. Et ça, ça s'écrit dans le cadre d'une convention. S'il faut la renouveler parce que vous êtes une nouvelle équipe, ça c'est normal, il n'y a pas de soucis, si vous voulez. Et je découvre, si vous voulez, en même temps, que vous baissez la subvention du secours populaire et vous en créez une de 700 euros au secours catholique de Bruay. Je vais vous dire tout de suite, je voterai pour la subvention au secours catholique de Bruay parce que ça ne s'oppose pas. Et je veux dire encore, la semaine dernière, au secours populaire, on a bossé avec les responsables du secours catholique de Bruay parce que, selon la situation des familles, si vous voulez, le secours populaire de Houdain est plus orienté vers l'alimentation, plus orienté aussi vers les bourses aux vêtements, etc. Et le secours catholique de Bruay, il est plus entré dans l'aspect d'aider les familles à payer leurs dettes d'eau, de gaz ou d'électricité. Alors quelquefois, si vous voulez, actuellement, sur la commune de Houdain, sur les 130 familles, il y en a 20% qui viennent de Bruay. Mais le secours catholique de Bruay aide aussi les familles de Houdain. Quelquefois, c'est nous qui les envoyons. Et quand j'étais maire, il nous arrivait de contacter le secours catholique de Bruay parce qu'on savait qu'ils aideraient à financer une dette d'électricité pour une famille. Donc ça ne s'oppose pas. Donc autant nous sommes favorables à la subvention au secours catholique de Bruay, mais il ne faut pas... Si vous voulez, parce que vous allez envoyer un très mauvais signal au secours populaire si vous baissez. Une association à laquelle vous donnez 1 200 €, ça va passer à 100 €. En gros, en plus, ils n'ont plus eu le camion, ce qui leur pose un gros problème, parce qu'ils n'ont qu'un véhicule pour aller chercher les... Et je dirais que même financièrement, si vous voulez, ce serait se tirer une balle dans le pied. Brièvement, chaque mois, le secours populaire fait environ 230 colis. Chaque famille a environ 2 colis par mois. Un colis de conserves, etc., qui viennent du National et des fonds européens. Et puis un colis des ramasses qui sont faites aux Intermarchés Bruay, qui sont faites à Carrefour Haillicourt, et la plus grosse ramasse à Promocash, un plus pour les entreprises, et qui donne tout leur surplus au secours populaire. Ce qui fait que chaque mois, le secours populaire fait environ 230 colis d'une valeur d'environ 80 €. Quelquefois, ça dépasse les 100 €, la valeur du colis. Mais si on fait une moyenne de 80 €, ça veut dire que sur un an, il y a 220 000 € de nourriture qui sont données à des familles. En fait, c'est 3 à 4 fois le budget du CCAS. Et si vous cassez le secours populaire en mettant plus de camion, en supprimant... Parce qu'en gros, 100 € à la place de 1 200 €, c'est comme si on supprimait la subvention. Eh bien, si demain, le secours populaire ferme, vous verrez le nombre de familles qui sont aidées par le secours populaire et qui reviendront vous embêter au CCAS. Et le CCAS, il ne pourra pas mettre les 220 000 € d'alimentation qui sont données chaque année. Et je ne parle pas des vêtements. Si on fait avec les bourses aux vêtements qui sont faites, où les vêtements, bien sûr, sont 5, 6, 10 fois moins chers que ce qu'ils iraient acheter dans le commerce s'ils y étaient obligés. C'est-à-dire qu'en gros, il y a 300 000 € d'aide qui sont données à des familles chaque année. Eh bien, si vous voulez, c'est 4 à 5 fois plus ce que peut faire notre CCAS. Donc ne vous tirez pas une balle dans le pied. Donc je pense que ce serait mieux de retirer la délibération et peut-être de rencontrer les responsables du secours populaire pour voir ce qu'il en est. Puis après, je ne sais pas si vous... Est-ce que c'est parce que le Président, il s'est présenté aux élections ?

Monsieur le Maire : On vous a bien entendu, Monsieur DEWALLE. On vous a très bien entendu. Sur le sujet, justement, je ne remets pas en cause l'action du secours populaire, bien au-delà. Et il y a aussi... Vous avez aussi des partenaires. Effectivement, je n'ai jamais rencontré Monsieur DELATTRE. Concernant la partie secours catholique de BRUAY LA BUISSIERE, eh bien ils aident aussi les familles de HOUDAIN, tout comme à HOUDAIN, le secours populaire aide les familles à HOUDAIN. Mais là, on n'en connaît pas le nombre. On n'en connaît pas le nombre aussi qu'ils aident à BRUAY LA BUISSIERE. Nous n'en avons pas les chiffres aujourd'hui. Le colis, nous en prenons acte. C'est 80 € par colis. D'accord ? Sur la partie du camion, effectivement, vous soulevez une convention qu'il y aurait eu. En tout cas, nous, on ne la connaît pas. Ça fait 30 ans que ça dure.

Monsieur Daniel DEWALLE *: Vous en recréez une. Vous en refaites une nouvelle.*

Monsieur le Maire : Ça devrait passer en délibération. Ça n'a jamais été fait. Et en tout cas, pour information, une demande complémentaire en cours d'année est envisageable et peut être envisagée. Donc c'est-à-dire qu'on n'est pas fermé du tout à une subvention complémentaire au secours populaire, bien au-delà, et qu'il y a des partenaires. Et par exemple, le CCAS aussi, lui, a besoin des subventions de notre commune. Donc tout le monde a besoin de subventions. Le tout, c'est de savoir où ça part. Et vous parlez de subventions. Néanmoins, je tiens à rappeler, et ça on le verra, qu'il y a 6 000 € de défense énergétique. Et sur ça, on n'a pas touché du tout à cette subvention énergétique. Donc

j'aimerais bien qu'on le souligne avant de dire qu'on est contre le secours populaire. C'est pas du tout ce qui est indiqué. Je ne suis pas fermé.
Monsieur Daniel DEWALLE *: C'est la seule association que vous passez... Comme vous passez une association de 1 200 € à 100 €, il y a quelque chose derrière.*
Monsieur le Maire : Vous dites 1 200 € à 100 €. Mais Monsieur DEWALLE, on ne peut pas dire ça. J'ai laissé 6 000 € de subventions à Monsieur Delattre, quand même, sur les énergies.
Monsieur Daniel DEWALLE *: Bah oui.*
Monsieur le Maire : 100 €, je suis en train de vous dire qu'on peut compléter à tout moment par le fait qu'en cours d'année, on puisse compléter et envisager de donner une subvention complémentaire. Donc on n'est pas fermé. Maintenant, il faudrait peut-être le voir, Monsieur DELATTRE.
Monsieur Daniel DEWALLE *: Il a écrit il y a 3 semaines pour vous rencontrer. C'est pour ça que moi, je vous propose, c'est de ne pas voter leur subvention ce soir. Rencontrez-le, puis vous verrez. Vous ne savez pas combien... Si vous voulez, sur les 130 familles qui sont aidées, il y en a environ 25 de Bruay et il y en a une centaine d'Houdain et 4-5 de villages environnants. Mais en gros, sur les 130 familles, il y a 100 familles d'Houdain. C'est-à-dire les trois quarts des aides sont pour des familles de la commune, quoi. Eh bien rencontrez le président. Il vous donnera ces chiffres-là. Je suis d'accord. Ce que vous dites sur les 6 000 €, ben oui, ce sont les factures d'électricité que, auparavant, les communes les payaient directement. Et puis en fonction des changements, de la façon de fonctionner de l'État, ce sont les associations, maintenant, qui payent leurs factures et la commune les rembourse. Et si vous voulez... Ça, on le connaît. Le secours populaire, c'est l'association qui coûte le plus cher en électricité. Pourquoi ? Parce qu'il y a deux chambres froides, parce que toute la nourriture qui arrive en quantité, il faut la protéger. Quand elle arrive de Carrefour ou qu'elle arrive d'Intermarché, il faut la mettre en chambre froide. Et effectivement, ça représente 6 000 € d'électricité, à peu près ce que la commune paye. Ça, il n'y a pas de... Alors on le sait très bien. Disons que la commune rembourse la facture d'électricité, quoi.*
Monsieur le Maire : Et les factures d'électricité dont on ne maîtrise pas, on ne sait pas ce qu'il s'y passe. On subventionne quand même 6 100 €.
Monsieur Daniel DEWALLE *: Vous venez demain au secours populaire, vous verrez.*
Monsieur le Maire : Ce que je vous dis, c'est que nous, élus, nous n'y sommes pas. Et pourtant, on subventionne quand même les 6 000 €.
Monsieur Daniel DEWALLE *: Vous me surprenez. Vous êtes élus depuis le mois de mars. Écoutez, depuis le mois de mars, venez voir. Vous verrez bien, il y a 2 chambres froides. Bon, jusqu'à 2 ans, il n'y avait pas de chambre froide. Il y avait 10 congélateurs. Bah on sait tous chez nous ce que ça coûte, un congélateur. Et s'il n'y a pas de chambre froide ou de congélateur au secours populaire, bah il ne fonctionne plus. Comment voulez-vous garantir la qualité de la nourriture ? Venez au secours populaire, vous verrez. Vous serez bien reçus. On le dit en Patois, c'est marqué : Venez à Houdain, vous serez bein rchus. Bah, venez au secours populaire, vous serez bein rchus. Mais venez-y. Puis vous verrez. Et vous verrez que ça aide 90 familles de HOUDAIN. Je veux même vous dire un truc. Si vous votez cette subvention-là, vous allez vous tirer une balle dans le pied. Et puis je peux même vous dire, si vous croyez que derrière, c'est quelque chose de politique, je vais vous dire brièvement. Un tiers des gens qui vont au secours populaire ne votent pas. Et sur ceux qui votent, je peux vous dire que la majorité d'entre eux, ils ont voté pour vous au mois de mars. Alors ne vous tirez pas une balle dans le pied, s'il vous plaît.*
Monsieur le Maire : Très bien, merci Monsieur DEWALLE. J'en prends acte. Je propose de voter la délibération et rencontrer le Président. Et ensuite, je ne suis pas fermé à verser une subvention complémentaire, comme je l'ai dit.
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *S'il vous plait avant de passer au vote.*
Monsieur le Maire : *Je n'ai pas terminé. Je vous donnerai la parole. Vous n'en faites pas. Et je reviendrai rencontrer les membres du secours populaire. Je vous en remercie. Oui, Madame RUCKEBUSCH.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Petite intervention. Depuis le début du Conseil municipal, ce que j'entends, c'est convention, convention, convention. Il n'y avait pas de convention. On n'a pas pu faire. La convention n'était pas bonne. On n'a pas pu faire. La convention d'avant était encore pire qu'on peut l'imaginer. Et donc c'est de notre faute. Pas de souci. J'assume mes erreurs. J'assume tout ce que vous voulez. Par contre, vous êtes maire. Et donc, les conventions, vous pouvez les refaire. Et donc, si aujourd'hui, le problème du secours populaire, c'est parce qu'il n'y avait pas de convention, excusez-moi, mais depuis le mois de mars, vous avez eu tout le temps, tout le loisir de faire les conventions et de les signer. Donc, je suis désolée, mais vous êtes de mauvaise foi. La convention avec le collège, si elle n'était pas bonne, vous m'expliquerez pourquoi le Département subventionne et pourquoi l'académie a ouvert la section. Vous m'expliquerez. Alors, une convention, sachez-le, Monsieur le Maire, vous pouvez la créer, la signer et la co-signer.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Merci, Madame RUCKEBUSCH, pour votre prise de parole. Et je terminerai sur le fait que c'était pour rattraper les manquements de l'ancienne municipalité.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Mais très bien, moi, j'assume mes erreurs. Il y avait des erreurs très bien. N'empêche que ça fonctionnait. Vous, vous constatez les erreurs, mais vous ne réagissez pas. Vous*

ne mettez pas en application votre pouvoir de maire en refaisant les conventions, en les faisant signer. C'est une honte. 100 euros pour le secours populaire, quand vous en donnez 700.
Monsieur le Maire : *6100 euros, s'il vous plaît.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Non, non, quand vous en donnez 700 au secours catholique de Bruay la Bussière. Et vous m'expliquerez pourquoi Monsieur PAJOT, ici présent, il a le conseil municipal entre ses mains, qu'il a pris tout à l'heure auprès du secrétariat, ce qui est totalement interdit. Et pourquoi le reste de la population ne l'a pas ? Vous me l'expliquez ?*
Monsieur le Maire : *Eh bien, ça ne fait pas partie des délibérations.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Vous avez besoin de ses réponses pour pouvoir répondre ?*
Monsieur le Maire : *Ce n'est pas l'objet de la délibération.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Est-ce que vous avez besoin de ces réponses pour pouvoir répondre ? Vous connaissez Petit Scarabée ou vous ne connaissez pas ?*
Monsieur le Maire : *Et vous, est-ce que vous avez besoin d'un caméraman pour vous filmer ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Oui, et je vais vous expliquer pourquoi. Parce qu'à chaque fois qu'on prend la parole au conseil municipal dernier, on n'était pas filmé, il y avait coupure. Il devait y avoir surchauffe, comme vous l'avez signalé dans un courrier, du téléphone portable. C'est vous qui l'avez écrit, j'ai le courrier.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Quand on regarde la diffusion, Madame RUCKEBUSCH, on vous entend très bien parler, ne vous inquiétez pas. Ne vous inquiétez pas, on vous entend très bien parler, vous serez sur les réseaux.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *La caméra est bien comme il faut.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Oui, ne vous inquiétez pas, on vous entend parler, Madame RUCKEBUSCH*
Monsieur le Maire : *Je mets cette délibération aux voix, y a-t-il des contres ?*
Madame Valentine BOURGEOIS : Excusez-moi, j'aimerais aussi avoir une explication, si vous voulez bien, sur le FSE du collège Jacques Prévert. Oui, on est passé de 1500 à 100 euros, alors que les collégiens, on le sait, ont des gros besoins. Le foyer socio-éducatif fonctionne bien, même trop bien, malheureusement, et je ne comprends pas cette baisse de subvention.
Monsieur le Maire : *Eh bien, je vais vous y répondre. Les montants des réserves ne sont pas utilisés. Et sachez que quand on prend des décisions, bien évidemment, et je reviens même au secours populaire, c'est qu'ils ont aussi de la trésorerie, parce que vous ne parlez jamais de la trésorerie. Vous attelez à ce que vous voyez, et je l'ai dit juste avant, on peut justement, quand on tend la main, on est présent, et s'ils ont un besoin, on est là pour y répondre. On a une enveloppe budgétaire, donc ça ne veut pas dire que c'est déterminant. Comme on l'a dit juste avant, le secours populaire a eu 100 euros, je les rencontrerai prochainement. Selon leurs demandes et leurs besoins, on répondra en conséquent, et il en va de même aussi pour toute autre association. Donc, je pense avoir répondu à cette question, le but n'étant pas de priver plus une association qu'une autre, puisque qu'elle soit grande ou petite, toute association mérite de vivre. Et bien évidemment, quand on fait aussi une convention, il faut la délibérer à l'Assemblée délibérante. Merci à vous.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: A moi, à moi, s'il vous plaît.*
Monsieur le Maire : *Je mets cette délibération aux voix.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: J'ai encore une question, s'il vous plaît. J'ai encore une question.*
Monsieur le Maire : *Dernière question avant de clôturer.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Alors, j'en ai quelques-unes.*
Monsieur le Maire : *Dernière question avant de clôturer.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Du coup, pour les subventions exceptionnelles, vous mettez...*
Monsieur le Maire : *Ça, c'est après.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Non, attendez, je n'ai pas fini. Ce n'est pas après, c'est dedans. Encore une fois, club Houdain basket, ça n'existe pas. C'est bien club laïque, Houdain. Et pour l'harmonie municipale, les 7000 euros de subventions exceptionnelles, ce n'est pas indiqué le pourquoi de cette subvention. Le tennis n'y est pas. La truite houdinoise n'y est pas. Le basket n'y est pas non plus. Le football n'y est pas non plus. Nous n'avons pas les raisons de cette demande de subvention exceptionnelle. De plus, je vous propose aussi d'indiquer les montants demandés par les associations. C'est-à-dire, pas les montants attribués pour lesquels nous allons voter, mais les demandes faites par les associations. Parce que je m'étonne un petit peu de la subvention du basket. Eh bien, club laïque Houdain. 20 000 euros quand ils en demandent 10 000. Est-ce que vous pouvez m'expliquer le delta de 10 000 euros ? J'aimerais bien savoir à quoi vont servir ces 10 000 euros. Et puis en plus, comme le disait tout à l'heure Monsieur DEWALLE, ce que je vous propose, c'est de voter ligne par ligne. Comme ça, on pourra peut-être débattre sur chacune des subventions.*
Monsieur le Maire : *Alors, concernant cette délibération, c'est l'ensemble des élus qui voteront. S'ils sont contre, abstention ou pour. Sur la partie des subventions, elles sont données sur présentation des projets. Et comme je l'ai dit juste avant, nous savons réajuster s'il y a des demandes, si un projet est bien présenté. Et donc aussi sur présentation de factures pour le paiement des subventions*

exceptionnelles. Pour par exemple des événements. Et donc ils doivent fournir un projet. Chaque association est prise en compte pour donner des subventions. On regarde aussi la partie trésorerie. On regarde leurs projets. On les écoute. On les accompagne. Et que suite à cette délibération, s'il y a des besoins, on y répondra en conséquent. Et pour cela, il faut peut-être aussi présenter des projets.
Madame Amélie PRZYBYLA *: Non mais ce n'est pas ce que je demande Monsieur.*
Monsieur le Maire : *Vous aussi, vous avez toujours agi. Oui, alors je vais répondre à la question sur la partie basket.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Non, non, je veux connaître aussi les raisons des subventions exceptionnelles.*
Monsieur le Maire : *Les raisons, justement, c'est que c'est sur présentation de projet. Donc vous présentez un projet, vous avez. Et c'est au regard de la trésorerie. Donc on estime que quand une association a une certaine trésorerie, on ne va pas leur donner une subvention immédiate. C'est ce qu'il y a dans la première colonne. Par conséquent, il y a une deuxième colonne. C'est exceptionnel. Et là, c'est ce que vous mentionnez. Et donc, s'ils ont de la trésorerie, pourquoi leur donner en immédiat si derrière, il y a d'autres associations qui ont un besoin ? On ne peut pas leur y répondre. Et on ne va pas donner parce que c'est au cas où. Donc c'est en exceptionnel sur présentation du projet. Au moins, c'est motivé. On suit les associations. Derrière celles qui ont un plus grand besoin font appel à la municipalité, à la commune, au maire. On les reçoit. On les écoute. On les accompagne. Et sur la partie basket, vous parlez de plus de 10 000 euros.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: 12 000 euros d'augmentation.*
Monsieur le Maire : *12 000 euros. Il y a de l'exceptionnel aussi, 2 000.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Non, non, ça, c'était déjà. C'était 8 plus 2.*
Monsieur le Maire : *Oui, c'est parce que vous connaissez les tarifs d'avant. C'est pour ça la tarification. Sur la partie basket, comment l'expliquer ? Quand ils sont venus, ils ont présenté leur projet. Puisque quand on regarde, ils sont maintenant à un bon niveau. Ils ont besoin d'impulsion. Et au moment où ils ont besoin d'impulsion. Donc, ça, vous le savez, puisque vous avez un membre de votre équipe qui a déserté le navire, les a laissés en plan pour partir dans un autre club. Donc, forcément, plus de coach. Donc, s'il n'y a plus de coach, il y a des pénalités lorsqu'il y a un match de basket, s'ils n'ont pas de coach. Donc, forcément, se retrouvant sans coach, il y a une part. Il y a une part de ça. Et derrière, ils ont un besoin par rapport à leur projet.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Vous vous trompez. Quand on évolue en régional, il faut un coach diplômé. Quand on évolue en départemental, il ne faut pas de coach diplômé. Ce n'est pas pareil. Et du coup, il n'y a pas de pénalité quand on évolue au niveau départemental. Il n'y a pas besoin de diplôme particulier. Quand on évolue en régional, là, il faut un diplôme particulier. Si vous voulez, je vous explique tout. Le nombre de points…*
Monsieur le Maire : *Ce n'est pas le sujet de la délibération.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: C'est ce que vous dites aussi.*
Monsieur le Maire : *Vous parlez d'un coach. Il n'y a plus de coach. Ils n'ont pas de coach. Ils ont besoin d'un coach. Et forcément, le coach a un coût. Et le coach qu'ils avaient avant, il est parti après mars.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Il y est le coach. Mais ce n'est pas vrai.*
Monsieur le Maire : *C'est vous qui le dites. Excusez-moi.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Bien sûr, demandez. Vous voulez que je demande son nom. Moi, je sais qui c'est, le coach.*
Monsieur le Maire : *Je n'ai pas demandé le nom. Ça, c'est l'association.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Ils évoluent en département. Elles ont même gagné le championnat départemental. Et du coup, quand elles évoluent en régional, je suis d'accord avec vous, il faut un coach diplômé. Sauf que quand on évolue en départemental, c'est faux. Et en plus, les pénalités, c'est 60 euros par match. Vous ne pouvez pas me dire qu'elles ont besoin de 10 000 euros de subventions supplémentaires.*
Monsieur le Maire : *Est-ce que vous avez dit que les 10 000 euros allaient correspondre à l'ensemble des pénalités ?*
Madame Amélie PRZYBYLA *: C'est ce que vous me dites. Par contre, si vous m'aviez parlé d'un plan de formation pour tous les entraîneurs pour pouvoir évoluer en régional sur les saisons plus tard, j'aurais peut-être été d'accord avec vous. Sauf que là, ce n'est pas le cas. Ce que vous me dites, c'est que le coach s'est barré et qu'il y avait besoin d'argent pour payer des indemnités. Sauf que c'est faux. Elles évoluent en départemental. Et en départemental, on ne paye pas d'indemnités quand il n'y a pas de coach. Et en plus, il y avait un assistant qui, lui, a le point nécessaire et la formation nécessaire pour le faire. Donc à un moment donné, il ne faut pas nous prendre pour des billes non plus.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Merci pour votre retour. Puisque, comment dirais-je, quand vous étiez au pouvoir, il me semble que vous avez refusé subvention par subvention. Puisque là, vous avez fait la demande de voter subvention par subvention. Je tiens à préciser que vous ne l'avez pas autorisé autrefois. Et que la section basket aussi veut acheter du nouveau matériel. Donc, ils ont le droit. Si cette*

année, ils ont une certaine somme, l'année prochaine, ça ne veut pas dire qu'ils auront la même somme. Puisque c'est sur présentation de projet et de ce qu'ils ont besoin. Et donc, cette présentation, elle permet justement de pouvoir attribuer aux associations par rapport à leurs projets et ce qu'ils ont en trésorerie. Donc, nous allons mettre fin au débat et passer la délibération aux voix. Merci. Donc, y a-t-il des abstentions ?
Monsieur Daniel DEWALLE : *Je ne peux pas voter pour le Don du sang et le Secours populaire.*
Monsieur le Maire : *C'est pour cette raison que je vais m'absenter aussi.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Il quitte la salle pour le vote comme il est président d'honneur de l'Harmonie municipale.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Mais non, il prend juste part au vote. Il n'a pas besoin de quitter la salle.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Ça ne signifie rien, le président d'honneur. Monsieur le maire, il peut rester.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Il a préféré quitter la salle. On ne va pas débattre sur ça maintenant.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Il ne vote sur rien.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Comment ?*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Le maire, il ne sort pas quand il y a des subventions.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Non, parce que c'est l'harmonie municipale.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Comme il a quitté la salle, il ne vote pas du tout les subventions.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Non, parce que tout est ensemble, comme vous l'avez dit. Donc, pour sécuriser le vote, il ne passera pas au vote. C'est tout.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *En quoi il sécurise le vote d'être parti ? Il est président d'honneur.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Mais oui, mais il s'en va et c'est tout. C'est comme ça, Madame RUCKEBUSCH, c'est tout.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Que l'on ne nous dise pas que c'est pour sécuriser, c'est parce qu'il veut partir.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Il ne prend pas part au vote, c'est tout, c'est comme ça. Donc, je vais soumettre au vote qui est contre. Très bien, Madame RUCKEBUSCH, je prends note. Qui s'abstient ? Très bien, je prends note. C'est accepté.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Deux non-participations au vote.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Oui, deux non-participations au vote. Monsieur DEWALLE et Monsieur THIRY.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Vous savez si je fais partie d'une association ?*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Je viens de dire au début, vous n'avez pas entendu, les membres qui font partie de l'association ne peuvent pas voter. Vous vous êtes manifesté, Madame RUCKEBUSCH ? Non, je ne crois pas. Donc, j'ai bien compris que vous n'avez pas entendu. Il faut écouter, alors.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
Par 25 voix pour, 2 contre et 2 abstentions (1) ;

Article 1 : Autorise Monsieur le Maire à verser les subventions aux associations pour l'année 2026, conformément au tableau annexé à la présente délibération, reprenant les montants demandés et les propositions validées.

Article 2 : Autorise également le versement des subventions exceptionnelles 2026, et précise que les subventions exceptionnelles sont attribuées pour la réalisation des actions présentées par les associations concernées. La commune se réserve la possibilité de solliciter tout justificatif utile permettant de vérifier la réalisation des actions financées.

Les associations concernées sont :

- Association d'Amitié Franco-Allemande Houdain-Kirchberg – repas du jumelage ;
- Aikibudo Kobudo – formation du professeur ;
- Harmonie Municipale ;
- Union Sportive Houdinoise (Football) ;
- Club Laïque Houdain.

Article 3 : Prend part au débat et au vote des subventions sauf pour les membres du Conseil municipal qui exercent des fonctions de direction ou de représentation, conformément à l'article L.2131-11 du Code général des collectivités territoriales,

Article 4 : Charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération, qui sera transmise au contrôle de légalité et affichée conformément à la réglementation en vigueur.

23. FINANCES – VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION ELECTRICITE AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2026

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques :

Articles L.2121-29, L.2121-30 et L.2321-1 et suivants du CGCT

Exposé des motifs :

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur le versement du solde de la subvention "électricité" aux associations et établissements ayant repris les compteurs électriques, sur la base des montants attribués en 2025, tels que rappelés dans la délibération n°2025-188 du 20 novembre 2025.

Les montants de référence votés en 2025 étaient les suivants :

ASSOCIATION ETABLISSEMENT	SUBVENTION 2025
USH	2 000,00
SECOURS POPULAIRE Français	6 000,00
LA PETANQUE HOUDINOISE	1 500,00
LA PETANQUE DU BOURG	3 500,00
HARMONIE MUNICIPALE	1 100,00
AMICALE DU PERSONNEL	2 050,00
PAROISSE ST JEAN	1 600,00
CCAS	4 500,00

Le premier acompte 2026 ayant été versé conformément à cette délibération, il convient désormais de procéder au versement du solde, correspondant à la différence entre la subvention 2025 et l'acompte déjà attribué.

Considérant que la commune souhaite maintenir son soutien aux associations et établissements ayant repris à leur charge les abonnements et consommations électriques des locaux utilisés dans le cadre de leurs activités.

Proposition soumise au Conseil Municipal

Le premier acompte 2026 ayant déjà été versé conformément à la délibération précitée, il est proposé de procéder désormais au versement du solde, correspondant à la différence entre la subvention 2025 et l'acompte déjà attribué.

Le Conseil municipal est invité à autoriser le versement du solde de la subvention "électricité" au titre de l'année 2026 aux associations et établissements ayant repris les compteurs électriques, sur la base des montants votés en 2025, déduction faite du premier acompte 2026 déjà versé.

Monsieur le Maire : *Y a-t-il des observations ou des questions ? Eh bien, nous pouvons passer au vote. Y a-t-il des abstentions ? Des contre ? Je vous remercie. La délibération est adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Autorise le versement du solde de la subvention "électricité" aux associations et établissements ayant repris les compteurs électriques, sur la base des montants votés en 2025, déduction faite du premier acompte 2026 déjà versé, comme suit :

ASSOCIATION ETABLISSEMENT	SUBVENTION 2025	1ER ACOMPTE 2026	SOLDE SUBVENTION 2026
USH	2 000,00	1 000,00	1 000,00
SECOURS POPULAIRE Français	6 000,00	3 000,00	3 000,00
LA PETANQUE HOUDINOISE	1 500,00	750,00	750,00
LA PETANQUE DU BOURG	3 500,00	2 000,00	1 500,00
HARMONIE MUNICIPALE	1 100,00	600,00	500,00
AMICALE DU PERSONNEL	2 050,00	1 000,00	1 050,00
PAROISSE ST JEAN	1 600,00	800,00	800,00
CCAS	4 500,00	2 500,00	2 000,00

Article 2 : Demande aux associations bénéficiaires de transmettre à la commune les justificatifs de consommation électrique nécessaires au suivi du dispositif.

Article 3 : Prévoit qu'une régularisation pourra être opérée annuellement en fonction des consommations réelles constatées et des montants de subvention attribués.

Article 4 : Charge Monsieur le Maire de signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

24. FINANCES – PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DES ÉLUS MUNICIPAUX DANS LE CADRE DE L'EXERCICE DE LEUR MANDAT

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques :

Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2123-18, L.2123-18-1, L.2123-18-1-1 et R.2123-22-1 et suivants ;
Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;
Budget principal de la commune.

Exposé des motifs :

Dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les élus municipaux peuvent être amenés à effectuer des déplacements pour représenter la commune auprès d'institutions, administrations, établissements publics, organismes partenaires ou dans le cadre de formations liées à l'exercice de leurs fonctions.

Ces déplacements peuvent nécessiter l'utilisation de leur véhicule personnel et générer des frais.

Le Code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité de prendre en charge certains frais engagés par les élus dans l'exercice de leur mandat, sous réserve du respect des conditions prévues par les textes en vigueur.

Afin de sécuriser la gestion administrative et comptable de ces dépenses, il convient de définir les modalités de prise en charge des frais de déplacement engagés par les élus municipaux pour les besoins de la commune.

Proposition soumise au Conseil Municipal

Le Conseil municipal est invité à :

1) D'autoriser la prise en charge des frais de déplacement engagés par les élus municipaux dans le cadre de l'exercice de leur mandat lorsque ceux-ci sont effectués dans l'intérêt de la commune ;
2) De définir le périmètre des déplacements ouvrant droit à remboursement ;
3) De préciser que les remboursements seront effectués sur présentation des justificatifs nécessaires et conformément aux barèmes réglementaires en vigueur ;
4) D'inscrire les crédits nécessaires au budget communal.

Monsieur le Maire : *Y a-t-il des questions ou des observations ? Oui, M. DEWALLE.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Si vous voulez, moi, j'ai été élu 25 ans à la mairie, premier adjoint au maire. Je ne me suis jamais fait payer de frais de déplacement par la commune. On a une indemnité. Donc comme là, je vois que vous mettez pour les réunions de la communauté d'agglo, nos délégués de la communauté d'agglo, ils ont une indemnité. Réunion du SIVOM, il y a une indemnité. Je trouve que vous avez une indemnité. Vous l'avez augmentée au début du mandat. Je trouve que... Ou alors c'est que la commune est beaucoup plus riche que ce que je croyais, quoi. Et peut-être que je trompe.*
Monsieur le Maire : *Merci, M. DEWALLE. Alors pour reprendre, c'est pour l'ensemble des élus. Personne n'est visé en particulier. C'est pour l'ensemble des élus, puisque l'objectif n'est pas d'accorder un avantage aux élus, mais d'éviter qu'un élu supporte personnellement des frais engagés pour représenter ou défendre les intérêts de la commune en dehors de son territoire. Donc la délibération telle qu'elle est expliquée, elle concerne toute personne présente ici. Et donc comme je l'ai annoncé, eh bien c'est la loi. Sur ça, il n'y a pas de problématique à ce sujet. Donc s'il n'y a pas d'autres questions ou suggestions, je mets cette délibération au vote. Y a-t-il des contres ? Des abstentions ? Très bien, je vous remercie. La délibération a été adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
Par 26 voix pour, 2 contre et 1 abstention ;

Article 1 : Autorise la prise en charge des frais de déplacement engagés par les élus municipaux dans le cadre de l'exercice de leur mandat lorsque ces déplacements sont effectués pour les besoins de la commune ou dans le cadre de la représentation de celle-ci.

Article 2 : Donne pouvoir pour donner lieu à remboursement les déplacements effectués notamment pour :

- les réunions organisées par les services de l'État ;
- les réunions en Préfecture ou Sous-Préfecture ;
- les réunions de la Communauté d'Agglomération ;
- les réunions du SIVOM ;
- les réunions de sociétés publiques locales, syndicats mixtes ou organismes dans lesquels la commune est représentée ;
- les rendez-vous institutionnels avec les partenaires publics ;
- les congrès, colloques ou rencontres institutionnelles en lien avec l'exercice du mandat ;
- les formations d'élus réalisées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- toute autre mission réalisée dans l'intérêt de la commune, sous réserve de l'accord préalable du Maire ou, lorsque le déplacement concerne le Maire, du Premier Adjoint ou de l'élu assurant sa suppléance.

Article 3 : N'autorise pas le remboursement pour :

- les déplacements effectués sur le territoire communal dans le cadre des activités courantes du mandat ;
- la participation aux manifestations associatives, sportives, culturelles ou festives ;

- les cérémonies locales ;
- les assemblées générales d'associations ;
- les manifestations de représentation ne présentant pas un caractère institutionnel ou administratif.

Ces exclusions ne font pas obstacle à l'application des dispositions relatives aux mandats spéciaux prévus par le Code général des collectivités territoriales.

Article 4 – Autorise les modalités de remboursement sur présentation des justificatifs nécessaires et conformément aux barèmes réglementaires en vigueur applicables aux élus locaux.

Article 5 – Impute les dépenses correspondantes aux crédits prévus à cet effet au budget communal.

Article 6 – Charge Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

25. FINANCES – APPROBATION DES CONTRATS DE MAINTENANCE DU PROGICIEL CITYWEB AVEC LA SOCIETE DIGITEC

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques :

Article L.1612-1 du CGCT — Inscription des dépenses au budget
Article L.2121-12 du CGCT — Convocation et ordre du jour
Article L.2131-1 du CGCT — Caractère exécutoire des actes

Exposé des motifs :

Le contrat de maintenance du progiciel CITYWEB, conclu avec la société S.G.I., a débuté le 1er janvier 2026. Conformément à l'article 2 du contrat, il est renouvelé chaque année par tacite reconduction, sans pouvoir excéder une durée totale de trois ans.
Ce contrat couvre la maintenance corrective, adaptative et évolutive du progiciel, indispensable au bon fonctionnement des modules utilisés par la Ville (socle, état civil complet, recensement militaire).

Proposition soumise au Conseil Municipal

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que le contrat de maintenance du progiciel CITYWEB, conclu avec la société S.G.I., est entré en vigueur le 1er janvier 2026. Conformément à l'article 2 du contrat, celui-ci est renouvelé annuellement par tacite reconduction, sans pouvoir excéder une durée totale de trois ans.
Ce contrat couvre la maintenance corrective, adaptative et évolutive du progiciel CITYWEB, incluant notamment les modules utilisés par la Ville :

- *Socle CITYWEB,*
- *Module État civil complet,*
- *Recensement militaire.*

Les conditions financières applicables pour l'année en cours sont fixées à :

- *1 042,71 € HT,*
- *soit 1 251,25 € TTC, comme indiqué à l'Annexe B du contrat.*

Afin d'assurer la continuité de fonctionnement du progiciel, la sécurité des données et la mise à disposition des mises à jour nécessaires, il est proposé au Conseil municipal :

1) D'approuver le renouvellement annuel du contrat de maintenance CITYWEB conclu avec la société S.G.I., dans la limite maximale de trois ans prévus au contrat.
2) D'autoriser Monsieur le Maire à signer les documents afférents à ce renouvellement.
3) De préciser que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal, conformément à l'article L.1612-1 du CGCT.

Monsieur le Maire : *Y a-t-il des observations ou questions ? Très bien, y a-t-il des votes contres ? Abstentions ? Je vous remercie, la délibération est adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;

Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Approuve le renouvellement annuel du contrat de maintenance CITYWEB conclu avec la société S.G.I., dans la limite maximale de trois ans prévus au contrat.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à signer les documents afférents à ce renouvellement.

Article 3 : Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal, conformément à l'article L.1612-1 du CGCT.

TRAVAUX – VOIRIE – URBANISME – PATRIMOINE

26. URBANISME – DENOMINATION DE LA PLACE DU BOURG

Monsieur le Maire : Dénomination de la Place du Bourg, Monsieur MAHAUT.

Rapporteur : Monsieur Jurgen MAHAUT

Références juridiques

Code général des collectivités territoriales ;
Dénomination de la Place du Bourg.

Exposé des motifs

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'une des places de notre commune, située au 45 rue Roger-Salegnro entre les parcelles 417-418 et 138 est aujourd'hui dépourvue de dénomination officielle.
Située en cœur de bourg, à proximité immédiate de la rue Roger Salengro, qui constitue l'une des artères principales de la commune, cette place bénéficie d'un accès direct pour les usagers, qu'ils soient piétons ou automobilistes.
Du fait de sa position centrale dans la vie locale, elle permet également un accès aisé à de nombreux commerces et constitue, à ce titre, un lieu de passage et de vie important pour notre commune.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et qu'il appartient au Conseil municipal de dénommer les voies et places publiques ;

Considérant l'intérêt de préserver et valoriser l'identité historique et locale de ce lieu situé au cœur historique du bourg de la commune, HOUDAIN Bourg a longtemps été l'un des plus grands Canton de France, et que le nom de BOURG répond à un intérêt communal et marque d'une empreinte forte l'histoire locale et la géographie de la commune ;

Considérant que, dans les usages quotidiens, elle est d'ores et déjà identifiée par la population comme la "Place du Bourg", une appellation spontanée qui s'est installée dans le langage courant, toutefois cette appellation n'a jamais fait l'objet d'une validation formelle par notre assemblée ;

Considérant qu'en application du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Conseil municipal de déterminer les noms des voies et des lieux publics ;

Il nous appartient donc aujourd'hui de régulariser cette situation.

Au-delà de l'aspect administratif, cette dénomination présente un véritable intérêt pour notre commune
- *Elle s'inscrit dans notre volonté de valoriser le cœur historique de HOUDAIN, son bourg ;*
- *Elle renforce la lisibilité et l'identité de cet espace public central ;*
- *Elle facilite également l'orientation, l'adressage et l'intervention des services, notamment de secours.*

*Le choix du nom « **Place du Bourg** » s'inscrit dans une logique de simplicité, de cohérence et d'attachement à notre patrimoine local.*

Il s'agit donc d'une démarche à la fois pratique et symbolique, qui contribue à structurer et à mettre en valeur notre cadre de vie.

*En conséquence, il vous est proposé de dénommer officiellement cette place : **« Place du Bourg »**.*

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

*1) Dénommer officiellement la place située 45 rue Roger-Salengro entre les parcelles 417-418 et 138 : **« Place du Bourg »***
2) Procéder à la mise en place de la signalétique correspondante ;
Informer les administrations et organismes concernés ((cadastre, services postaux, services de secours, etc...) ;
3) Autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur Jurgen MAHAUT : *(lecture de l'énoncé) Je laisse la parole à Monsieur le Maire pour la suite de nos travaux.*
Monsieur le Maire : *Donc je mets cette délibération aux voix. Y a-t-il des contre ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *S'il vous plaît, j'ai une petite question.*
Monsieur le Maire : *Oui, Monsieur DEWALLE.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *C'est la place que les gens... Moi, j'ai été élu en 1983. Les habitants l'appelaient la Place de la Liberté. C'est la place où il y avait les petits commerces locaux, là.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Il doit y avoir un problème de convention.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Elle s'appelait depuis la guerre Place de la Liberté. Alors je ne sais pas trop pourquoi il faut... Moi, ça ne me gêne pas qu'elle s'appelle Place du Bourg. Mais elle avait une dénomination, Place de la Liberté, lors de... Je ne sais pas.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Alors, excusez-moi. Je vais répondre à cette question. Pourquoi j'ai fait ça ? Pourquoi on a fait ça ? Parce que nous, on s'est renseigné auprès du service et on n'a trouvé aucun papier et aucun document justifiant que cette place, comme vous dites, s'appelle Place de la Liberté. Donc nous avons fait une dénomination officielle de cette place. Voilà pourquoi nous avons... Avant de faire ça, on a tout vérifié, tout regardé. Sinon, je n'aurais pas voulu appeler cette place Place du Bourg si elle s'appelait déjà Place de la Liberté officiellement.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Il y a des archives à la mairie.*
Monsieur le Maire : *Nous avons bien étudié les archives. Cependant, cette place n'est pas officielle. Donc elle n'a pas par définition de vrai nom. Et donc comme c'est la Place du Bourg, cette délibération reprend pour valoriser justement cette partie. Donc Place du Bourg. Donc on doit voter par délibération cette place. Alors passons...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Et donc on ne garde pas Place de la Liberté ?*
Monsieur le Maire : *Ce n'est pas que Place de la Liberté actuellement.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Non mais c'est une question. Vous ne vous sentez pas agressé. Comme c'est la Place de la Liberté depuis 1983, il faudrait déjà annuler Place de la Liberté pour l'appeler Place du Bourg.*
Monsieur le Maire : *C'est ce que j'ai dit. Pour annuler, il faut que ça existe, sauf qu'il n'y a pas de délibération sur le sujet.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Vous avez des habitants ici qui le disent ?*
Monsieur le Maire : *Aujourd'hui, on fait une délibération sur le sujet.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Qui la connaisse Place de la Liberté ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Demandez aux habitants.*
Monsieur le Maire : *On ne dit pas que ça n'existe pas, c'est qu'aujourd'hui, il n'y a pas de reconnaissance sur le nom.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Pourquoi changer le nom de cette place ? Liberté, c'est assez neutre.*
Monsieur le Maire : *Tout le monde l'appelle Place du Bourg.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Non, il n'y a que vous.*
Monsieur le Maire : *Il n'y a que vous, visiblement, qui l'appelez Place de la Liberté. J'aimerais bien savoir, ici présent, dans cette salle, qui l'appelle la Place de la Liberté ? Place de la Liberté ?*
Madame Amélie PRZYBYLA : *On ne peut pas juste changer Place de la Liberté et Place du Bourg ?*
Monsieur le Maire : *Moi, ce que je propose, si ça pose vraiment problème entre Liberté et Place du Bourg, puisque c'est une désignation, il faut qu'elle ait aussi son importance. On ne souhaite offenser aucune personne. On peut reporter la délibération sur le sujet.*

(Inaudible)
Monsieur le Maire : *Pourquoi l'appeler plus Place de la Liberté que Place du Bourg ?*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Initialement, ça s'appelle comme ça.*
Monsieur le Maire : *Initialement, mais ça n'a jamais été porté haut et fort. Ça n'a pas fait l'objet d'une délibération.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Forcément que si. Regardez sur Mappy, ça s'appelle Place de la Liberté. Ce n'est pas moi qui l'ai fait. Il y a bien quelqu'un qui a dû prouver que ça s'appelait comme ça, non ?*
Monsieur le Maire : *Écoutez, on reporte la délibération pour clore le sujet. On donnera l'ensemble des éléments dessus, puisque, normalement, vous avez bien la note de synthèse, non ? C'est bien écrit. On va reprendre la note de synthèse.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Non, c'est une bonne idée de le reporter, c'est tout.*
Monsieur le Maire : *Alors, cette délibération a pour objet d'autoriser la dénomination officielle de la Place située rue Roger-Salengro sous le nom Place du Bourg. En effet, cet espace public aménagé est utilisé depuis plus de 15 ans. Il est dépourvu d'une dénomination officielle.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Il faut voter le report.*
Monsieur le Maire : *Oui, je vous lis quand même la note de synthèse. Cette absence de nom peut générer des difficultés en matière de repérage, d'adressage, de communication et de valorisation du secteur. Le choix de l'appellation Place du Bourg permet d'identifier clairement ce lieu comme un espace central de la commune, participant à son identité et à son histoire. Cette dénomination contribue à renforcer la lisibilité du cœur de Bourg pour les habitants, les visiteurs et les usagers. Par ailleurs, cette identification officielle présente un intérêt particulier pour les activités commerciales et artisanales implantées à proximité. Elle facilitera leur localisation, améliorera leur visibilité sur les supports de communication, les outils numériques de géolocalisation et les services de livraison, tout en participant à l'attractivité économique du centre Bourg. La dénomination Place du Bourg permettra également de mieux valoriser les animations, manifestations et événements organisés sur cet événement public en offrant un repère clairement identifié au sein de la commune. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la dénomination de cette place du Bourg et d'autoriser les démarches administratives nécessaires à la mise en œuvre. Voici la note de synthèse. Si vous en êtes d'accord, on l'appelle Place du Bourg. Si vous pensez qu'il faut plus d'éléments parce qu'avant on l'appelait La liberté, on retire la libération et on la reporte. Donc je demande à l'ensemble de nos élus ici présents de pouvoir statuer sur le report ou le vote Place du Bourg. Donc je propose un vote à main levée. Qui vote pour le report de cette délibération ? Très bien, donc moi je m'abstiens. Y a-t-il des contres ? Très bien, je vous en remercie.*

27. URBANISME – ORIENTATION DE VALORISATION DE L'IMMEUBLE COMMUNAL SIS 19 PLACE DE LA MARNE À HOUDAIN

Rapporteur : Monsieur Jurgen MAHAUT

Références juridiques

Vu le code général des collectivités, notamment les articles L.2122-21 ; L2121-29 ; L2141-1 ;

Exposé des motifs

La commune est propriétaire d'un immeuble situé 19 Place de la Marne à Houdain (section AR n° 92).

Ce bien est actuellement vacant et plusieurs réflexions ont été engagées sur sa valorisation dans le cadre de la dynamique de revitalisation du quartier du Haut d'Houdain.

Un porteur de projet a manifesté son intérêt pour l'acquisition du bien afin d'y développer une activité de commerce alimentaire de proximité.

Un opérateur économique a manifesté un intérêt pour le site en vue d'un projet de commerce de proximité.

Toutefois, des vérifications complémentaires demeurent nécessaires quant à la situation administrative et à l'occupation éventuelle de certains locaux du bâtiment, ainsi qu'aux conditions juridiques permettant, le cas échéant, d'envisager ultérieurement une cession.

Considérant l'intérêt pour la commune de mener une réflexion sur la valorisation de son patrimoine immobilier ;

Considérant l'intérêt que pourrait présenter la création d'un commerce de proximité pour les habitants du quartier ;
Considérant la nécessité de poursuivre les études et démarches préalables permettant au Conseil municipal de se prononcer ultérieurement en parfaite connaissance de cause ;

Considérant la nécessité de disposer d'éléments complémentaires avant toute décision foncière ;

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

1) De retenir le principe d'une réflexion sur la valorisation de l'immeuble communal sis 19 place de la Marne ;
2) D'autoriser Monsieur le Maire à engager toutes études techniques, juridiques et administratives nécessaires ;
3) D'autoriser Monsieur le Maire à poursuivre les échanges exploratoires avec un opérateur économique intéressé ;
4) De préciser qu'aucune décision de désaffectation, déclassement ou cession n'est prise à ce stade.

Monsieur le Maire : *Je laisse la parole à Monsieur MAHAUT pour la suite de nos travaux.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Alors pour répondre peut-être en avance aux différentes questions. Merci Monsieur le Maire, merci chers collègues. La délibération n'a pas pour objet, comme dit, de décider aujourd'hui de la vente du bien situé au 19 place de la Marne, mais de poursuivre les vérifications administratives, juridiques et techniques nécessaires avant toute décision. Il s'agit de valoriser un bâtiment aujourd'hui vacant et d'étudier la possibilité d'y accueillir un commerce alimentaire de proximité, notamment une deuxième boulangerie Cayet. Il s'agit d'une attente forte des habitants du Haut d'Houdain qui ne dispose actuellement d'aucun commerce de proximité de ce type. C'est également un engagement que nous avons pris dans notre programme municipal et que nous allons respecter. Notre responsabilité est d'étudier cette opportunité avec sérieux et transparence dans le centre d'intérêt de la commune et de ses habitants. Soutenir le commerce local et contribuer à la révélation du Haut D'Houdain, voilà le sens de notre démarche. Je vous en remercie.*
Monsieur le Maire : *Y a-t-il des questions, des observations ?*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Oui, alors j'ai des questions effectivement. Lorsque vous parlez qu'à ce stade il n'y aura pas de projet de cession, pourtant c'est écrit noir sur blanc, le cas échéant d'envisager ultérieurement une cession ?*
Monsieur le Maire : *Exactement, oui, parce qu'on doit désaffecter d'abord.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Pardon ? Non mais vous venez de dire qu'à ce stade il n'y aurait pas de cession, alors que c'est écrit noir sur blanc.*
Monsieur le Maire : *Pour l'instant oui, on est sur la délibération, il n'y a pas de vente.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Alors ce lien est implanté quand même au sein de notre QPV et aussi dans le périmètre de l'ERBM. C'est une situation stratégique à proximité immédiate de la Fosse 7 qui fait l'objet d'une dynamique de renouvellement urbain et de développement des équipements et des services de proximité. Cet immeuble convient parfaitement pour y réaliser une opération qui peut répondre à un objectif d'intérêt général, notamment, comme ce fut le cas, la création d'équipements et de services de proximité comme des activités sociales, associatives, culturelles ou d'animation locale. Cet immeuble répond donc aux objectifs définis à l'article L210-1 du code de l'urbanisme et présente donc un caractère d'intérêt général. Aussi, je m'étonne que vous poursuiviez des échanges exploratoires avec, a priori, deux interlocuteurs, un porteur de projet et un opérateur économique. Aussi, j'aimerais savoir pourquoi envisager donc une session comme c'est écrit noir sur blanc ?*
Monsieur Jurgen MAHAUT : Moi, je voudrais vous poser une question également, Madame Bourgeois.
Madame Valentine BOURGEOIS : *Non, mais on ne répond pas à une question par une autre question.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Oui, je sais, je sais*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Donc répondez-moi, puis après, vous pourrez poser votre question.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Vous considérez qu'une boulangerie n'est pas un commerce de proximité pour les habitants du Haut d'Houdain ?*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Je n'ai pas parlé de ça du tout.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Vous avez dit qu'on aurait pu faire autre chose avec cet immeuble.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Absolument pas.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *C'est ce que vous avez dit.*

Madame Valentine BOURGEOIS : *Oui, j'ai dit que cet immeuble dans le QPV correspond notamment avec la possibilité de création d'équipements, de services de proximité, comme des activités sociales, associatives, culturelles ou d'animation locale.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Je vous réponds aujourd'hui, du coup, que ce local servira à une boulangerie pour les habitants du Haut d'Houdain. Voilà.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Donc c'est acté.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *C'est un projet, je ne vous dirai pas...*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Vous venez d'affirmer, vous venez de le dire au présent, excusez-moi, donc pour moi, c'est acté.*
Monsieur le Maire : *Eh bien, nous avons un porteur de projet qui est une boulangerie, boulangerie Cayet, qui viendra justement sur le haut quand cette délibération de vente aura lieu et sera présentée au conseil municipal par délibération. Donc aujourd'hui, forcément, on vous présente une délibération puisque derrière, ça a dû être désaffecté. Donc comme elle vous est annoncée justement sur la note de synthèse et si vous voulez, je vais passer à la lecture de la note de synthèse. Ce sera sans doute plus clair puisque quand on fait simple, il faut faire compliqué. Il y a un projet. Le projet, c'est redynamiser le Haut d'Houdain. Ils n'ont pas de boulangerie. On souhaite mettre une boulangerie. Vous nous parlez d'un projet qui n'est pas le nôtre. La commune a cette possibilité de gré à gré, si un porteur de projet est intéressé et de solliciter justement, notamment, un acteur économique et local, qui est par exemple la maison Cayet, qui serait un atout pour le Haut d'Houdain et aussi pour ses habitants et répondre à la demande. Donc aujourd'hui, faisons simple. Reprenons plutôt notre délibération qui consiste à mener une réflexion sur la valorisation du bien. On l'amène en valorisation du bien dans ce secteur qui est un cadre économique et en voie de développement. Donc aujourd'hui, par cette délibération, le maire a donné suite de ses travaux.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Donc sur votre porteur de projet, d'accord. Je tiens aussi à apporter à votre connaissance que ce même porteur a plusieurs fois émis le même souhait et qu'il n'a pas abouti. Donc c'est juste à titre d'information. Et donc, qui est l'opérateur économique ?*
Monsieur le Maire : *Le porteur économique, quand il y a un commerce, c'est une économie locale. C'est juste... C'est économique local. Donc c'est notre boulangerie Cayet. Et donc, pour répondre, c'est un choix. C'est un coût d'entretien que nous ne devrons plus supporter puisque cela fait plus de 6 ans qu'il est laissé à l'abandon. Et donc, c'est intéressant ce que vous avez dit, notamment au niveau de votre projet, puisque vous êtes précipité à faire venir, je le rappelle, un médecin en toute urgence et que cet emplacement qui devait être destiné à faire venir un médecin de toute urgence, vous avez directement engagé des travaux par nos agents pour dire d'effectuer une rénovation, accueillir ce fameux docteur qui n'était en réalité pas un docteur. Donc ce médecin qui n'était pas un médecin, vous vous êtes fait avoir et vous m'excuserez. Donc nous, aujourd'hui, on va en faire quelque chose de ce bâtiment qui ne sert aujourd'hui à rien. Malheureusement, vous n'avez pas su lui donner une âme. Aujourd'hui, on va lui en donner une nouvelle et on va faire revivre le haut d'Houdain. Donc nous passons cette délibération pour poursuivre cet engagement. A savoir que dans ces lieux, il y avait plusieurs entités, que nous avons pu les, « les reloger ». Alors cette entité, ces syndics, on leur donne de meilleurs lieux.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Ce n'est pas un syndic, c'est un syndicat.*
Monsieur le Maire : *Oui, c'est un syndical. Donc le syndicat. Eh bien, merci pour votre retour. Donc ce sont les syndicats. Donc l'UNSA, et la CGT. On leur met à disposition maintenant de nouveaux lieux pour qu'ils y soient bien. Puisqu'aujourd'hui, c'est eux qui le disent. C'est insalubre. Donc on les reloge avec bonne aisance. Et sur la partie, c'était aussi le CAMS. Donc notre jeunesse qui va pouvoir justement migrer au sein de notre CCAS. Donc le créneau est déjà convenu. Et ils pourront d'ailleurs même rejoindre, quand ils le souhaiteront, la partie médiathèque, puisque c'est important aussi pour notre jeunesse. Donc aujourd'hui, cette délibération consiste à vous annoncer, comme c'était écrit dans la note de synthèse, que nous devons au préalable les désaffecter. Donc nous avons bien les accords en notre possession. Tout est signé par tout le monde. Et donc par rapport à cette délibération, on vous en informe. La suite va continuer. La prochaine étape, c'est de passer à la vente de ce local pour que ça puisse en devenir un commerce. Voilà. Donc je mets cette délibération au vote.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *J'ai encore une petite intervention, s'il vous plaît, parce que vous ne pouvez pas raconter n'importe quoi. Le local n'est pas vide depuis 6 ans parce qu'il y avait l'épicerie solidaire dedans. Et en fait, il y a 3 ans, il y avait encore l'épicerie solidaire. Donc voilà. Ça déjà, c'est fait. Deuxième chose, on n'a pas vidé les lieux parce qu'il y avait un médecin. Parce que ça, c'est bien après. Le local était déjà vide. Donc ça, c'est la deuxième chose où vous mentez. En fait, il a été vidé parce qu'il y avait un champignon. Ah mince alors. Et donc effectivement, l'équipe technique de la ville a travaillé dans ce bâtiment pour enlever ce champignon. Donc c'est pas du tout parce qu'il y avait un médecin factice qui venait. Ce n'est pas la même année. Il y a 3 ans d'écart. Donc le local est vide depuis 3 ans dû à un champignon et pas dû à un médecin. Ensuite, je vais réexpliquer qu'effectivement, la boulangerie Cayet voulait s'installer sur le haut d'Houdain. C'était prêt à se faire et puis ils sont allés s'installer à Bruay. Et puis quelques mois après, ils ont fermé.*

Monsieur le Maire : *Très bien. Merci pour votre retour. En tout cas, l'entretien n'avait pas été effectué. Sinon, il n'y aurait pas de champignons. Il a été laissé à l'abandon. Tout le monde a dû partir. Et donc aujourd'hui, il n'en est plus rien. Et nous, nous allons lui redonner vie.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Alors, je vais le redire. Non, non, mais ça suffit de raconter n'importe quoi. Je vais le redire. Il y avait l'épicerie solidaire dedans. Et vous savez, quelquefois, Mérule, vous savez ce que c'est ? Ou champignons. Ce n'est pas parce que ce n'est pas entretenu. C'est parce que c'est là. Parce que ce sont des bâtiments miniers. Ce sont des bâtiments anciens. Et donc, quelquefois, ça se développe. Ce n'est pas parce que ce n'était pas entretenu. D'ailleurs, tout avait été refait.*
Monsieur le Maire : *Oui, très bien. Voilà.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Donc ne nous racontez pas n'importe quoi. Comme de nous dire en début. Ah bah non, il n'y a pas de vente de faite. Et puis, on s'aperçoit qu'en fait, tout est signé. C'est un mensonge. Vous mentez.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Mais encore une fois, c'est votre soupe. C'est pas la nôtre. Vous venez de démontrer que vous n'avez pas entretenu nos bâtiments. Et donc, nous allons passer au vote.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Mais de dire que rien n'est fait, rien n'est signé, ce n'est quand même pas ma soupe. C'est la vôtre. Pour ensuite dire oui, tout est signé, tout est acté. C'est votre soupe. C'est pas la mienne. Vous mentez.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Donc nous, restons concentrés sur la délibération. On va donner la parole à Monsieur DEWALLE.*
Monsieur Daniel DEWALLE : Ce bâtiment, c'est une maison des mines qu'on a achetée à Soginorpa, à l'époque. Ce n'était pas encore Maisons & Cités en 1984. Pour en faire une mairie annexe. Mais ensuite, comme 15 ans après, on a créé la Maison de la jeunesse et de la vie associative, effectivement, la vocation du bâtiment, elle a énormément changé. Et puis, si effectivement, comme il y a le bâtiment à vocation sociale en face et qui est grand, donc s'il y a l'opportunité que la boulangerie Cayet installe une annexe là, nous, nous pensons que c'est judicieux. Maintenant, on espère que ça aboutisse vraiment. Mais c'est vrai que les habitants du Haut d'Houdain, il y a peu de commerces et peu de commerces attractifs dans le Haut. Et donc si, comme là, j'allais dire moi, j'aurais voté contre s'il n'y avait pas la MJVA, mais qu'on en a créé la MJVA et qui est 10 fois plus grande que ce local. Si on peut y mettre une annexe de la boulangerie du centre, ce serait une bonne chose pour les habitants du Haut d'Houdain.
Monsieur le Maire : *Je vous remercie, Monsieur DEWALLE. Le Haut d'Houdain mérite de vivre tout autant que le Bas. Et donc, je mets cette délibération aux voix. Qui s'abstient. Y a-t-il des contres ? Très bien.*
Je vous remercie. La délibération est adoptée.

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
Par 28 voix pour et 1 contre ;

Article 1 : Retiens le principe d'une réflexion sur la valorisation de l'immeuble communal sis 19 place de la Marne ;

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à engager toutes études techniques, juridiques et administratives nécessaires ;

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à poursuivre les échanges exploratoires avec un opérateur économique intéressé ;

Article 4 : Précise qu'aucune décision de désaffectation, déclassement ou cession n'est prise à ce stade.

28. URBANISME – DÉLIBÉRATION PORTANT CONFIRMATION DE L'ÉXECUTION DE LA DÉLIBÉRATION N°2025-115 DU 26 JUIN 2025 ET AUTORISATION DE SIGNATURE DES ACTES DE CESSION – VENTE DE 80 M² DE LA PARCELLE AH N°289 AU PROFIT DE LA SOCIETE CELLAND ESTATE MANAGEMENT

Rapporteur : Monsieur Jurgen MAHAUT

Références juridiques

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code civil, notamment son article 1583 ;
Vu la délibération n°2025-115 du 26 juin 2025 ;

Exposé des motifs

Par délibération n°2025-115 du 26 Juin 2025, le Conseil municipal a approuvé la cession d'une emprise de 80 m² issue de la parcelle cadastrée section AH n°289 Chaussée Brunehaut à la société CELLAND ESTATE MANAGEMENT France.
Cette délibération a été régulièrement adoptée par l'organe délibérant de la Commune et est devenue définitive, faute de recours dans les délais contentieux.

Il est rappelé que les délibérations du Conseil municipal engagent la Commune en tant que personne morale, indépendamment de l'identité de l'exécutif en fonction au moment de leur exécution.

Le Maire en exercice n'est ni l'auteur ni le signataire de la délibération précitée, laquelle s'impose à l'administration communale dans le cadre du principe de continuité du service public.

S'agissant des conditions financières de la cession, celles-ci ont été fixées par la délibération susvisée, au Prix global de 60.000,00 € H.T. (SOIXANTE MILLE EUROS HORS TAXES) net vendeur, laquelle n'a pas été retirée ni annulée et ne peut être remise en cause en dehors des voies de droit prévues par la réglementation en vigueur.

Dans ces conditions, la présente délibération a pour seul objet d'assurer la mise en œuvre opérationnelle et la sécurisation juridique de la décision antérieurement adoptée par le Conseil municipal.

Considérant que la délibération précitée est devenue définitive ;
Considérant la vente qu'il y a bien un accord sur la chose et sur le prix ;
Considérant qu'elle a créé des droits au profit du bénéficiaire ;
Considérant que la Commune est tenue d'en assurer l'exécution ;
Considérant que le Maire en exercice agit dans le cadre d'une compétence liée d'exécution ;
Considérant que la continuité de l'action publique impose la régularisation des actes nécessaires ;

Proposition soumise au Conseil municipal

Il est proposé au Conseil municipal :

1) De confirmer que la délibération n°2025-115 du 26 Juin 2025 demeure pleinement applicable et produit ses effets juridiques ;
2) De dire que le Maire en exercice agit exclusivement dans le cadre de l'exécution d'une décision du Conseil municipal, sans pouvoir de révision de celle-ci ;
3) De préciser que la présente délibération ne constitue ni une approbation nouvelle de l'opération, ni une réévaluation de ses conditions financières, mais une mesure d'exécution ;
4) D'autoriser Monsieur le Maire en exercice à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision, signer l'acte authentique de vente et tous documents nécessaires à sa régularisation.

Monsieur le Maire : *Je laisse la parole à qui le souhaite. Y a-t-il des observations, des questions ? Je tiens à préciser que cette partie, la société Celland Estate Management, c'est une antenne relais qui est sur un terrain. L'avis des domaines était de 66 000 euros. Et là, pour le coup, Monsieur DEWALLE qui fait part que notre commune n'a pas forcément beaucoup d'argent. Et ce serait justement à ce moment-là où on devrait être intangible, ne pas faire baisser le prix à ces grosses structures. Et pour autant, nous l'avons vendu à 60 000 euros. On aurait pu le vendre plus cher, mais non, on l'a vendu inférieur au prix des domaines. Je le rappelle parce que derrière, il y a un contrôle sur le prix. Soit on le pratique, soit on l'augmente, soit on le diminue. Et le choix de l'ancienne municipalité a été de le diminuer. Donc nous n'avons plus d'autre choix que d'exécuter cet acte. Raison pour laquelle, pour sécuriser juridiquement cette décision, elle passe en délibération. Donc je mets cette délibération aux voix. Donc y a-t-il des abstentions ? Des contre ? Très bien. Je vous remercie. La délibération a été adoptée.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Confirme *que la délibération n°2025-115 du 26 Juin 2025 demeure pleinement applicable et produit ses effets juridiques ;*

Article 2 : Dit *que le Maire en exercice agit exclusivement dans le cadre de l'exécution d'une décision du Conseil municipal, sans pouvoir de révision de celle-ci ;*

Article 3 : Précise *que la présente délibération ne constitue ni une approbation nouvelle de l'opération, ni une réévaluation de ses conditions financières, mais une mesure d'exécution ;*

Article 4 : Autorise *Monsieur le Maire en exercice à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente décision, signer l'acte authentique de vente et tous documents nécessaires à sa régularisation.*

29. URBANISME – LOCATION D'UN TERRAIN APPARTENANT A MESSIEURS LOBEL JEROME ET DAVID (SOCIETE CPHF) ET MISE A DISPOSITION D'EMPLACEMENTS POUR POIDS LOURDS

Rapporteur : Monsieur Jurgen MAHAUT

Références juridiques

Article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales relatif aux compétences du Conseil municipal ;
Article L.2122-21 du Code général des collectivités territoriales relatif aux attributions du Maire ;

Exposé des motifs

La présente délibération a pour objet d'autoriser la commune à louer un terrain appartenant à Messieurs LOBEL Jérôme et David (Société CPHF), cadastré AC259, situé 1 chemin de l'avenir à HOUDAIN (62150), afin d'y aménager un emplacement destiné à être proposé à la location aux conducteurs de poids lourds souhaitant y stationner.

Cette démarche répond à un besoin identifié d'organisation et de sécurisation du stationnement des véhicules lourds sur le territoire communal.

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

Se prononcer sur la location d'un terrain appartenant à Messieurs LOBEL Jérôme et David (Société CPHF), cadastré AC259, situé 1 chemin de l'avenir à HOUDAIN (62150), afin d'y aménager un emplacement destiné à être proposé à la location aux conducteurs de poids lourds souhaitant y stationner.

Le terrain sera loué à Monsieur LOBEL au prix de 900 € par mois.

Un diagnostic préalable du terrain, réalisé par M. GUILBERT, permettra de :
- *déterminer la capacité d'accueil,*
- *fixer le nombre de poids lourds autorisés,*
- *mettre en place la signalisation réglementaire.*

La location du terrain serait consentie aux poids lourds, selon les modalités suivantes :
- *loyer mensuel fixé à 75 €, avec échéances trimestrielles (225 € par trimestre) ;*
- *caution équivalente à trois mois de loyer, soit 225 € ;*
- *assurance obligatoire, à fournir par la commune en tant que locataire ;*
- *entretien des espaces verts assuré par la commune.*

L'emplacement ainsi aménagé sera ensuite proposé à la location aux poids lourds souhaitant y stationner, selon des modalités qui seront définies ultérieurement par la commune.

Monsieur le Maire : *Donc je donne la parole à Monsieur Mahaut.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Merci, Monsieur le Maire. Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser la location du terrain et de permettre à la Commune de poursuivre la mise en œuvre du projet.*
Monsieur le Maire : *Merci. Y a-t-il des observations, des questions ? Oui, Monsieur DEWALLE.*

Monsieur Daniel DEWALLE : *Vous en avez parlé aux chauffeurs ? Vous avez pu les consulter pour savoir s'ils étaient intéressés par le terrain. Et une deuxième remarque. Il y a 20 ans, à 100 mètres de là, on a fait un parking pour les Poids-Lourds devant l'entreprise. Je ne retrouve plus son nom. Et si vous voulez, on a eu des plaintes d'habitants de la rue Gallieni juste en face. C'est pour ça que je vous le dis. Parce que quand les camions redémarrent le lundi matin à 5 heures du matin et qu'ils sont obligés de se chauffer pendant une demi-heure, trois quarts d'heure, il y a eu des plaintes des habitants. Et je vous le dis parce qu'il y a une quinzaine de maisons de la rue Gallieni juste en face. De voir que ça ne pose pas de problème, que vous n'ayez pas des plaintes des riverains ensuite parce que ce serait peut-être brouillé, enfin. Après, il y a peut-être des possibilités d'isolation pour éviter le bruit. Mais il faut peut-être se poser cette question-là. Parce qu'on avait eu cette plainte-là quand c'était 100 mètres au-delà. Donc il risque d'y avoir les mêmes inquiétudes des riverains.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Merci, Monsieur DEWALLE, sur cette intervention. Alors je vais vous y répondre. Alors je n'ai pas eu besoin d'aller à leur rencontre. C'est eux qui sont venus dès le début du mandat me demandant rapidement de trouver une solution. Alors moi, je les entends bien. Il faut trouver des solutions. Ils m'ont demandé d'abroger l'arrêté de l'ancienne municipalité sur le fait de se stationner dans la ville, chose que je n'ai pas faite, puisque j'ai trouvé que c'était au moins une bonne chose de faite. Donc ça a été maintenu. Parce qu'évidemment, si on abroge cet arrêté, c'est-à-dire que tous les poids lourds peuvent se stationner partout. Alors c'est vrai qu'il m'a été demandé : Mais est-ce qu'on peut avoir une place dédiée rien que pour nous ? Sauf que ce n'est pas possible. On ne peut pas personnaliser une place. Ensuite, ils m'ont fait part que l'agglomération, au Bois carré, n'a fait que 2 places au lieu de 3. Ils viennent me dire : « oui, mais que trouvez-vous comme solution au niveau de la commune ? » Alors je dis : « écoutez, vous me demandez de trouver une solution aussi rapidement, alors que pendant toutes ces années, il n'y a eu aucune solution d'apporter, hormis d'abroger l'emplacement de stationnement des chauffeurs poids lourds. » Donc la seule solution que je puisse apporter aussi rapidement, qui n'a pas encore été faite en tout cas, c'est de leur trouver un terrain privé, de telle manière à ce qu'on n'ait pas du stationnement sauvage partout, puisqu'aujourd'hui, on me fait quand même de nombreux retours. Nous avons ici présent Monsieur Pierre CONFRERE, qui est ici, qui loge justement tous ces chauffeurs poids lourds. Donc nous, nouvelle Municipalité, eh bien on essaie de trouver une solution. Sauf qu'il va venir les moissons et ces 7 chauffeurs poids lourds, eh bien ils n'ont pas d'autre alternative. Je rappelle aussi qu'il y a justement à RUITZ un parking, mais ça fait trop loin pour les stationner.*
Monsieur Daniel DEWALLE : *Non, c'est une bonne idée, mais je vous préviens qu'il faudra peut-être voir avec les riverains.*
Monsieur le Maire : *Voilà. Après, ça reste quand même une zone industrielle. Il y a déjà... Regardez les travaux qui sont effectués, comment dirais-je, avec la Fosse 7 ou dans le haut d'Houdain. Donc je ne pense pas que ce soit 7 chauffeurs poids lourds, s'ils venaient à s'y installer, que ça ne se poserait problème. Après, avec les technologies d'aujourd'hui, on chauffe plus. Enfin le starter chauffe un peu plus. Aujourd'hui, ce n'est pas 50 minutes. Aujourd'hui, avec la conjoncture actuelle et le carburant, on espère quand même quand 20 minutes, ils sont partis. C'est sécurisé, justement. C'est un site sécurisé. Derrière ça, ils ont une responsabilité, c'est-à-dire une assurance. Dans le cas de dégradation, ce ne sera pas la commune qui devra payer les dégâts occasionnés. Et justement, les contrats permettent de sécuriser juridiquement. Et donc, comme annoncé dans la note de synthèse, il y aura une expertise du sol, de telle manière que s'ils en prennent les lieux, quand ils ressortent, eh bien ça doit être à l'identique. Après, charge à eux aussi de coopérer avec leur entreprise, parce qu'en attendant, on parle de l'agglomération, on parle de la commune. Mais où sont les entreprises ? Aujourd'hui, ce que les nouvelles municipalités font, c'est de leur trouver une solution rapidement. Et comme vous savez, les aménagements, eh bien ça a un coût pour notre commune. Est-ce qu'aujourd'hui, on a 200 000, 300 000, 400 000 euros à mettre dans de tels aménagements, dans de telles structures ? Et pour ça, il faut capter la demande. Et donc aujourd'hui, c'est de répondre justement à nos Houdinois qui en font la demande. Et cette délibération permet justement de pouvoir y répondre favorablement. Alors c'est vrai que c'est cadré, mais derrière, il y a aussi de l'entretien de nos agents qui devra être effectué, etc. Donc aujourd'hui, cette délibération permet de répondre à nos chauffeurs poids lourds et trouver justement un équilibre, équilibre que jusqu'à maintenant, nous n'avons pas. Alors, je vous propose de passer cette délibération aux voix. Y a-t-il... Oui, Madame BOURGEOIS ;*
Madame Valentine BOURGEOIS : *D'autres interrogations. La première, c'est est-ce que, puisqu'on est quand même sur les voies BHNS, là, pour le transport des poids lourds, est-ce que vous avez eu l'autorisation pour que les poids lourds puissent circuler sur cette voie ? C'est ma première question. Ensuite, vous avez parlé de l'arrêté interdisant le stationnement des poids lourds dans la commune. Vous l'avez conservée ou vous l'avez abrogée ?*
Monsieur le Maire : *Oui, elle est conservée, oui, oui, bien sûr.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Conservée ?*
Monsieur le Maire : *Oui, oui.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Parce que vous avez dit abrogée.*

Monsieur le Maire : *Ah non, je ne l'ai pas abrogée.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *On a entendu abrogée.*
Monsieur le Maire : *Je réitère. Justement, je ne l'ai pas abrogée.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *D'accord.*
Monsieur le Maire : *Voilà, j'avais même dit, d'ailleurs, que c'était cette décision. Enfin, pour moi, c'est une bonne décision.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *D'accord, parce que vous parlez quand même de présence anarchique qui génère des nuisances.*
Monsieur le Maire : *Ça pourrait. En tout cas, ça l'a été.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Non, c'est écrit en l'affirmative. Là, on est toujours au présent.*
Monsieur le Maire : *Ce sont les remontés des habitants.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Non, non, c'est un fait. C'est dit. C'est écrit. Sur le principe de proposer du stationnement, donc, très bien, en poids lourd. Je me suis posée la question, en lisant les délibérations, si le besoin avait été identifié. Et donc, grâce à Monsieur DEWALLE, a priori, vous avez répondu. Vous avez parlé de 7 chauffeurs, c'est ça ?*
Monsieur le Maire : *Actuellement, qui sont stationnés chez Monsieur Pierre CONFRERE.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *D'accord, et qui seraient susceptibles de participer à ce projet.*
Monsieur le Maire : *Qui seraient susceptibles. Maintenant, on ne s'est pas rapproché d'eux pour dire, on a un contrat à vous proposer. Aujourd'hui, ça passe en délibération. Pour leur proposer, si on leur propose et que ce n'est pas voté en délibération, comment leur proposer une solution qui n'est pas actée ?*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Vu les membres qui constituent le Conseil, la délibération, vous n'avez pas trop de problèmes à ce niveau-là. Donc, le besoin n'est pas réellement identifié.*
Monsieur le Maire : *Le besoin est identifié dès lors qu'ils sont...*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Mais non, vous venez de le dire que non.*
Monsieur le Maire : *Sur le contrat, sur la partie du contrat, il ne leurs est pas indiqué aujourd'hui qu'il y aura un contrat de location. Aujourd'hui, la délibération permet justement d'acter qu'il y aura un terrain, qu'il y aura un coût. Donc, c'est un loyer et donc un contrat, forcément. S'il faut vous dire c'est quoi un contrat, je peux vous le dire. Et ce qui permet justement à nos poids lourds qui, dans quelques temps, pendant la periode des moissons, se retrouveront dans la capacité de pouvoir se stationner sur HOUDAIN. Eh bien, cette solution intervient à point nommé, j'ai envie de dire, pour qu'ils puissent justement se stationner. Et donc, je l'ai dit juste avant, en répondant à Monsieur DEWALLE, ils pourront se rapprocher de leur entreprise pour les solliciter en ce sens. Donc, nous, communes, faisons oui l'effort parce que ça reste nos habitants et que le but, justement, donc, si vous avez bien lu, le but, eh bien, c'est que cette somme qui est versée à M. Lobel arrive à l'équilibre, donc à zéro. Donc, le but, c'est de trouver une solution répondant à la problématique des chauffeurs poids lourds du stationnement. Pour répondre aussi à la zone BHNS, ça ne pose pas de problème jusqu'à maintenant. Eh bien, les chauffeurs poids lourds, puisqu'il y a déjà des activités qui ne nous ont pas attendu, qui datent déjà bien avant notre installation et qui continuera toujours. Donc, cette zone étant annoncée propice, il sera proposé de pouvoir y adhérer par un contrat, si bien pour les Houdinois ou alors les extérieurs. Mais en tout cas, ce contrat permet de privilégier dans le premier temps nos chauffeurs poids lourds Houdinois et donc de répondre à une solution clé en main. On ne peut pas faire mieux aujourd'hui. Soit on propose, soit on ne propose pas. Mais si on ne propose pas, on propose de les mettre où ? Et ça, je vous en laisse alors la responsabilité de pouvoir trouver un stationnement. Moi, aujourd'hui, je n'ai pas d'autre solution. Nous, municipalité, non plus. Si vous avez de meilleures idées, eh bien, on vous écoute.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Alors, j'aimerais creuser, bien évidemment. Et je vous rappelle que j'ai dit que sur le principe de proposer du stationnement aux poids lourds, c'était plutôt très bien. Donc, vous avez aussi... Alors, les conditions de stationnement aujourd'hui chez Monsieur... Je ne me souviens plus de son nom.*
Monsieur le Maire : *Monsieur Pierre CONFRERE, oui.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Alors, c'est gratuit ou c'est payant pour ces chauffeurs ?*
Monsieur le Maire : *Eh bien, Monsieur CONFRERE, peut nous répondre... Est-ce qu'on peut lui donner un micro, Monsieur CONFRERE, s'il vous plaît ?*
Monsieur Pierre-Edouard CONFRERE : *Tous les emplacements sont gratuits.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Sont gratuits. D'accord, merci.*
Monsieur le Maire : *Monsieur CONFRERE, excusez-moi. Monsieur CONFRERE, pourquoi... Enfin, si vous pouvez nous expliquer un petit peu combien de temps ça dure, ce qu'ils vous ont dit et pourquoi vous les loger actuellement.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Ça n'a pas de rapport avec la délibération, ça.*
Monsieur le Maire : *Mais quand bien même, c'est moi qui ai choisi de pouvoir l'interroger et qu'il puisse s'exprimer face au public qui aussi demande...*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Ah non, il n'y a personne qui le demande, à part vous.*

Monsieur le Maire : *Oui. Eh bien, justement, je lui pose la question. Donc, Monsieur CONFRERE, pouvez-vous expliquer la situation, comment ça en est venu et comment vous le vivez, comment les chauffeurs poids lourds le vivent ?*
Monsieur Pierre-Edouard CONFRERE : *Ils ont eu des arrêtés du jour au lendemain. Ils n'étaient même pas au courant.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *C'est ballot.*
Monsieur Pierre-Edouard CONFRERE : *Donc, nous, la société Unéal a accepté de garder tous les camions. A titre gratuitement.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Société quoi ?*
Monsieur Pierre-Edouard CONFRERE : *Unéal. Monsieur Duchemin.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *C'est bon.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Et donc ?*
Monsieur le Maire : *Donc, les chauffeurs poids lourds, actuellement, sont stationnés chez vous. Et depuis combien de temps ?*
Monsieur Pierre-Edouard CONFRERE : *Les plus anciens, ils ont moins de 2-3 ans.*
Monsieur le Maire : *Donc, ça fait 3 ans que vous logez les chauffeurs poids lourds sans d'autres solutions et alternatives. Et vous, comment vous le vivez, alors ?*
Monsieur Pierre-Edouard CONFRERE : *En tout cas, au niveau bruit, moi, je n'ai aucun bruit chez moi. De nuisance, il n'y en a pas. A partir de là, je ne vois pas le problème.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Tant mieux.*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Je note bien qu'aujourd'hui, les chauffeurs se stationnent et ne sont pas logés à titre gratuit.*
Monsieur le Maire : *Ils sont logés à titre gracieux, oui.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Non, pas logés, ils stationnent.*
Monsieur le Maire : *Oui, ils stationnent, oui.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Alors, j'ai lu le projet. Parce qu'on a eu en annexe un projet.*
Monsieur le Maire : *Très bien.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Merci. Et puis, j'aurais relevé, du coup, plusieurs anomalies et des erreurs qui peuvent être préjudiciables aux intérêts de la Commune. Puisque... Alors, première question, c'est quelle est la nature de ce bail ? Deuxièmement, la Commune, pour la location, engage une assurance. Quel est le montant de l'assurance ? Page 7, tout ça. Ensuite, entretien, réparation. Alors, donc là, c'est bien un bail qui est entre le bailleur, Chaudronnerie plastique, on est bien d'accord, et le locataire, qui est la Commune d'Houdain. Jusque-là, pas de souci. Donc, la Commune d'Houdain ne pourra pas opter pour un autre fournisseur d'énergie que celui choisi par le bailleur, s'engage à ne pas faire de dégâts irréversibles aux murs et au sol. Je ne sais plus déjà de quoi on parle. Le locataire, donc la Commune d'Houdain, fera ramener les cheminées en service, au moins une fois par an, à ses frais, et devra justifier au bailleur, etc. Donc là, j'avoue que je commence déjà à m'interroger. Page 8, on arrive au décès du locataire. Le contrat de location est résilié de plein droit par le décès du locataire. Dans cette hypothèse, il y aura solidarité et indivisibilité entre tous les héritiers. Alors là, je ne comprends plus du tout.*
Monsieur le Maire : *Vous allez vite comprendre.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Parce qu'on est quand même sur un bail de location de Commune, personne morale, donc je ne vois pas trop de rapport. Le loyer, donc là on arrive, page toujours 8, consenti à accepter un loyer annuel de 900 euros payables trimestriellement alors que l'on est bien sur un loyer annuel, on est d'accord ? C'est écrit noir sur blanc.*
Monsieur le Maire : *Alors 900 euros. Alors je vais vous laisse parler.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Oui, s'il vous plait merci. Un loyer annuel de 900 euros payables trimestriellement de 225 euros. Donc là, j'ai compris, mais bon, comme ça ne va pas du tout, vous êtes d'accord avec moi ? Ensuite, alors, on parle de loyer annuel, et le loyer, on nous parle de sa révision, qui, on ne sait pas par quoi, par quel indice, avec quel indice il sera révisé. Ce n'est pas noté, ce n'est pas clair, il n'y a rien de noté. Page 9, on parle de, pour garantir l'exécution des conditions du présent bail, le locataire, donc la Commune, a déjà versé aux bailleurs, en dehors de la comptabilité du notaire, 225 euros. Donc la Commune s'est déjà engagée à verser un dépôt de garantie, et là j'ai 225 euros qui correspondent à un mois de loyer. Et alors là, je ne comprends plus. On est sur 900 euros ou 225 euros ? D'un côté, on est sur 900 euros annuels, et de l'autre, on est sur 900 euros par mois et 225 euros de loyer, de dépôt de garantie. Pourquoi la Commune devrait verser un dépôt de garantie de 225 euros ? Je ne comprends plus. Et en plus, c'est déjà fait, c'est déjà acté.*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Remise des clés ! On est sur un terrain. Pareil, la restitution est subordonnée à la communication par le locataire de son nouveau domicile. C'est la mairie, je pense.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Est-ce que vous avez terminé ou il faut continuer ?*

Madame Valentine BOURGEOIS : *Parce que c'est un joli brouillon.*
Monsieur le Maire : *C'est un brouillon, oui, c'est une note de synthèse.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Une note de synthèse, excusez-moi, mais quand je fais des synthèses, elles ne sont pas comme ça. Je ne me permettrai jamais de présenter à un conseil municipal un document aussi brouillon.*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci à vous. Ce que vous avez pu lire, c'est le résultat que nous avons reçu. Vous avez bien pris acte qu'il faut passer par un notaire, et ça, c'est très très bien.*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Il faut en changer ?*
Monsieur le Maire : *Écoutez, ou alors le changer, mais ça, c'est vous qui le dites. Si on se tient bien à la délibération de location d'un terrain, si vous voulez, je peux la lire, comment elle est écrite. Il y a les références juridiques qui sont reprises, exposées. La présente délibération a pour objet d'autoriser la commune à louer un terrain appartenant à Messieurs Lobel, Jérôme et David, cadastré AC 259, situé au 1 Chemin de l'Avenir, à Houdain, afin d'y aménager un emplacement destiné à être proposé à la location aux conducteurs de poids lourd souhaitant y stationner. Cette démarche répond à un besoin identifié d'organisation et de sécurisation du stationnement des véhicules lourds sur le territoire communal. Proposition soumise au conseil municipal. Donc de se prononcer sur la location d'un terrain appartenant à Messieurs Lobel, Jérôme et David, société CPHF, cadastré AC 259, situé au 1 Chemin de l'Avenir, à Houdain, afin d'y aménager un emplacement destiné à être proposé à la location aux conducteurs de chauffeurs poids lourds souhaitant stationner. Le terrain sera loué à Messieurs. Lobel au prix de 900 euros par mois. Un diagnostic préalable du terrain sera réalisé par Maître Guilbert, qui permettra de déterminer la capacité d'accueil, fixer le nombre de poids lourds autorisés, mettre en place la signalisation réglementaire. La location du terrain sera consentie aux poids lourds selon les modalités suivantes. Loyer mensuel fixé à 75 euros avec échéance trimestrielle de 225 euros par trimestre. Caution équivalente à 3 mois de loyer soit 225 euros. Assurance obligatoire à fournir par la commune en tant que locataire. Entretien des espaces verts assuré par la commune. L'emplacement ainsi aménagé sera ensuite proposé à la location aux poids lourds souhaitant y stationner, selon des modalités qui seront définies ultérieurement par la commune. Et donc, on devrait passer au vote. Qui s'abstient ? Y a-t-il des contre ? Très bien. Merci à vous. Nous allons passer à la délibération suivante.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur Jurgen MAHAUT entendu ;
Par 28 voix pour, un contre ;

Article 1 : Autorise la commune de Houdain à louer auprès de Messieurs LOBEL Jérôme et David (Société CPHF), un terrain cadastré AC259, situé 1 chemin de l'avenir à HOUDAIN (62150), en vue d'y aménager un emplacement destiné à être proposé à la location aux conducteurs de poids lourds souhaitant y stationner.

Article 2 : Conditionne financièrement la location du terrain auprès de Messieurs LOBEL Jérôme et David (Société CPHF) de la sorte :

- loyer mensuel : 900 €,
- entretien des espaces verts assuré par la commune.

Article 3 : Demande à la commune, en tant que locataire, de fournir à Messieurs LOBEL Jérôme et David (Société CPHF) une attestation d'assurance couvrant les dommages éventuels causés au terrain ou aux installations.

Article 4 : Autorise M. GUILBERT à réaliser un diagnostic préalable du terrain afin de :
- déterminer la capacité d'accueil,
- fixer le nombre de poids lourds autorisés,
- permettre la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 : Autorise, une fois le terrain aménagé, de louer l'emplacement aux poids lourds selon les modalités suivantes :

- loyer mensuel fixé à 75 €,
- paiement par échéances trimestrielles, soit 225 € par trimestre,
- caution équivalente à trois mois de loyer, soit 225 €,
- obligation pour chaque locataire de fournir une attestation d'assurance, selon les modalités qui seront précisées dans le règlement d'occupation.

Les modalités de gestion et de tarification complémentaires seront définies ultérieurement par la commune.

Article 6 : Autorise Monsieur le Maire à signer la convention de location avec Messieurs LOBEL Jérôme et David (Société CPHF) ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

30. TRAVAUX – PROJET PHOTOVOLTAIQUE SOLEREA – ANALYSE JURIDIQUE ET PRESERVATION DES INTERETS DE LA COMMUNE

Rapporteur : Monsieur Jurgen MAHAUT

Références juridiques

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 26 juin 2025 autorisant la signature du bail emphytéotique administratif relatif au projet photovoltaïque ;

Vu l'acte authentique signé le 12 mars 2026 ;

Exposé des motifs

Considérant que la nouvelle municipalité a engagé un examen approfondi du dossier ;

Considérant que plusieurs interrogations subsistent concernant les autorisations administratives, les engagements contractuels de la commune, les conditions d'exploitation du site, l'occupation du domaine communal, l'équilibre économique de l'opération ainsi que les incidences du projet sur les futurs usages du site ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de veiller à la préservation des intérêts patrimoniaux, financiers et juridiques de la collectivité ;

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

1) Approuver la réalisation d'une analyse juridique, administrative, technique et financière complète du projet photovoltaïque objet du bail emphytéotique administratif conclu avec la société SOLEREA 1 ;
2) Mandater Monsieur le Maire afin d'engager toutes démarches utiles auprès des services compétents, conseils juridiques, experts ou partenaires concernés ;
3) Autoriser Monsieur le Maire à solliciter toute consultation juridique ou expertise complémentaire nécessaire à la défense des intérêts de la commune ;
4) Prendre acte qu'une présentation des conclusions sera effectuée devant le Conseil municipal avant toute décision concernant l'avenir du dossier.

Monsieur le Maire : *C'est à vous, M. MAHAUT Jurgen.*
Monsieur Jurgen MAHAUT : *Merci, Monsieur le Maire. Cette délibération concerne le projet photovoltaïque porté par la société Solerea. La délibération proposée aujourd'hui n'a pas pour objet de remettre en cause le projet ni de prendre une décision sur son avenir. Elle vise uniquement à autoriser la réalisation d'une analyse approfondie afin que le conseil municipal puisse, le moment venu, se prononcer en parfaite connaissance de cause. Je laisse la parole à Monsieur le Maire pour la suite.*
Monsieur le Maire : *Avez-vous des questions, des observations ? Merci.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *Alors moi j'ai une question, deux. Je voudrais juste savoir qui fait l'analyse et combien elle va coûter.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Donc pour répondre à votre question, je vais d'abord vous annoncer que le sujet de la municipalité elle souhaite sécuriser juridiquement le dossier compte tenu des engagements qui... Oui mais je tiens à le dire, qui est susceptible d'emporter pour la commune sur le long terme parce qu'un bail amphithéotique, il faut quand même le dire, là c'est un engagement pour la commune sur 25 ans. Déjà.*
Madame Amélie PRZYBYLA : *C'est 15 ans.*

Monsieur le Maire : *Oui mais là, c'est 25 ans sur ce projet.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Non, 15.*
Monsieur le Maire : *Ben c'est écrit 25 ans. Donc c'est écrit 25 ans, quand bien même 15, mais c'est écrit 25 ans, nous l'avons. C'est pourquoi il est proposé de solliciter une analyse juridique, quand bien même que j'entends vous dites 15 ans, indépendante, afin de vérifier l'ensemble du montage contractuel. Bien évidemment, parce que si une société vient justement dans ce cadre-là, c'est qu'il y a eu sans doute une mise en concurrence ou alors un marché public. Les engagements donc de la collectivité, les autorisations nécessaires, ainsi que les conséquences éventuelles pour la commune. Donc cette démarche, elle ne préjuge en rien des conclusions qui seront rendues. Elle vise à permettre au conseil municipal de disposer d'un éclairage juridique complet, avant toute décision au futur et à garantir la préservation des intérêts de la commune. Parce que nous parlons quand même d'un engagement de long terme sur du foncier communal, et qu'il est de notre responsabilité de nous assurer que l'ensemble du montage juridique et contractuel protège pleinement les intérêts de la collectivité. Donc si vous avez des informations que nous n'avons pas, je vous prie de les annoncer.*
Madame Amélie PRZYBYLA *: Mais du coup, vous n'avez pas répondu à ma question. Qui fait l'analyse et combien elle coûte ?*
Monsieur le Maire : *Eh bien pour ça il faut d'abord délibérer, en autorisant le maire à pouvoir saisir une analyse juridique, c'est-à-dire par exemple par un avocat de l'urbanisme, qui sera justement nous éclairer sur le sujet.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Excusez-moi, donc si je comprends, ce soir c'est une délibération de principe, et on va redélibérer pour asseoir la société, l'entreprise, qui vous voulez, le notaire, peu importe, qui fera l'analyse, c'est bien ça ? Et le coût ? Parce qu'en face d'une analyse il y a toujours un coût. Sauf si vous le faites en interne, mais ça a un coût quand même.*
Monsieur le Maire : *Exactement, puisque vous le savez très bien, en parlant d'un coût, on peut aussi dire que rue Villejuif, oui vous avez eu un projet finalement pour x raisons, je l'entends, vous avez fait une étude, et pourtant elle a servi à rien, puisqu'aujourd'hui il n'y a rien qui est fait. Vous avez, juste avant les élections, Rue de Beugin-Durand, fait appel à une société pour rédiger des plans, et pour autant ils n'ont pas été payés, et ils ne seront pas, parce que derrière il n'y a pas eu de contrat. Donc oui ça a un coût, et heureusement que je n'ai pas validé ce brouillon qui devait être réel, parce que franchement ça ne répondrait pas aux demandes des habitants.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Tant mieux que vous ne l'ayez pas fait, c'est vrai, mais ça ne répond pas à ma question.*
Monsieur le Maire : *Donc quand vous parlez qu'il y a un coût, effectivement, si on doit engager la commune sur une analyse juridique, c'est qu'il y a vraisemblablement une analyse à faire.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Ça doit être un problème de convention. Mais sinon, est-ce que vous pourriez répondre à ma question ? Donc là, c'est une délibération de principe, et donc on va redélibérer pour choisir la personne d'entreprise qui fera l'analyse. Et le coût en face, c'est bien ça ? C'est simple ma question.*
Monsieur le Maire : *Ben oui, je vais vous y répondre, puisqu'en délibération...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *C'est bien que... Bon, c'est compliqué parfois, mais...*
Monsieur le Maire : *Il est bien écrit, le conseil municipal est invité à approuver la réalisation d'une analyse juridique, administrative, technique et financière complète du projet photovoltaïque, objet du bail amphithéotique administratif, conclu avec la société SOLEREA, mandaté Monsieur le Maire...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Non mais ça vous relisez, ça fait deux fois que vous lisez, c'est bon.*
Monsieur le Maire : *Non, justement, je ne l'ai pas lu, donc je vous en porte à votre connaissance.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Vous êtes en train de lire.*
Monsieur le Maire : *Vous ne l'avez pas lu. Donc, afin d'engager toutes les démarches utiles auprès des services compétents, conseils juridiques, experts ou partenaires concernés, autoriser Monsieur le Maire à solliciter toute consultation juridique ou expertise complémentaire nécessaire à la défense des intérêts de la commune, prendre acte d'une présentation des conclusions sera effectuée devant le conseil municipal avant toute décision dont je ne sais pas ce que vous ne comprenez pas à travers cette délibération.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *La question est simple. S'il vous plaît, dites-nous qui va faire l'analyse.*
Monsieur le Maire : *Eh bien, un avocat.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Qui ?*
Monsieur le Maire : *Eh bien, pour l'instant, il n'y a pas à vous dire.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Donc, si c'est bien ce que je dis, on passerait une délibération.*
Monsieur le Maire : *Mais je n'ai pas besoin de passer une délibération quand on autorise...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Mais comme vous n'avez pas besoin de délibération pour faire une convention et qu'une association, c'est pareil. Donc, quand ça vous arrange, tout va bien. Quand ça ne vous arrange pas, c'est de notre faute.*
Monsieur le Maire : *Mais ce n'est pas une question de quand ça m'arrange ou quand ça ne m'arrange pas. Quand là, aujourd'hui, on prend un avocat qui suit nos affaires actuellement, est-ce que vous avez*

déjà fait part au conseil municipal que vous avez pris tel avocat dont, aujourd'hui, il traite nos affaires ? Eh bien, la réponse est non. Aujourd'hui, on n'a pas...
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Eh bien, si.*
Monsieur le Maire : *Eh bien, l'avocat, il n'a pas été annoncé. Vous l'avez passé en délibération, peut-être, le nom de l'avocat ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Eh bien, oui.*
Monsieur le Maire : *Eh bien, très bien. Et donc, moi, je vous informe que je communiquerai le nom de l'avocat qui sera mandaté au prochain conseil municipal.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Et puis, le coût ?*
Monsieur le Maire : *Eh bien, forcément, puisqu'on se doit transparence. Donc, forcément, sur le coût... Mais bon, même si on parle d'un coût qui soit de 2 000 euros, de 3 000 euros...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Si on regarde le bail précédent, ce n'était pas clair quand même.*
Monsieur le Maire : *Il faut bien quand même le rémunérer le contrat. Donc, forcément, si ça a un coût, il faut bien voir le coût que ça a par rapport à l'engagement.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Le club loisir, ce n'était pas clair non plus.*
Monsieur le Maire : *Vous parlez. Mais ce n'est pas clair pour vous.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Ah bah non, c'est faux.*
Monsieur le Maire : *Eh bien, ce n'est pas clair pour vous, puisque derrière, c'est vous qui le dites. Donc, nous, aujourd'hui, on a passé...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *La salle Grimbert, c'était assez clair aussi, mais ce n'était pas bon non plus.*
Monsieur le Maire : *Oui, Grimbert, mais on l'a déjà annoncé. Et c'est bien, on annonce au moins à Monsieur Grimbert, l'honneur, justement, à cette salle, qui a eu le mérite de...*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Ce n'est pas une salle, c'est un foyer.*
Monsieur le Maire : *Oui, c'est un foyer. Eh bien, ça reste quand même un lieu d'accueil. Donc, nous pouvons passer à la délibération.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Payé par le Cercle laïque.*
Monsieur le Maire : *Donc, y a-t-il des abstentions sur cette délibération ? Des contres ? Très bien, je vous remercie, la délibération est adoptée. Passons à la suite.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur Jurgen MAHAUT entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Sollicite une analyse juridique, administrative, technique et financière complète du projet photovoltaïque objet du bail emphytéotique administratif conclu avec la société SOLEREA 1.

Article 2 : Cette analyse portera notamment sur :

- les engagements de la commune ;
- les autorisations administratives obtenues ou restant à obtenir ;
- les conditions d'occupation du domaine communal ;
- les incidences du projet sur l'utilisation future du site ;
- l'équilibre économique du contrat ;
- les possibilités de modification, d'adaptation, de suspension, de renégociation ou de résiliation du projet.

Article 3 : Mandate Monsieur le Maire afin de conduire toutes démarches utiles auprès des services compétents, conseils juridiques, experts ou partenaires concernés.

Article 4 : Autorise Monsieur le Maire à solliciter toute consultation juridique, expertise ou avis spécialisé nécessaire à l'analyse du dossier et à la défense des intérêts de la commune.

Article 5 : Sollicite une présentation des conclusions de cette analyse lors du Conseil municipal avant toute décision relative à la poursuite, l'adaptation, la renégociation ou toute autre évolution du dossier.

SOLIDARITE – SANTE – LOGEMENT - SENIORS

31. ACTION SOCIALE – ADHÉSION A LA PLATEFORME COOPÉRATION DE LA CAISSE NATIONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LE CADRE DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE-CTG- ET DU SCHÉMA DÉPARTEMENTAL AUX FAMILLES (SDSF)

Rapporteur : *Madame Marine MAERTEN*

Références juridiques

L'article 2121 -29 du Code général des collectivités territoriales ;
La Convention Territoriale Globale (CTG) conclue entre la Caisse d'Allocations Familiales et les collectivités territoriales ;
La délibération 2025-187 du 20 novembre 2025 reprenant l'engagement de la commune dans le renouvellement de la CTG pour 2026/2030
Le Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) ;

Exposé des motifs

La Convention Territoriale Globale (CTG) constitue un cadre partenarial permettant de définir et de mettre en œuvre un projet social de territoire adapté aux besoins des habitants ;

Le Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF) vise à coordonner l'offre de services aux familles à l'échelle départementale ;

La plateforme « Coopération », développée par la Cnaf et accessible via le site internet : ctg.caf.fr permet aux partenaires signataires de la CTG et/ou du SDSF de gérer, suivre et partager les actions mises en œuvre dans ce cadre ;

L'accès à cette plateforme nécessite l'adhésion formelle de la collectivité aux conditions d'utilisation définies dans la convention ;

Cette adhésion permettra à la commune de :

- *Renforcer la coordination avec les partenaires institutionnels ;*
- *Faciliter le suivi des actions territoriales ;*
- *Optimiser le pilotage des politiques en faveur des familles, de la jeunesse, de la parentalité et de l'animation de la vie sociale ;*

Proposition soumise au Conseil municipal

Le Conseil municipal est invité à :

1) D'approuver l'adhésion de la commune de HOUDAIN à la plateforme « Coopération » de la Cnaf dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) et du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF)
2) D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion correspondante annexée ainsi que tout document afférent et document contractuel relatif à cette adhésion ;
3) D'effectuer toute démarche administrative nécessaire à la mise en œuvre de cette adhésion ;
4) De désigner Madame Marine MAERTEN comme référente habilitée à administrer les accès de la collectivité à la plateforme.

Monsieur le Maire : *Donc, action sociale, je laisse la parole à Mme MAERTEN.*
Madame Marine MAERTEN : *(lecture de l'énoncé). Je laisse la parole à Monsieur le Maire.*
Monsieur le Maire : *Très bien, y a-t-il des questions pour passer au vote ? Y a-t-il des abstentions ? Des contres ? Très bien, c'est voté. Donc, nous approuvons l'adhésion de la commune de HOUDAIN à la plateforme coopération qui sera représentée par Madame MAERTEN. Donc, nous pouvons passer à la suite.*

LE CONSEIL MUNICIPAL ;
Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Madame Marine MAERTEN entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Approuve l'adhésion de la commune de HOUDAIN à la plateforme « Coopération » de la Cnaf dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG) et du Schéma Départemental des Services aux Familles (SDSF)

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion correspondante ainsi que tout document afférent et document contractuel relatif à cette adhésion ;

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à effectuer toute démarche administrative nécessaire à la mise en œuvre de cette adhésion ;

Article 4 : Désigne Madame Marine MAERTEN comme référente habilitée à administrer les accès de la collectivité à la plateforme

32. COMMUNICATION – ADHESION DE LA COMMUNE A LA CENTRALE D'ACHAT DU NUMERIQUE ET DES TELECOMS (CANUT)

Rapporteur : Monsieur le Maire

Références juridiques

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants ;
Vu le Code de la commande publique, notamment les articles L1211-1, L.2113-2, L2113-3, L2113-4 et plus généralement les dispositions relatives aux centrales d'achat ;
Vu les statuts de la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) ;
Statuts du l'association CANUT.

Exposé des motifs

La Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) est un organisme spécialisé au service des collectivités territoriales et établissements publics dans les domaines du numérique, des télécommunications et des services associés.

L'association LA CANUT est un acheteur sous forme de pouvoir adjudicateur au sens des dispositions code de la commande publique, ayant pour objet d'exercer une activité de centrale d'achats.

L'activité de la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT), a pour objet d'exercer de façon permanente et à titre principal, au bénéfice de ses Membres, des activités d'achat centralisé, la passation de marchés de fournitures ou de services portant directement ou indirectement sur l'installation, le maintien en condition opérationnelle ou sur l'évolution des systèmes d'information de ses Membres, et l'acquisition de fournitures ou de services.
Elle met à disposition de ses adhérents des marchés publics mutualisés couvrant notamment la téléphonie, les accès internet, les équipements numériques, la cybersécurité, l'hébergement, la maintenance et diverses prestations informatiques.

L'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) est gratuite, le coût annuel d'utilisation des marchés est facturé par l'association selon les tarifs de tarification applicable annuellement.

Cette adhésion permet à la commune de :

- *Bénéficier de solutions numériques et de télécommunications mutualisées, reposant sur une sécurisation administrative renforcée des procédures de commande publique ;*
- *Disposer de prestations et d'outils adaptés aux besoins spécifiques de la commune, en facilitant l'accès à une offre diversifiée et évolutive ;*

- *S'appuyer sur des solutions présentant une solidité technique et numérique éprouvée, issues de marchés publics mutualisés et sécurisés ;*
- *Bénéficier de conditions financières optimisées, grâce à la mutualisation des achats permettant des économies d'échelle et une rationalisation des coûts.*

Considérant que la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) est un organisme spécialisé au service des collectivités territoriales et établissements publics dans les domaines du numérique, des télécommunications et des services associés ;

Considérant qu'elle met à disposition de ses adhérents des marchés publics mutualisés couvrant notamment la téléphonie, les accès internet, les équipements numériques, la cybersécurité, l'hébergement, la maintenance et diverses prestations informatiques ;

Considérant que l'adhésion à la CANUT est gratuite, seul le coût annuel d'utilisation des marchés étant facturé selon les conditions fixées par l'organisme ;

Considérant que l'adhésion à la CANUT permet à la commune de bénéficier de solutions numériques et de télécommunications mutualisées, reposant sur une sécurisation administrative renforcée des procédures de commande publique, de disposer de prestations et d'outils adaptés aux besoins spécifiques de la commune, de s'appuyer sur des solutions présentant une solidité technique et numérique éprouvée, issues de marchés publics mutualisés et sécurisés, et de bénéficier de conditions financières optimisées grâce à la mutualisation des achats et aux économies d'échelle réalisées ;

Considérant les tarifs suivants du modèle tarifaire – coût annuel de redevance et tarification applicable au titre de l'année 2026 lors de 'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) décrits dans le tableau ci-joint :

Structure seule		Structure < 100 employés			Structure < 500 employés		
	Remise	Prix unitaire HT	Total HT cumulé	Total TTC cumulé	Prix unitaire HT	Total HT cumulé	Total TTC cumulé
1er accord cadre		150 €	150 €	180 €	300 €	300 €	360 €
2ème accord-cadre	20%	120 €	240 €	288 €	240 €	480 €	576 €
3ème accord-cadre	30%	105 €	315 €	378 €	210 €	630 €	756 €
4ème accord-cadre	40%	90 €	360 €	432 €	180 €	720 €	864 €
5ème accord-cadre	45%	83 €	413 €	495 €	165 €	825 €	990 €
6ème accord-cadre et + PLAFOND	50%	75 €	**450 €**	**540 €**	150 €	**900 €**	**1 080 €**

<u>Proposition soumise au Conseil municipal</u>

Le Conseil municipal est invité à :

1) Autoriser l'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT) ;
2) Autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat d'adhésion ainsi que tout document afférent à la présente délibération ;
3) Autoriser Monsieur le Maire à souscrire aux marchés, accords-cadres et services proposés par la CANUT pour répondre aux besoins de la commune ;
4) Accepter préciser que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal aux exercices concernés.

Monsieur le Maire : *Je vous ai donc proposé d'autoriser l'adhésion à la CANUT afin de disposer de cette possibilité pour nos futurs besoins numériques et télécoms. Y a-t-il des questions, des observations ? Je mets cette délibération aux voix. Y a-t-il des contres ? Y a-t-il des abstentions ? Très bien, merci. La délibération a été adoptée. Je fais une suspension de 5 minutes pour celui qui souhaite pouvoir aller aux toilettes.*

<u>LE CONSEIL MUNICIPAL ;</u>

Après en avoir délibéré ;
L'exposé de Monsieur le Maire entendu ;
A l'unanimité ;

Article 1 : Autorise l'adhésion à la Centrale d'Achat du Numérique et des Télécoms (CANUT).

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire à signer le contrat d'adhésion ainsi que tout document afférent à la présente délibération.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire à souscrire aux marchés, accords-cadres et services proposés par la CANUT pour répondre aux besoins de la commune.

Article 4 : Accepte de préciser que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal aux exercices concernés.

Fin des questions soumises à l'ordre du jour.

DELEGATIONS AU MAIRE

Monsieur le Maire,
Vu l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;
Vu la délégation accordée par délibération n° 2026-041 en date du 7 avril 2026 ;
Présente au Conseil municipal pour information les décisions prises en vertu de cette délégation :

Monsieur le Maire : *Très bien, nous allons reprendre la séance. Donc, les délibérations étant épuisées, nous allons passer aux décisions. Y a-t-il des questions sur les décisions ?*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Oui.*
Monsieur le Maire : *Très bien, je vous écoute.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Concernant la décision 2026-63, je pense qu'il y a eu une erreur. Vous évoquez une subvention, sauf qu'une subvention, c'est une délibération et pas une délégation. Donc, je pense que c'est le terme subvention qui n'est pas bon. C'est peut-être une adhésion, et d'où un contrat, ce que vous expliquez en dessous. Mais subvention, j'ai un gros gros doute.*
Monsieur le Maire : *Je reprends le sujet.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *En tout cas, si c'est une subvention, ce n'est pas en délégation.*
Monsieur le Maire : *Alors, c'est une aide de 25 euros qui est attribuée à l'association L'œuvre du Livre de Noeux les Mines pour couvrir une partie des frais de scolarité d'une élève Houdinoise scolarisée au lycée d'Artois.*
Madame Isabelle RUCKEBUSCH : *Non, mais on n'est pas contre, ce n'est pas ça.*
Monsieur le Maire : *Oui, oui, parce que vous coupez toute la séance. Vous avez coupé alors que je ne vous ai pas donné l'autorisation de pouvoir communiquer. Donc, je vais répondre. Donc, effectivement, ce n'est pas une subvention. C'est bien une cotisation pour une adhésion. Et donc, il y a bien justement cette non présence d'adhésion et c'est écrit subvention. Donc, oui, vous l'avez bien relevé. Ce sera bien une adhésion à l'association L'œuvre du Livre pour justement couvrir une partie des frais de scolarité d'une élève Houdinoise. Merci à vous. Y a-t-il d'autres questions ?*
Madame Valentine BOURGEOIS : *Alors, sur la décision 2026 69, immeuble au 15 de la Marne. Donc, je ne vais pas revenir sur ce que j'ai dit sur l'immeuble situé au 19 Place de la Marne. Je ne comprends pas pourquoi le projet, votre porteur de projet ne se manifeste pas sur l'acquisition de cet immeuble. Je ne comprends pas pourquoi on veut préempter, puisqu'on a, je le rappelle, l'immeuble qui correspond tout à fait à nos besoins. Celui de la commune qui était entièrement refait, isolé, donc sans frais.*
Monsieur le Maire : *Très bien. Merci pour votre question. Donc, je vais vous y répondre. Donc, effectivement, nous préemptons Place de la Marne, puisque vous souhaitez avoir des précisions. Donc, on vous donne une réponse. Effectivement, comme vous le savez, notre démarche est de redynamiser le haut de HOUDAIN, le savoir faire vivre, puisqu'il y a une grande demande de notre population. Et donc, comme vous le savez, ce ne sera plus une épicerie solidaire, mais une boulangerie. Et bien, il en va de*

même aussi pour ce bâtiment que nous avons préempté, justement, pour faire revivre, que ce soit un commerce et autre. Donc, ça peut être un commerce, ça peut être un médecin. En tout cas, d'en faire quelque chose qui répondra à la demande de nos Houdinois dans le haut. Et donc, il y a aussi, puisque vous parlez d'une structure, mais il y a aussi le terrain qui est à côté pour faire une aire de jeu. Voilà, donc on a une aire de jeu, on aura un commerce, un éventuel commerçant, ou toute autre chose, une autre activité. Et donc, une boulangerie aussi, donc vous avez compris que nous allons faire revivre notre commune dans le haut de HOUDAIN. Et si vous parlez de coûts, si on revend cette ancienne épicerie, ça viendra absorber la partie vente de terrain et immobilier au vu du prix, pour redynamiser notre ville du haut, voilà.
Madame Valentine BOURGEOIS : *Écoutez, je pense que votre calcul n'est pas bon, puisque 123 plus 34 000, ça fait 157 000, hors frais de notaire et hors frais d'aménagement, donc pour l'immeuble et le terrain, sachant que vous souhaitez vendre le 19, 140 000, donc le compte n'y est pas. Et puis, je regrette aussi la décision suivante, puisque vous en parlez sur le terrain. On a une aire de jeu déjà, on a un city à côté du secours populaire, qui est extrêmement bien placé, qui a été subventionné. C'était l'occasion là, justement, d'augmenter sa capacité avec des aménagements de jeux sur un terrain sécurisé et déjà clôturé, donc je m'étonne, je m'interroge.*
Monsieur le Maire : *Très bien, merci pour votre retour et votre questionnement. Eh bien, on y répondra par nos actions.*

DECISION N° 2026-062 DU 5 MAI 2026 - RENOUVELLEMENT ADHESION DE SOUTIEN A L'ASSOCIATION ADAPTEEP

L'an deux mille vingt-six, le cinq mai ;
Vu la délibération du Conseil municipal n° 2026-041 en date du 07 avril 2026 lui confiant délégation, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

DECIDE :
ARTICLE 1er : Le renouvellement de l'adhésion de soutien à l'association ADATEEP pour un montant de 38€. Cette association a pour mission principale d'assurer la sensibilisation à la sécurité et à la citoyenneté des élèves utilisant les

DECISION N° 2026-063 DU 5 MAI 2026 - SUBVENTION ATTRIBUEE A L'ASSOCIATION L'OEUVRE DU LIVRE DE NOEUX LES MINES

L'an deux mille vingt-six, le 5 mai 2026 ;
Vu la délibération du Conseil municipal n° 2026-041 en date du 07 avril 2026 lui confiant délégation, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

DECIDE :

ARTICLE 1er : Une aide de 25€ est attribuée à l'association l'Œuvre du livre de Nœux-les-Mines pour couvrir une partie des frais de scolarité d'une élève houdinoise scolarisée au Lycée d'Artois (Nœux-les-Mines).

DECISION N° 2026-064 DU 5 MAI 2026 - ATTRIBUTION D'UNE CONCESSION FUNERAIRE DANS LE CIMETIERE DU MONT

L'an deux mille vingt-six, le cinq mai ;
Vu la demande du 21 avril 2026 de M/Mme, tendant à attribuer une concession dans le Cimetière du Mont ;

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est attribué une concession funéraire, dans le Cimetière du Mont, dans les conditions suivantes :

- Titulaire : M/Mme ;

- Numéro affecté à la concession : 2896 ;
- Localisation géographique de la concession : Secteur L – Allée n° 4 – Caveau n° 68 ;
- Destination de la concession : concession familiale;
- Aménagement de la concession : Caveau 3 places ;
- Durée de la concession : 30 ans à compter du 21 avril 2026 et expirant le 20 avril 2056 ;
- Tarif de la concession : 700,00 € versé dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° B6035733 du 21 avril 2026 ;
- Tarif de la cuve : 1 900,00 € versé dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° B6035733 du 21 avril 2026.

DECISION N° 2026-065 DU 5 MAI 2026 - RENOUVELLEMENT D'UNE CONCESSION FUNERAIRE DANS LE CIMETIERE DU BOIS DES TOURS

L'an deux mille vingt-six, le cinq mai ;
Vu la demande du 24 avril 2026 de M/Mme tendant à renouveler une concession dans le Cimetière du Bois des Tours ;

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est renouvelé une concession funéraire, dans le Cimetière du Bois des Tours, dans les conditions suivantes :

- Titulaire : M/Mme ;
- Numéro affecté à la concession : 2179 ;
- Localisation géographique de la concession : Secteur K – Mur n° CO04 – Case n° 38 ;
- Destination de la concession : concession familiale ;
- Aménagement de la concession : Case ;
- Durée de la concession : 50 ans à compter du 24 avril 2026 et expirant le 23 avril 2076 ;
- Tarif de la concession : 2 000,00 € versé dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° B6035734 du 24 avril 2026.

DECISION N° 2026-066 DU 5 MAI 2026 - ATTRIBUTION D'UNE CONCESSION FUNERAIRE DANS LE CIMETIERE DU MONT.

L'an deux mille vingt-six, le cinq mai ;
Vu la demande du 4 mai 2026 de M/Mme, tendant à attribuer une concession dans le Cimetière du Mont ;

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est attribué une concession funéraire, dans le Cimetière du Mont, dans les conditions suivantes :

- Titulaire : M/Mme ;
- Numéro affecté à la concession : 2897 ;
- Localisation géographique de la concession : Secteur L – Allée n° 5 – Caveau n° 53 ;
- Destination de la concession : concession familiale ;
- Aménagement de la concession : Caveau 2 places ;
- Durée de la concession : 30 ans à compter du 5 mai 2026 et expirant le 4 mai 2056 ;
- Tarif de la concession : 700,00 € versé dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° B6035737 du 5 mai 2026 ;
- Tarif de la cuve : 1 900,00 € versé dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° B6035737 du 5 mai 2026.

DECISION N° 2026-067 DU 12 MAI 2026 - ATTRIBUTION D'UNE CONCESSION FUNERAIRE DANS LE CIMETIERE DU MONT.

L'an deux mille vingt-six, le douze mai ;
Vu la demande du 7 mai 2026 de M/Mme, tendant à attribuer une concession dans le Cimetière du Mont ;

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est attribué une concession funéraire, dans le Cimetière du Mont, dans les conditions suivantes :

- Titulaire : M/Mme ;
- Numéro affecté à la concession : 2898 ;
- Localisation géographique de la concession : Secteur L – Allée n° 5 – Caveau n° 55 ;
- Destination de la concession : concession familiale ;
- Aménagement de la concession : Caveau 2 places ;
- Durée de la concession : 10 ans à compter du 7 mai 2026 et expirant le 6 mai 2036 ;
- Tarif de la concession : 300,00 € versé dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° B6035738 du 7 mai 2026 ;
- Tarif de la cuve : 1 700,00 € versé dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° B6035738 du 7 mai 2026.

DECISION N° 2026-068 DU 12 MAI 2026 - ATTRIBUTION D'UNE CONCESSION FUNERAIRE DANS LE CIMETIERE DU MONT

L'an deux mille vingt-six, le douze mai ;
Vu la demande du 7 mai 2026 de M/Mme, tendant à attribuer une concession dans le Cimetière du Mont ;

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est attribué une concession funéraire, dans le Cimetière du Mont, dans les conditions suivantes :

- Titulaire : M/Mme ;
- Numéro affecté à la concession : 2899 ;
- Localisation géographique de la concession : Secteur L – Allée n° CA 06 – Cavurne n° 64 ;
- Destination de la concession : concession familiale ;
- Aménagement de la concession : Cavurne ;
- Durée de la concession : 30 ans à compter du 7 mai 2026 et expirant le 6 mai 2056 ;
- Tarif de la concession : 700,00 € versé dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° B6035739 du 7 mai 2026 ;
- Tarif de la cuve : 500,00 € versé dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° B6035739 du 7 mai 2026.

DECISION N° 2026-069 DU 01 JUIN 2026 - DÉCISION PORTANT DÉLÉGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN :
15 PLACE DE LA MARNE 62150 HOUDAIN

L'an deux mille vingt-six, le premier Juin ;
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) n° 624572600029 reçue le 17 avril 2026, relative à la cession de l'immeuble bâti situé 15 place de la Marne à Houdain, au prix de 83 000 €, appartenant à M/Mme, déposée par Maître Richard Bulot, notaire à Auchel ;

Vu la demande formulée par la commune de Houdain tendant à obtenir la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain sur ce bien ;

Considérant que le bien situé 15 place de la Marne à Houdain est implanté au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville et dans le périmètre de l'Engagement pour le Renouvellement du Bassin Minier (ERBM) ;

Considérant que ce bien bénéficie d'une situation stratégique à proximité immédiate du secteur de la Fosse 7, faisant l'objet d'une dynamique de renouvellement urbain et de développement des équipements et services de proximité ;

Considérant que la commune de Houdain souhaite acquérir ce bien afin d'y réaliser une opération répondant à un objectif d'intérêt général consistant notamment à créer des équipements et services de proximité destinés aux habitants du quartier ;

Considérant que le projet envisagé prévoit l'aménagement d'un espace accessible au public comprenant notamment des sanitaires publics et des consignes sécurisées, ainsi que la mise à disposition de locaux destinés à accueillir des activités sociales, associatives, culturelles ou d'animation locale ;

Considérant que cette opération contribuera au renforcement du lien social, à l'amélioration du cadre de vie, au développement de l'offre de services de proximité et à la revitalisation du quartier ;

Considérant que la présence d'équipements publics, des services du Centre Communal d'Action Sociale et des animations de proximité existantes constitue un environnement favorable à la mise en œuvre de ce projet ;

Considérant que cette acquisition répond aux objectifs définis à l'article L.210-1 du Code de l'urbanisme et présente un caractère d'intérêt général ;

DECIDE :

Article 1 : La Communauté d'Agglomération Béthune Bruay Lys Artois Romane délègue à la commune de Houdain l'exercice du droit de préemption urbain portant sur l'immeuble situé 15 place de la Marne à Houdain, objet de la DIA n° 624572600029 déposée le 17 avril 2026.

Article 2 : Cette délégation est accordée en vue de l'acquisition du bien et de la réalisation d'une opération d'intérêt général visant le développement de services de proximité, d'activités sociales, associatives et culturelles, ainsi que la revitalisation du quartier concerné.
Article 3 : Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Maire de Houdain sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

DECISION N° 2026-070 DU 01 JUIN 2026 - DÉCISION PORTANT DÉLÉGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN :
PLACE DE LA MARNE 62150 HOUDAIN

L'an deux mille vingt-six, le premier Juin ;
Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) n° 624572600038 reçue le 07 mai 2026, relative à la cession du terrain non bâti situé place de la Marne à Houdain, au prix de 34 000 €, appartenant à M/Mme, déposée par Maître Virginie MOLMY, notaire à Bruay la Buissière ;

Vu la demande formulée par la commune de Houdain tendant à obtenir la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain sur ce bien ;

Considérant que le bien objet de la DIA est un terrain non bâti situé place de la Marne à Houdain est implanté au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville et dans le périmètre de l'Engagement pour le Renouvellement du Bassin Minier (ERBM) ;

Considérant que ce terrain présente des caractéristiques particulièrement adaptées à l'implantation d'une aire de jeux destinée à l'accueil des enfants ;

Considérant que ce bien bénéficie d'une situation stratégique à proximité immédiate du secteur de la Fosse 7, faisant l'objet d'une dynamique de renouvellement urbain et de développement des équipements et services de proximité ;

Considérant que la commune de Houdain souhaite acquérir ce bien afin d'y réaliser une opération répondant à un objectif d'intérêt général collectif consistant notamment à créer des équipements et services de proximité destinés aux habitants du quartier ;

Que ce projet permettrait de développer une offre de proximité à dimension éducative et culturelle au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV), favorisant la socialisation, l'activité physique et l'épanouissement des enfants ;

Considérant que cette opération contribuera au renforcement du lien social, à l'amélioration du cadre de vie, au développement de l'offre de services de proximité et à la revitalisation du quartier ;

Considérant que la présence d'équipements publics, des services du Centre Communal d'Action Sociale et des animations de proximité existantes constitue un environnement favorable à la mise en œuvre de ce projet ;

Considérant que cette acquisition répond aux objectifs définis à l'article L.210-1 du Code de l'urbanisme et présente un caractère d'intérêt général ;

DECIDE :

Article 1 : La commune de Houdain décide d'exercer son droit de préemption urbain sur le bien immobilier sis place de la Marne à Houdain, objet de la DIA n° 624572600038, consistant en un terrain non bâti, au prix de 34 000 €.

Article 2 : Cette délégation est accordée en vue de l'acquisition du bien et de la réalisation d'une opération d'intérêt général visant le développement de services de proximité, d'activités sociales, associatives et culturelles, ainsi que la revitalisation du quartier concerné.

Article 3 : La présente décision sera notifiée au propriétaire et à Maître Virginie MOLMY, notaire en charge de la vente.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : La présente décision sera transmise au contrôle de légalité de la Préfecture.

QUESTIONS ECRITES

Monsieur le Maire : *Et donc, nous allons passer aux questions écrites de Monsieur DEWALLE. Voilà, donc vous pouvez poser votre question, Monsieur DEWALLE.*

Question de Monsieur Daniel DEWALLE pour le groupe "Mieux vivre ensemble" :

1. Des personnes âgées n'ayant plus de médecin traitant fréquentent le Village Santé de Bruay la Buissière. Certaines n'ont pas de voiture et demandent s'il est possible de rétablir le transport des ainés qui existait dans le passé.

Monsieur Daniel DEWALLE : *Oui, simplement, depuis la création du Village santé à Bruay, il y a des personnes âgées de la commune qui n'ont plus de médecin traitant et qui vont donc chez le médecin à Bruay en passant par leurs pharmaciens ou leurs infirmiers. Et certaines personnes âgées n'ont pas de véhicule et demandaient s'il était possible de recréer le transport des aînés pour des objectifs comme ceux-là, pour aller chez le médecin à Bruay, au village santé.*
Madame Marine MAERTEN : *On a conscience de ces difficultés. On est déjà sur le projet, en fait. Donc, on est en train d'étudier plusieurs options. Pour l'instant, on ne peut rien diffuser. Il n'y a rien d'acté, mais on est déjà dessus.*
Monsieur le Maire : *Très bien, en tout cas, on vous informera de l'état d'avancement puisque c'est un sujet qui vous tient à cœur, me semble-t-il. Donc, on n'hésitera pas à revenir vers vous pour vous donner de plus amples informations. L'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant soulevée, je souhaite vous remercier, les membres du conseil municipal, pour votre participation. Et je lève la séance. Il est 21h23.*
Je vous souhaite la bonne soirée. Merci.

Fin de séance : 21h23.

Le Maire,

25/09/26

Steven THIRY.

Le secrétaire de séance

25/09/26

Julien FORGEZ.